

Annexes au rapport d'activité du Ministère des Finances

Exercice 2014

Administrations

- I. TRÉSORERIE DE L'ETAT
- II. DIRECTION DU CONTRÔLE FINANCIER
- III. ADMINISTRATION DES CONTRIBUTIONS DIRECTES
- IV. ADMINISTRATION DE L'ENREGISTREMENT ET DES DOMAINES
- V. ADMINISTRATION DES DOUANES ET ACCISES
- VI. ADMINISTRATION DU CADASTRE ET DE LA TOPOGRAPHIE
- VII. INSPECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

I. Trésorerie de l'Etat

RESUME

L'année 2014 a été marquée par un changement à la tête la Trésorerie de l'Etat : Mme Isabelle GOUBIN a succédé le 1er juin 2014 à M. Georges HEINRICH au poste de Directeur du Trésor. La Trésorerie de l'Etat compte fin un effectif de 24 personnes.

Les 12ièmes provisoires ont influencé favorablement l'évolution des liquidités en 2014. Malgré une consommation de liquidités de 444 millions d'EUR, l'Etat n'a été amené à émettre en 2014 qu'un seul emprunt, à savoir un sukuk de 200 millions d'EUR. Il s'agissait d'une première à deux égards : d'une part, le Luxembourg a été le premier pays membre de la zone euro à émettre un sukuk et d'autre part, le Luxembourg a été le premier pays à émettre un sukuk libellé en euros. L'opération visait à promouvoir le Luxembourg comme centre d'excellence européen pour la finance islamique.

L'activité de la Caisse de Consignation a connu une hausse importante: le nombre de consignations déposées est passé de 2'080 en 2013 à 4'735 en 2014. Ces développements s'expliquent en partie par une réorientation des activités de la place financière pour s'adapter aux normes internationales de transparence. La masse bilantaire de la Caisse de Consignation a par contre évolué à la baisse en passant de 755,6 millions d'EUR en 2013 à 521,1 millions d'EUR en 2014. Un dossier particulier est à l'origine de cette baisse. La complexité des dossiers qui relèvent de la compétence de la Caisse de consignation ne fait que s'accroître.

La Trésorerie de l'Etat a continué en 2014 les travaux informatiques, en étroite collaboration avec le Centre des Technologies de l'Etat (CTIE), aux fins de se conformer aux nouvelles normes SEPA. Le volume des paiements a presque atteint les 10'000 millions d'EUR en 2014 et le nombre de transactions s'est élevé à 1,05 millions. Le nombre des fournisseurs de l'Etat gérés par la Trésorerie de l'Etat a dépassé 250.000 tous types confondus. Le nombre d'avances pour frais de route et des faillites sont restés stables en 2014. Les saisies, cessions, sommations ont connu un développement conséquent.

Les activités de la Trésorerie de l'Etat doivent s'adapter continuellement aux développements réglementaires, tant nationaux qu'européens, tels l'évolution du cadre légal des marchés publics et de la facturation électronique, la gestion de la dette publique, la réforme budgétaire.

A. ATTRIBUTION

D'après la loi modifiée du 8 juin 1999 la Trésorerie de l'Etat est chargée :

- du paiement de toutes les dépenses de l'Etat autres que celles payées directement par les comptes extraordinaires et les comptes des services de l'Etat à gestion séparée, du recouvrement des recettes provenant de la gestion de la trésorerie et des recettes non fiscales dont le ministre ayant le budget dans ses attributions peut la charger ainsi que de la centralisation de toutes les autres recettes de l'Etat;
- de la gestion des avoirs financiers et des engagements financiers de l'Etat ainsi que des fonds et des biens dont les lois ou règlements attribuent la conservation à l'Etat;
- de la tenue de la comptabilité générale et budgétaire de l'Etat ainsi que du contrôle de la comptabilité des comptes extraordinaires et des comptes des services de l'Etat à gestion séparée.

La loi concernant le budget de l'Etat de l'année 2001 a modifié et complété certaines dispositions de la loi sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat. Ainsi, il a été précisé que la Trésorerie de l'Etat assure l'exécution de la législation sur les saisies, cessions et sommations adressées par des créanciers à l'Etat. Le règlement grand-ducal modifié du 19 décembre 2002 précise les règles relatives aux cautionnements, au serment et à la reddition de comptes par les comptables publics.

Par ailleurs, la loi du 29 avril 1999 sur les consignations auprès de l'Etat a désigné la Trésorerie comme étant la caisse de consignation et le règlement grand-ducal du 4 février 2000 a fixé les règles comptables y relatives.

Toutes ces fonctions sont exercées par des sections distinctes au sein de la Trésorerie, à savoir la section « paiements et recouvrements », la section « comptabilité », la section « gestion financière » et la section « consignations ».

Outre des questions internes ponctuelles d'ordre économique et juridique, plusieurs autres dossiers ayant trait aux compétences de la Trésorerie de l'Etat dans le domaine de la finance, de la comptabilité, du recouvrement des créances et des consignations ont nécessité un suivi plus approfondi par les agents de l'administration. En ce sens il y a lieu de noter que les travaux préparatoires du projet de réforme du budget de l'Etat a nécessité un support continu de la part des agents de la Trésorerie de l'Etat.

La Trésorerie de l'Etat a également participé au niveau national et européen à divers groupes de travail, dont entre autres :

- EFC Sub-Committee on EU Sovereign Debt Markets
- EFC Sub-Committee on Statistics
- EFC Euro Coin Sub –Committee
- EFC_COM Working Group on Legal Tender II
- OCDE groupe de travail relatif à la dette publique
- Groupe de travail traitant de la Gouvernance d'Entreprise
- Groupe de travail interministériel visant la mise en place d'un Bureau de Gestion et de Recouvrement des avoirs saisis et confisqués (« BGA »)
- Groupe de travail visant la mise en place des dispositions du règlement (CE) n° 1338/2001 du Conseil du 28 juin 2001 *définissant des mesures nécessaires à la protection de l'euro contre le faux monnayage* et du règlement n° 1210/2010 du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2010 *concernant l'authentification des pièces en euros et le traitement des pièces en euros impropres à la circulation*,
- Choix d'un outil d'adjudications des certificats liés aux émissions de CO2

B. PERSONNEL

Pour assumer l'ensemble de ses attributions, la Trésorerie a bénéficié en 2014 des services d'un directeur, nommée par arrêté grand-ducal en ses fonctions pour un mandat de sept ans à partir du 1er juin 2014, de quatre fonctionnaires de la carrière supérieure, dont un détaché au Ministère des Finances, de onze fonctionnaires de la carrière du rédacteur, de six fonctionnaires de la carrière de l'expéditionnaire et d'une employée au contrat à durée indéterminée. Un rédacteur a renforcé l'équipe en novembre 2014 en remplacement d'une personne de la carrière moyenne mise à la retraite en date du 4 octobre 2013.

Notons enfin qu'une personne de la carrière du rédacteur a fait valoir ses droits à la retraite avec effet au 1^{er} mars 2014 et qu'une personne de la même carrière a obtenu en août 2014 un congé pour travail à mi-temps jusqu'au 31 août 2017.

Tandis que l'absence de la première personne sera prise en compte pour un remplacement à carrière identique en 2015, le congé pour travail à mi-temps laisse une demi-vacance à durée déterminée.

C. JURIDIQUE

Plusieurs dossiers impliquant les sections de la Trésorerie de l'Etat ont nécessité une intervention juridique au courant de l'année 2014:

- Les travaux préparatoires concernant la mise en place d'un Bureau de Gestion et de Recouvrement des avoirs saisis et confisqués (« BGA »);
- La consignation auprès de la Caisse de consignation des dossiers de la liquidation judiciaire de la Bank of Credit and Commerce International SA (« BCCI SA ») et la BCCI Holdings (Luxembourg) SA (« BCCI Holdings »);
- Les travaux préparatoires visant l'amélioration de la coopération avec diverses administrations et Ministères dans le domaine des cessions de créances soumise au régime de l'article 1689 du code civil et des mesures d'exécution forcée sur les traitements et indemnités;
- Les travaux préparatoires au niveau national et européen permettant la réalisation du programme numismatique 2014 de la Banque centrale du Luxembourg par l'émission de cinq produits numismatiques dédié au châteaux- forts du Grand-Duché, à la faune et à la flore du Luxembourg, à la sidérurgie luxembourgeoise, au 50^{ème} anniversaire de l'avènement au trône de Son Altesse Royale, le Grand-Duc Jean, et au 175^{ème} anniversaire de l'indépendance du Grand-Duché de Luxembourg;
- Mise en place d'un groupe de travail dans le cadre des dispositions du règlement (CE) n° 1338/2001 du Conseil du 28 juin 2001 *définissant des mesures nécessaires à la protection de l'euro contre le faux monnayage* et du règlement n° 1210/2010 du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2010 *concernant l'authentification des pièces en euros et le traitement des pièces en euros impropres à la circulation* ;
- L'exécution des dispositions de la loi du 12 juillet 2014 *portant autorisation d'aliénation de trois immeubles administratifs en vue de leur location et de leur rachat*, publiée au Mémorial A No 121 du 15 juillet 2014, et plus particulièrement la liaison entre différents intervenants internes et externes et le suivi de tous les actes afférents à l'aliénation, la location et le rachat des immeubles visés par ladite loi ;
- Le suivi des opérations effectuées dans le cadre de l'article 4 (8) de la loi du 21 juillet 2012 *relative au retrait obligatoire et au rachat obligatoire de titres de sociétés* ;
- Un recours introduit auprès du tribunal administratif par un liquidateur d'une société requérant l'annulation d'une décision de refus d'une déconsignation partielle d'un boni de liquidation consigné.

Le Juridique a également contribué au suivi de certaines questions parlementaires et de dossiers contentieux liés aussi bien à des mesures d'exécution forcée portant aussi bien sur des fonds consignés que des dossiers de recouvrement.

D. SECTION « COMPTABILITE »

1. AVANCES POUR FRAIS DE ROUTE ET DE SEJOUR A L'ETRANGER

Conformément au règlement grand-ducal modifié du 17 septembre 2004, le ministère ayant le budget dans ses attributions peut autoriser la Trésorerie de l'Etat à verser des avances :

- en relation avec les frais résultant d'activités professionnelles pour compte de l'Etat en déplacement à l'étranger et les frais de voyage de service ou statutaires à l'étranger, y compris les frais de déménagement, encourus par les agents de l'Etat et par les personnes assimilées ;
- en relation avec les frais de scolarité encourus par les agents de l'Etat en fonction à l'étranger et par les personnes assimilées ;
- en relation avec les frais médicaux encourus par les agents de l'Etat en fonction à l'étranger et par les personnes assimilées.

Ainsi, la Trésorerie de l'Etat avait accordé au cours de l'exercice 2013 un nombre total de 2.650 avances à régulariser immédiatement après le voyage moyennant ordonnancement ou recouvrement.

Lorsque des avances demeurent non régularisées au dernier jour du mois de février qui suit l'exercice auquel elles se rapportent, elles font l'objet d'un rôle de restitution ou d'une imputation sur la rémunération de l'agent en cause. Au vu de la situation au 1er mars 2014 qui s'est caractérisée par un nombre de 98 avances (419.823 EUR) dont la régularisation demeurait en souffrance, la Trésorerie de l'Etat a été contrainte d'intervenir auprès des ministères ordonnateurs et des retardataires concernés. L'imputation des recouvrements réguliers sur les traitements des agents en cause et le refus de leur octroyer de nouvelles avances ont permis de régulariser au cours de l'exercice 2014 toutes les avances accordées au titre des exercices antérieurs à 2014.

Au titre de l'exercice 2014, la Trésorerie de l'Etat a versé 2.539 avances (4.109.986,82 EUR) en relation avec les dispositions qui précèdent, dont 9 avances pour frais de déménagement (56.300,00 EUR), 25 avances pour frais de scolarité (390.500,00 EUR) et 1 avance pour frais médicaux (15.000,00 EUR).

2. SAISIES, CESSIONS ET SOMMATIONS

En exécution des articles 62(2) et 94(4) de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat, la section comptabilité assure l'exécution de la législation sur les saisies, cessions et sommations adressées par des créanciers à l'Etat.

La Trésorerie de l'Etat a vu une sensible augmentation du nombre des dossiers à traiter, notamment:

- des cessions de créances liées aux installations photovoltaïques, du fait de la modification du régime applicable ;
- des dossiers de surendettement, soumis au régime légal luxembourgeois et allemand ;
- des ordres permanents / cessions de créance BHW

De façon générale, la Trésorerie de l'Etat constate que les établissements financiers déploient, beaucoup plus vite que d'habitude, les moyens visant à la récupération forcée de leur dû.

La section a été assistée en permanence par le service juridique pour les dossiers plus sensibles.

3. FOURNISSEURS

La Section Comptabilité est responsable de la base de données des fournisseurs de l'Etat. Cette dernière comprend des personnes physiques et morales nationales et internationales. La base de données recense près de 350.000 fournisseurs. En 2014, le nombre de créations, en tout 21.028, se répartit comme tel :

- Personnes physiques nationales et internationales : 18.135
- Personnes morales nationales : 1.372

- Personnes morales internationales : 1.521

Notons que d'un point de vue technique, les conditions nécessaires à la mise en place de l'identifiant unique pour les personnes physiques sont réunies.

4. FAILLITES

En matière de faillites, la Trésorerie de l'Etat a traité, jusqu'au 31 décembre 2014, un nombre total de 84 faillites (51 réponses de la part des curateurs ou en termes relatifs 60,71 %). Ce faible chiffre par rapport au nombre total de faillites prononcées en 2014 - 845 faillites - 154 prononcées à Diekirch et 691 prononcées à Luxembourg, s'explique par le fait que seules les faillites des personnes physiques et morales, qui existent dans SAP et qui ont récemment reçu des paiements de la part de l'Etat, sont traitées par nos services. Notons encore que 25 des 33 curateurs (75,8 % en termes relatifs) ont répondu à notre courrier.

5. PROJETS

Au cours de l'année 2014, la section Comptabilité, en étroite relation avec l'équipe SAP du Centre des technologies de l'information de l'Etat, a procédé à certaines corrections du programme SCS HR et à des améliorations du programme SCS FI. Ceci pour faciliter le traitement journalier des saisies et cessions et pour améliorer les services offerts par la Trésorerie de l'Etat.

E. SECTION « PAIEMENTS ET RECOUVREMENTS »

1. PAIEMENTS

La section Paiements et Recouvrements de la Trésorerie de l'Etat a effectué 1.048.819 paiements pour un montant total de 9.741 millions EUR au cours de l'année comptable 2014.

a) Paiements journaliers (Ordonnancement)

Tous les paiements journaliers sont constitués des ordonnances émises par les différents ministères et administrations. Ces paiements ont été générés sous forme électronique dans le programme de comptabilité SAP qui centralise l'exécution des ordres de paiement émanant des différents départements de l'Etat. Il s'agit en l'occurrence d'environ 520.100 virements électroniques pour une somme totale de 6.736 millions EUR.

Les seuls virements dits « journaliers » nationaux par le compte chèque postal principal de la Trésorerie de l'Etat représentent pour l'année 2014 un volume de 484.000 opérations (5.747 millions EUR). S'y ajoutent 36.150 paiements à l'étranger via la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat (852,5 millions EUR) ainsi que des paiements en rapport avec certains programmes cofinancés débités de comptes chèques postaux respectifs spécialement ouverts par la Trésorerie de l'Etat. Il s'agit d'un nombre de 11.640 virements pour le montant total de 136,5 millions EUR.

S'ajoutent à ces paiements journaliers, le paiement mensuel des rémunérations des agents de l'Etat (voir point c)) et les paiements des services de l'Etat à gestion séparée (voir point b))

Les frais de banque débités pour l'ensemble des paiements s'élevaient à 188.299,43 EUR. Les virements à l'étranger ont en outre généré en 2014 des gains de change pour 910.445,74 EUR ainsi que des pertes de change pour 701.589,48 EUR.

La section Paiements et Recouvrements participe à la mise à jour de la base de données « fournisseurs » à l'occasion de retours de paiements non exécutoires (voir point 6.4.1.6.) en supprimant le compte erroné ou clôturé et en introduisant le nouveau compte obtenu de l'ordonnateur à l'origine du paiement retourné.

Quelques paiements se font par la remise de chèques postaux, la plupart en relation avec des avances à des agents de l'Etat. En 2014 ont été émis 33 chèques pour un total d'environ 192.200 EUR. 4 de ces chèques au porteur étaient destinés à couvrir des frais de voyage de service et 12 à alléger le délai d'attente d'une rémunération de l'Etat due. D'autre part, les SEGS décrits ci-après font appel occasionnellement à la Trésorerie de l'Etat pour pouvoir faire face à d'éventuels besoins de fonds. Ainsi 17 chèques ont été remis à des comptables pour l'approvisionnement de leur caisse.

Le contrôle du débit correct des opérations de paiement, ainsi que la surveillance des recettes créditées, se fait par l'encodage et la comptabilisation des extraits bancaires. Ont été traités en 2014 pour l'ensemble des comptes chèques postaux gérés par la Trésorerie de l'Etat 1007 extraits et pour les comptes courants auprès de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat 501 extraits. L'ensemble de ces extraits est depuis 2009 chargé électroniquement via Multi-line. Par ailleurs 251 extraits ont été enregistrés pour suivre la mise en circulation de monnaies dans SAP.

b) Paiements journaliers des Services de l'Etat à gestion séparée (SEGS)

Le volume des paiements en rapport avec les services de l'Etat à gestion séparée augmente régulièrement, tout comme leur nombre. La loi du 29 avril 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2014 a constitué comme services de l'Etat à gestion séparée 53 administrations et services de l'Etat, notamment 43 établissements dépendant du Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, dont 40 de l'enseignement, 6 institutions culturelles et le Centre des technologies de l'information de l'Etat.

Le traitement de leur comptabilité dans SAP entraîne le paiement électronique de leurs ordres de paiement, semblable à la procédure normale. Mais le paiement SEGS est lancé par un run de paiement séparé, à effectuer par la Trésorerie de l'Etat en rassemblant les listes d'ordres émanant des différents SEGS et entrant en compte pour le paiement du jour. En 2014 ce procédé a généré 75.800 virements électroniques pour un montant total de 159,3 millions EUR dont 67.400 virements nationaux pour un montant de 137,4 millions EUR et 8.450 paiements à l'étranger pour un montant de 21,9 millions EUR.

S'y ajoutent les virements de transfert du montant requis pour les paiements vers l'étranger, devant être opérés au préalable entre le CCP et le compte BCEE du SEGS en question.

c) Paiements mensuels des rémunérations des Agents de l'Etat

Depuis la mise en production du programme des rémunérations des agents de l'Etat HR dans SAP en 2007 le programme de calcul des rémunérations des agents de l'Etat est intégré dans le système comptable informatique de l'Etat. Les données pour le paiement sont rendues accessibles via

interface entre le module de calcul et le module de paiement par des opérations faites à partir de fin 2010 par des fonctionnaires de la section Paiements et Recouvrements spécialement formés à ces fins. Ainsi les éventuelles compensations entre rémunération et avances ou autres dettes liées à la rémunération se font automatiquement.

Pour cette raison les fonctionnaires de la section doivent comptabiliser les remboursements volontaires dans les deux modules différents de façon consciencieuse et exacte afin de ne pas provoquer d'erreur lors de futurs calculs. Ils ont également collaboré à l'amélioration du système et à l'élimination de certaines incohérences.

Pendant l'année 2014, 441.131 virements ont été effectués :

- un premier cycle de paiement mensuel de 395.074 virements au total pour les rémunérations des fonctionnaires, retraités et employés de l'Etat, total annuel : 2.688 millions EUR.
- un deuxième cycle de paiement mensuel de 46.057 virements pour les rémunérations des ouvriers de l'Etat, volontaires et assistants à l'éducation, total annuel : 157,4 millions EUR

soit un total général de 2.845,4 millions EUR pour l'année 2014.

d) Avance de trésorerie

La définition du terme « avance » consiste dans le paiement d'une somme due, par avance sur la procédure normale de l'engagement, de la liquidation et de l'ordonnancement des dépenses de l'Etat. L'émission d'une avance sert à pallier aux délais inhérents à cette procédure, en cas d'urgence ou d'échéance à observer, comme par exemple pour les paiements aux institutions de la sécurité sociale, aux organismes de la communauté européenne, aux administrations communales ou à la Trésorerie de l'Etat, section Caisse de Consignation (intérêts produits).

Sur base de l'article 63 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat et le règlement grand-ducal du 17 septembre 2004 fixant les conditions et modalités de l'octroi d'avances temporaires de fonds pour le paiement de dépenses de l'Etat, 634 avances temporaires de fonds ont été octroyées en 2014. 539 avances sur rémunérations ont été payées à des agents de l'Etat, sur demande du responsable du personnel de l'administration d'affectation du bénéficiaire ou de l'Administration du Personnel de l'Etat, pour des raisons de retard administratif dans le traitement du dossier.

La plupart des avances ont été virées sur le compte CCP du bénéficiaire. Dans 12 cas, la Trésorerie de l'Etat a remis un chèque postal à cause d'une nécessité immédiate de liquidité pour services rendus. Ce mode de paiement a eu lieu uniquement si le demandeur s'est personnellement présenté avec la demande d'avance dûment signée.

Des avances sont aussi virées à des comptes extraordinaires pour qu'ils puissent utiliser les crédits leur accordés pour l'exercice budgétaire dès le début de l'année comptable. En 2014 il y avait paiement de 84 avances dans ce but.

Quelques chèques ont été remis au comptable public d'un service de l'Etat à gestion séparée pour alimenter la caisse du service. Cette procédure constitue également une avance, non dans le sens de la définition ci-dessus, mais elle sera à récupérer via débit du compte chèque postal du service, transfert opéré par un fonctionnaire de la section Paiements et Recouvrements, 17 transferts ont ainsi eu lieu.

4 chèques ont en outre été émis par un fonctionnaire de la section Paiements et Recouvrements pour des avances pour frais de route et de séjour à l'étranger, dans ce cas le plus souvent dans les mains d'une personne mandatée.

e) Paiements via la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat

Les montants plus importants sont virés sous date valeur et gérés par la section Gestion financière, tel les opérations journalières de placement et les transferts réguliers aux établissements publics, aux Etats-membres et organismes de l'Union européenne. Les paiements aux tiers représentent environ 30 opérations par mois pour une somme moyenne de 360.000.000 EUR.

La section Paiements et Recouvrements veille à la régularisation de ces transferts par avance avec les ordres de paiements ministériels dès qu'ils sont visés par le contrôle financier afin d'éviter un éventuel double paiement.

f) Retours de paiement

Au cours de l'année 2014 un nombre d'environ 466 paiements, ce qui représente 0,1% de tous les virements, sur un total de 520.100 exécutés par la Trésorerie de l'Etat ne sont pas arrivés à destination. La raison étant que le compte choisi par les ordonnateurs pour le paiement au bénéficiaire était erronée ou clôturé.

Le résultat des requêtes auprès des ordonnateurs pour connaître un compte valable a permis de virer définitivement au bénéficiaire 406 retours. Le délai de réponse étant d'environ un mois il y a lieu de noter que quelques recherches sont en cours. 36 retours de paiement ont été mis en consignment.

54 paiements de rémunérations étatiques étaient par ailleurs retournés suite au changement ou à la clôture du CCP du bénéficiaire p.ex. en cas de décès du titulaire. Lorsqu'il s'avère que le montant n'est plus dû, la Trésorerie de l'Etat garde le montant dans ses caisses.

2. RECOUVREMENTS

a) Recettes non fiscales

Les **104** articles de recettes attribués à la Trésorerie de l'Etat dans le budget des recettes pour l'exercice 2014 se répartissent sur 8 sections dans le budget des recettes courantes (**93** articles) et 2 sections dans le budget des recettes en capital (**11** articles).

La Trésorerie de l'Etat a comptabilisé pendant l'année 2014

recettes courantes:	275,2 millions EUR
recettes en capital:	9,4 millions EUR

Total recettes budgétaires:	284,6 millions EUR
------------------------------------	---------------------------

L'arrêté ministériel du 28 mai 2014 qui détermine pour l'exercice 2014 les recettes non fiscales spécifiques dont le recouvrement est du ressort de la Trésorerie de l'Etat énumère 32 articles dans le budget des recettes pour ordre sur lesquels la Trésorerie de l'Etat a comptabilisé pendant l'année

2014 un chiffre de 89,8 millions EUR, plus quelques recettes revenant à l'Administration des Contributions directes et Accises et à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines pour environ 1,3 millions EUR.

Total recettes pour ordre : 91,1 millions EUR

Les 10 fonds spéciaux et fonds de couverture dont le recouvrement des recettes est attribué à la Trésorerie de l'Etat par ledit arrêté ministériel ont affiché en 2014 des recettes au montant de 568 millions EUR. La Trésorerie de l'Etat a reçu sur ses comptes également des remboursements pour des fonds spéciaux non particulièrement dans ses attributions (p.ex. le Fonds pour l'Emploi), pour un montant de 54 millions EUR en 2014.

Aux termes de ce même arrêté ministériel, la Trésorerie de l'Etat est seule chargée des opérations de recette relatives aux dotations budgétaires de tous les fonds spéciaux de l'Etat. Le volume de ces alimentations représentait en 2014 un total de 3.249,4 millions EUR.

Total fonds spéciaux : 3.871,4 millions EUR

En outre, l'arrêté ministériel cité autorise la Trésorerie de l'Etat à imputer au budget également les recettes non fiscales qui lui sont versées par un débiteur de l'Etat, même si ces recettes sont imputables à un article dont la compétence pour le recouvrement est du ressort d'une autre administration financière de l'Etat. Ces imputations s'élevaient en 2014 à 153.000 EUR.

La Trésorerie de l'Etat informe le cas échéant l'administration compétente pour les recettes respectives au moyen d'un relevé mensuel détaillé.

Au cours de l'année 2014, la Trésorerie de l'Etat a perçu pour 5.186.340,00 EUR des recettes issues des adjudications concernant les certificats d'émissions de CO₂. 50% des fonds récoltés sont attribués à des projets tendant à réduire les émissions de CO₂.

b) Recettes fiscales

La Trésorerie de l'Etat centralise les écritures comptables de toutes les administrations en vue de l'établissement du compte général de l'Etat. Ceci comprend également les écritures de recettes des administrations financières.

Actuellement la saisie des imputations sur les différents articles du Budget des recettes, outre ceux des sections de la Trésorerie de l'Etat, se fait toujours manuellement dans le système comptable de l'Etat SIFIN et est également effectuée par les fonctionnaires de la section « paiements et recouvrements » sur base des comptes mensuels livrés par les receveurs des administrations fiscales.

Dans ce contexte, la section « paiements et recouvrements » reçoit régulièrement les versements des receveurs des administrations fiscales sur les comptes bancaires de la Trésorerie de l'Etat et leur fournit une quittance en contrepartie. Pour l'année 2014 un nombre d'environ 445 quittances a été émis pour des versements au total de 16.560 millions EUR, dont les opérations de recettes électroniques.

A la fin de l'exercice budgétaire, la section « paiements et recouvrements » vérifie la concordance des sommes versées avec le total des recettes établi dans les comptes mensuels des receveurs et délivre un certificat à ces derniers.

c) Recettes électroniques

L'adoption du système de recettes électroniques a amené les versements journaliers automatiques du solde du compte en banque de l'Administration des Douanes et Accises via 0-balancing. Ceci a produit des opérations de Cash-netting journalières à comptabiliser quotidiennement. A l'égard de la Recette Centrale de l'Administration des Douanes et Accises la Trésorerie de l'Etat a émis en 2014 des quittances mensuelles pour ces opérations pour un montant global de 1.107 millions EUR.

d) Rôles de restitution

Les paiements indûment effectués suite à une erreur d'attribution, un double emploi ou un décompte respectivement un recalcul donnent en principe lieu à l'établissement d'arrêtés ministériels constituant rôles de restitution, conformément à l'article 65 (1) de la loi modifiée du 8 juin 1999 invoquée ci-dessus qui dispose que «les rôles de restitution sont soumis au visa du contrôleur financier et recouverts par les comptables publics chargés de la perception de ces recettes».

En 2014, un nombre de 412 rôles de restitution ont été traités par la Trésorerie de l'Etat. Plus de la moitié provenaient du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative : 173 portaient sur des pensions de l'Etat versées après le décès du bénéficiaire ou l'arrêt d'études dans quelques cas de pension d'orphelin, 35 concernaient des rémunérations indûment touchées. La plupart des autres arrêtés émanaient du Ministère du Logement et du Ministère du Travail. D'autre part 9 arrêtés d'annulation de rôles de restitution ont été pris. Avant de présenter ces arrêtés ministériels à la signature par le Ministre des Finances ou son délégué pour être rendus exécutoires, la Trésorerie de l'Etat a vérifié si éventuellement un reversement au Trésor a eu lieu après l'émission de l'arrêté, pour établir le montant définitif à recouvrer par l'Administration des Contributions directes dont les comptables publics sont chargés par le Ministre des Finances de la perception.

Une copie du rôle de restitution signé est adressée à la Direction du Contrôle financier pour information et une copie est archivée à la Trésorerie de l'Etat.

e) Rémunérations indûment touchées

Le paiement par avance des rémunérations de l'Etat donne souvent lieu à des recalculs par l'Administration du Personnel de l'Etat pour adapter la situation du salaire aux changements dans la carrière de l'agent. Dans le cas d'un arrêt ou d'une interruption, d'un changement de statut ou d'administration, lors du départ en retraite et en dernier lieu suite au décès d'un bénéficiaire, il arrive que des rémunérations soient payées indûment pendant un temps consécutif à l'événement. Elles doivent alors être remboursées à l'Etat.

La Trésorerie de l'Etat gère dans le système comptable SAP les dettes pendantes pour rémunérations indûment touchées et comptabilise les retenues et les remboursements. Les retenues sont possibles et exécutées automatiquement lorsque des rémunérations étatiques sont à nouveau payées. Les remboursements volontaires sont immédiatement pris en compte pour régulariser la situation et introduits au plus vite dans le module de calcul des rémunérations HR afin d'être pris en considération pour le calcul de rémunérations futures en cas de reprise de fonction par exemple. A la fin de l'année 2014 subsistent 273 cas de rémunérations non encore régularisées.

La Trésorerie de l'Etat informe l'Administration du Personnel de l'Etat, par un relevé actualisé chaque mois après le paiement des rémunérations, sur la situation des rémunérations indûment touchées

non encore régularisées pour lui permettre d'entamer les mesures qui s'imposent pour les récupérer. Sur base de ce relevé 35 rôles de restitution ont été établis en 2014 par le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

F. SECTION « GESTION FINANCIÈRE »

A côté de la gestion journalière des avoirs et engagements financiers de l'Etat ainsi que des fonds et des biens de tiers dont les lois ou règlements attribuent la conservation à l'Etat, la section « gestion financière » a également pour mission d'établir, à partir du compte général et des données disponibles à la trésorerie, le bilan financier de l'Etat au 31 décembre, prescrit par l'article 15 de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat.

Le compte général de l'Etat, issu de la comptabilité budgétaire de l'Etat, est établi à la clôture de chaque exercice budgétaire par la Trésorerie de l'Etat et approuvé par le Ministre ayant le budget dans ses attributions avant d'être soumis à la Chambre des Députés et à la Cour des comptes. Il informe officiellement sur les ressources financières de l'Etat. Le compte général fournit en effet au public non seulement les indications détaillées sur les recettes et dépenses opérées au cours de l'exercice en question ; il arrête aussi les ressources financières de l'Etat restant disponibles à la clôture de cet exercice sous forme de réserves dans les différents fonds spéciaux et de réserve budgétaire proprement dite. Or comme la clôture d'un exercice budgétaire ne se fait pas au 31 décembre de l'année de référence mais au 30 avril de l'année subséquente, date à laquelle le nouvel exercice court déjà depuis quatre mois, les réserves arrêtées dans le compte général ne peuvent pas être mises en regard des avoirs financiers de l'Etat disponibles au 30 avril, ceci en raison des opérations déjà faites à charge du nouvel exercice budgétaire en cours.

La comptabilité générale de l'Etat, qui retrace selon la méthode de la partie double l'intégralité des opérations financières de l'Etat, remédie à cette situation et établit la relation entre les avoirs (actifs financiers) disponibles sur les différents comptes bancaires de l'Etat et les réserves (passifs financiers) arrêtées dans le dernier compte général tout en tenant compte des opérations de l'exercice en cours.

La comptabilité générale de l'Etat permet donc à la Trésorerie d'établir à tout moment une situation financière de l'Etat sous forme d'un bilan financier, qui met en regard les actifs financiers disponibles à ce moment et les passifs financiers tels qu'ils résultent de la comptabilité budgétaire. Le bilan tient également compte d'actifs et de passifs non renseignés dans le compte général.

Le présent bilan financier retrace, par rapport au compte général du dernier exercice budgétaire clôturé (2013), la situation financière de l'Etat au 31.12.2014 en tenant compte de tous les actifs et passifs financiers recensés par la Trésorerie de l'Etat.

Ce bilan financier de l'Etat au 31.12.2014 se présente comme suit :

BILAN FINANCIER DE L'ETAT ETABLI SUR BASE DU COMPTE GENERAL 2013 ET SUR BASE DES ACTIFS ET PASSIFS RECENSES PAR LA TRESORERIE DE L'ETAT
SITUATION AU 31 DECEMBRE 2014

(en EUR)

ACTIFS FINANCIERS

SEC2010	A. ACTIF CIRCULANT	2 181 688 895,97	Variation par rapport		SEC2010	A. PASSIF CIRCULANT	2 181 688 895,97	Variation par rapport	
			au 30.11.2014	au 31.12.2013				au 30.11.2014	au 31.12.2013
	1. Actif circulant liquide, disponible pour la gestion de trésorerie journalière	1 123 893 591,77(+1,5%)	637 885 219,99	-153 351 414,36		1. FONDS PROPRES DE L'ETAT (= RESERVES PRIMAIRES DE L'ETAT)	-3 754 262 282,31	618 545 483,04	-462 212 782,85
						Reserves arribées et retraçables au compte général			
AF 22	1.1. Trésorerie de l'Etat	1 123 893 591,77				1.1. Fonds spéciaux de l'Etat	1 443 624 365,67	327 393 891,98	45 249 636,46
AF 29	1.1.1. Compte courant BCEE	71 058 963,66				1.1.1.1. Avoir des Fonds spéciaux de l'Etat svr compte général 2013	1 609 695 652,60		
AF 29	1.1.2. Montant net à recevoir de l'EPT dans le cadre des CCP de l'Etat (cf. point C.1.2.2 du passif)	67 634 775,11				1.1.2. Solde des opérations sur exercices en cours	166 071 346,03		
AF 29	1.1.3. Dépôts bancaires à terme	985 000 000,00				1.2. Solde opérationnel (=réserve budgétaire actuelle)	-216 405 005,52	321 109 501,81	-296 181 762,07
AF 29	1.1.4. Compte courant BCLX	12,00				1.2.1. Réserve budgétaire svr compte général 2013 (= solde cumulé des exercices clos)	-530 198 494,41		
						1.2.2. Solde des opérations sur exercices en cours	313 793 438,89		
						1.2.3. Ordonnances provisoires émises et non encore régularisées	0,00		
						Reserves non arribées et non retraçables au compte général			
						1.3. Réserves disponibles des Services de l'Etat à gestion séparée (SEGS)	84 270 365,43	-29 958 310,75	9 006 878,45
						1.4. Fonds nécessaires au remboursement des titres de dette émis par l'Etat (= 2.2.)	-5 065 751 837,92	0,00	-220 287 516,64
						1.4.1. Bons du Trésor (Promissory Notes) provisionnés (= Avoir partiel du Fonds de la dette publique)	-5 611 089,54		
						1.4.2. Dette publique et Bons du Trésor non encore provisionnés	-5 060 140 748,38		
	2. Actif circulant non liquide, indisponible pour la gestion de trésorerie journalière	1 057 795 304,20(+8,5%)	-14 811 480,64	-90 799 974,45		2. FONDS DE TIERS (= Fonds déposés + Fonds empruntés)	5 955 951 178,31	4 528 256,31	218 061 381,05
						2.1. Dépôts de tiers auprès de l'Etat	870 199 340,39	4 528 256,31	-2 226 136,59
AF 29	2.1. Trésorerie de l'Etat	1 053 218 145,19			AF 41	2.1.1. Fonds des communes disponibles au Fonds communal de pénétration conjoncturelle (Fpcp)		5 603,46	64 959,79
AF 29	2.1.1. BCLX compte spécial circ. monétaire	380 143 289,15				2.1.2.1. Avoir du Fpcp svr compte général 2013	52 123 813,40		
AF 29	2.1.2. Placements hors marché	769 297 814,47			AF 41	2.1.2.2. Solde des opérations sur exercices en cours	64 959,78		
AF 29						2.1.2. Fonds des communes disponibles au Fonds des dépenses communales (Fdc)	2 749 964,00	5 575 653,82	4 008 641,79
AF 29						2.1.3.1. Avoir du Fdc svr compte général 2013	2 825 689,82		
AF 42						2.1.3.2. Solde des opérations sur exercices en cours	9 025 830,00		
AF 42						2.1.3. Fonds de tiers consignés auprès de l'adm. de l'enregistrement et des Domaines	9 223 334,65	302 495,35	105 643,84
AF 29						2.1.1.1. Avoir du Fonds pour consignations judiciaires svr compte général 2013	197 504,65		
AF 29						2.1.2.1. Solde des opérations sur exercices en cours	2 821 818,21	13 268 156,36	-13 555 634,15
AF 29						2.1.4. Fonds de tiers disponibles au budget pour ordre	250 465 249,27		
AF 29						2.1.4.1. Solde cumulé des budgets pour ordre svr compte général 2013	247 643 431,06		
AF 29						2.1.4.2. Solde des opérations pour ordre sur exercices en cours	267 943 357,40	1 232 543,72	11 389 565,81
AF 29						2.1.5. Signes monétaires (pièces métalliques) en EUR remboursables par le Trésor	7 800 088,25		
AF 29					AF 21	2.1.5.1. Avoir du Fonds de cour. des signes monét. émis par le Trésor svr compte général 2013	248 793 723,34		
AF 29						Signes libellés en BEF	0,00		
AF 29					AF 21	2.2.1.2. Solde des opérations sur exercices en cours	11 389 565,81		
AF 29						Signes libellés en EUR	11 389 565,81		
	2.1.3. Actifs financiers reçus en dépôt en vertu de dispositions légales ou réglementaires	2 783 041,57	0,00			Dépôts sans comptabilisation budgétaire et non retraçables au compte général			
AF 33			0,00		AF 41	2.1.6. Fonds de tiers consignés auprès de la Trésorerie de l'Etat - Caisse de consignation	256 668 527,42	-10 321 442,29	-5 384 505,35
	Bons de caisse	7 050,00	0,00			2.1.6.1. Avoir sur CCP de la Caisse de consignation	256 640 385,85		
	Lettres de garantie	2 775 991,57	199 287,44			2.1.6.1.1. Intérêts créditeurs à verser à la Caisse de consignation	29 131,57	0,00	-661 302,91
AF 22	2.2. Administrations fiscales (Contributions-Douanes-Enregistrement)	568 075,73			débit de AF 29 - Actif	2.1.7. Dépôt de l'Etat belge dans le cadre de l'opération KALP/IMP/REG/VAL/LAND	25 205 413,48	-70 923,33	-265 083,39
AF 22	2.2.1. Comptes courants BCEE				AF 79	2.1.8. Retenue temporaire d'ordonnances de paiement	80 376,64	11 371,47	-27 151,48
AF 22	2.3. Comptables extraordinaires	3 285 298,07	-1 470 847,30		AF 42	2.1.9. Saies, espèces et sommations en suspens	2 775 000,00	0,00	2 400 000,00
AF 22	2.3.1. Comptes courants BCEE				AF 42	2.1.10. Dépôt de garanties diverses (cf point 2.1.3. de l'actif circulant)	9 041,57	0,00	-1 226,47
AF 22	2.4. Services de l'Etat à gestion séparée (SEGS)	723 786,21	227 536,50			2.2. Titres de dette émis par l'Etat	5 065 751 837,92	0,00	220 287 516,64
	2.4.1. Comptes courants BCEE				AF 79	2.2.1. Bons du Trésor (Promissory Notes)	83 751 837,92	0,00	20 287 516,64
						ADF-African Development Fund	14 224 022,82		
						ADB-Asian Development Bank	5 203 377,86		
						ADP-Asian Development Fund	8 222 183,00		
						GEF-Global Environment Facility	3 350 600,00		
						IDA-International Development Association	52 565 000,00		
						IDA-Multilateral Investment Guarantee Agency	96 644,24		
					AF 332	2.2.2. Dette publique	6 250 000 000,00	0,00	200 000 000,00
					AF 42	Emprunts obligataires (valeur nominale)	1 232 000 000,00		
					AF 41	Prêts bancaires à moyen et long terme (valeur nominale)	0,00		
						Prêts bancaires à court terme	-2 500 000 000,00		
						2.2.3. Transfert de Dette publique vers B.2. (= Fonds empruntés pour financer la participation dans BGL BNP PARIBAS)			
	B. ACTIF IMMOBILISE ACQUIS PAR DEPENSE BUDGETAIRE	4 553 062 095,75	-70 109 863,89	45 114 389,73		B. PASSIF IMMOBILISE	4 553 062 095,75	-70 109 863,89	45 114 389,73
AF 511	1.1. Participations de l'Etat	4 548 197 904,86	-70 109 863,89	45 196 867,18		1. FONDS PROPRES DE L'ETAT (= RESERVES SECONDAIRES DE L'ETAT acquises par dépense budgétaire)	2 053 062 095,75	-70 109 863,89	45 114 389,73
AF 512	1.1.1. Sociétés de droit privé cotées en Bourse (valeur de marché)	1 973 418 659,83				2. FONDS DE TIERS (= Fonds empruntés pour financer la participation dans BGL BNP PARIBAS) (Transfert de A.2.2.3.)	2 500 000 000,00	0,00	0,00
AF 512	1.1.2. Sociétés de droit privé non cotées en Bourse (valeur nominale)	471 202 938,16	0,00						
AF 513	1.1.3. Etablissements publics (valeur nominale)	1 754 380 723,07	0,00						
AF 513	1.1.4. Institutions financières internationales (valeur nominale appelée et versée en espèces)	373 105 683,80	0,00						
AF 29	1.2.3. Caisse à Courtenborchsch B.A.	-40 000 000,00							
AF 29	1.2. Outils de crédits par l'Etat	4 954 190,89	0,00	-82 477,45					
AF 29	1.2.1. Prêts d'Etat à l'Etat en cours (par l'intermédiaire de la SNCI et svr bilan 2013)	495 787,34	0,00						
AF 42	1.2.2. Prêts d'Etat à l'Etat amortis mais non encore remboursés par la SNCI à l'Etat	4 420 720,00	0,00						
	1.2.3. Caisse à Courtenborchsch B.A.	37 683,55	0,00						
	TOTAL ACTIFS FINANCIERS	6 734 750 991,71	552 963 875,46	-199 036 999,02		TOTAL PASSIFS FINANCIERS	6 734 750 991,71	552 963 875,46	-199 036 999,02
	C. AVOIRS DE L'ETAT SUR CCP	829 228 756,36	-56 727 417,91	-54 918 552,21		C. CREANCE DE L'ENTREPRISE DES P&T SUR L'ETAT (= montants déposés via BCEE)	829 228 756,36	-56 727 417,91	-54 918 552,21
	Trésorerie de l'Etat	326 763 616,46				1.1. Avoir du Fonds de couverture des avers sur CCP svr compte général 2013	884 147 308,57		
	Administrations fiscales	392 940 089,85				1.2. Solde des opérations sur exercices en cours	-122 753 368,32		
	Comptables extraordinaires	25 979 326,89				1.2.1. Montant net déposé par l'EPT auprès de l'Etat	67 834 716,11		
	Services de l'Etat à gestion séparée (SEGS)	83 546 520,22				1.2.2. Montant net restant à déposer par l'EPT auprès de l'Etat (cf. point 1.1.2. de l'actif circulant)			

1. PASSIFS FINANCIERS

a) Passif circulant

Fonds propres de l'Etat (Réserves primaires de l'Etat)

L'Etat dispose de réserves financières qui ont été constituées en exécution des budgets du passé et du budget en cours. Ces réserves résultent de deux types d'opérations :

- de dépenses à charge du budget et au profit des différents fonds spéciaux de l'Etat ;
- de l'accumulation depuis 1944 des soldes finaux des exercices budgétaires clôturés ;

Fonds spéciaux de l'Etat

Cette position reprend d'un côté l'avoir comptable des Fonds spéciaux de l'Etat à la fin de l'exercice 2013 ainsi qu'en deuxième position, la variation cumulée des opérations sur ces mêmes Fonds spéciaux au titre de l'exercice budgétaire en cours, telles qu'elles sont renseignées dans la comptabilité budgétaire de l'Etat.

Solde opérationnel (Réserve budgétaire actuelle)

La réserve budgétaire constitue le solde comptable cumulé de tous les exercices budgétaires clôturés d'après-guerre (le cas échéant après affectation des plus-values sur fonds spéciaux). Cette position est arrêtée une fois par année, dans le compte général de l'exercice clôturé. Pour aboutir à une vue globale de la situation financière nette de l'Etat, la réserve budgétaire ainsi arrêtée doit être regardée ensemble avec le total des montants disponibles au titre des fonds spéciaux ainsi qu'avec la situation de la dette de l'Etat. A la clôture de l'exercice 2013, la réserve budgétaire s'élève à –530,20 millions EUR.

En cours d'exercice, la réserve budgétaire doit être mise en regard du résultat de l'exercice budgétaire en cours. Ce résultat fluctue de jour en jour au fil des opérations budgétaires.

Encore faut-il prendre en compte les ordonnances provisoires non encore régularisées, qui auront un impact futur sur la réserve budgétaire.

Réserves disponibles des Services de l'Etat à gestion séparée (SEGS)

Ce chiffre résume l'encaisse totale détenue actuellement par l'ensemble des Services de l'Etat à gestion séparée sur leurs comptes chèques postaux et comptes BCEE. Ces réserves peuvent à tout moment être mobilisées par les SEGS pour le paiement de dépenses. Il est à noter que contrairement aux réserves disponibles au niveau des fonds spéciaux de l'Etat ainsi qu'au niveau de la réserve budgétaire, les réserves des SEGS disponibles à la fin d'un exercice ne sont pas arrêtées au compte général de l'Etat. Les réserves budgétaires des SEGS pourraient aussi figurer dans le Compte général de l'Etat.

Fonds nécessaires au remboursement des titres de dette émis par l'Etat

Comme les recettes d'emprunt ont jadis contribué à constituer les avoirs des fonds spéciaux ainsi que la réserve budgétaire et par là les réserves primaires de l'Etat, l'encours de la dette publique doit

être pris en compte pour le calcul des fonds propres de l'Etat. Y est ajouté l'encours des bons du Trésor (Promissory Notes) qui, bien qu'ils ne correspondent pas à des fonds empruntés par l'Etat et remboursables par la suite et ne donnent pas lieu à une recette budgétaire lors de leur émission, contribuent tout de même à la constitution de réserves par le fait qu'ils permettent de différer le paiement de la contribution du Luxembourg aux institutions financières internationales sur plusieurs années budgétaires qui autrement aurait impacté d'un seul coup le résultat budgétaire des années d'émission.

A cet effet, il convient d'isoler l'avoir du Fonds de la dette publique, à la fois pour éviter un double emploi comptable et pour faire ressortir le montant de la dette non encore provisionnée. Il est entendu que l'avoir du Fonds de la dette publique visé ici se limite à l'avoir réservé à l'amortissement de la dette publique et des bons du Trésor et exclut donc l'avoir destiné aux paiements d'intérêts.

Fonds de Tiers (Fonds déposées + fonds empruntés)

Dépôts de tiers auprès de l'Etat

La Trésorerie de l'Etat est chargée de la gestion des fonds et des biens dont les lois ou règlements attribuent la conservation à l'Etat. Ces fonds et biens sont gérés et placés ensemble avec les avoirs de l'Etat.

Dépôts avec comptabilisation budgétaire (retraçables au compte général)

- ***Fonds des communes disponibles au Fonds communal de péréquation conjoncturelle***

Ce fonds qui n'est pas un fonds spécial de l'Etat, mais un fonds d'argent de tiers, recueille de l'argent appartenant aux communes.

- ***Fonds des communes disponibles au Fonds des dépenses communales***

Les avoirs de ce fonds qui n'est pas non plus un fonds spécial de l'Etat, mais un fonds d'argent de tiers, appartiennent également aux communes.

- ***Fonds de tiers consignés auprès de l'AED***

Les consignations déposées avant le 1^{er} janvier 2000 auprès de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines ont été portées en recette sur le Fonds des consignations judiciaires, qui n'est pas un fonds spécial de l'Etat, mais un fonds spécial d'argent de tiers ; leur remboursement se fait au moyen d'ordonnances de paiement à charge de ce fonds.

- ***Fonds de tiers disponibles au budget pour ordre***

Cette position correspond au solde comptable cumulé du budget pour ordre de tous les exercices budgétaires clôturés d'après-guerre. Elle est arrêtée une fois par année, dans le compte général de l'exercice clôturé. En cours d'exercice, elle doit être mise en regard du résultat du budget pour ordre de l'exercice en cours, qui fluctue de jour en jour au gré des opérations budgétaires pour ordre.

En ce qui concerne le solde actuel du budget pour ordre de l'exercice en cours, il convient de faire les remarques suivantes : Vu que le budget pour ordre comporte de nombreux articles dont les opérations ne sont que partiellement pour ordre de tiers et pour la majeure partie pour ordre de

l'Etat même et comme le partage se fait d'après des clés de répartition et décomptes périodiques, la Trésorerie de l'Etat n'est pas en mesure de déterminer à l'eurocent près quelle part du solde revient au budget courant de l'Etat et quelle part reste à ordonnancer au profit de tiers. Pour donner une situation aussi réaliste que possible du résultat actuel du budget propre de l'Etat, une estimation aussi précise que possible du solde actuel du budget pour ordre a été faite sur base de tous les éléments connus par la Trésorerie de l'Etat.

- ***Signes monétaires (pièces métalliques) en EUR remboursables par le Trésor***

La mise en circulation de signes monétaires (pièces métalliques seulement) donne lieu à un crédit sur le compte de la Trésorerie auprès de la Banque centrale du Luxembourg. Ce crédit n'est cependant pas porté en recette au budget, les montants ainsi crédités étant comptabilisés sur le fonds de couverture des signes monétaires émis par le Trésor. Le retrait de signes monétaires de la circulation implique par conséquent une ordonnance de paiement à charge du même fonds. L'avoir de ce fonds correspond donc à tout moment aux signes monétaires en circulation. Ce n'est que lors de la démonétisation définitive d'un type de signe monétaire que le volume non retourné peut être porté en recette au budget.

Le montant des signes monétaires émis par le Trésor sous forme de pièces de monnaie métallique connaît une forte croissance depuis le remplacement de la circulation de pièces en francs belges et luxembourgeois par des pièces en euros. Au 31 décembre 2014, des pièces en euros d'une contre-valeur de 260,1 millions EUR se trouvent en circulation, ce qui correspond à une mise en circulation en 2014 de 11,3 millions EUR.

Le fonds de couverture comporte aussi une réserve destinée au remboursement de la part luxembourgeoise des billets belges en francs qui continuent à être retournés de la circulation. Ce remboursement se fait sur base des décomptes soumis annuellement par le Ministère des Finances belge.

Dépôts sans comptabilisation budgétaire (non retraçables au compte général)

- ***Fonds de tiers consignés auprès de la Trésorerie de l'Etat – Caisse de consignation***

Les consignations déposées auprès de la Trésorerie de l'Etat agissant en sa qualité de Caisse de consignation ne sont pas portées en recette sur un fonds d'argent de tiers. En vertu de la loi, la Caisse de consignation tient en effet une comptabilité distincte de celle de l'Etat. Toutefois le CCP de la Caisse de consignation fait partie des CCP identifiés comme comptes de l'Etat auprès de l'Entreprise des P & T, de sorte que les avoirs sur ce CCP sont déposés par l'EPT auprès de l'Etat, mais doivent en contrepartie figurer comme passifs à l'égard des ayants-droit des consignations.

- ***Dépôt de l'Etat belge dans le cadre de l'opération KAUPTHING/HAVILLAND***

Dans le cadre de la reprise des activités de KAUPTHING Luxembourg par la banque HAVILLAND, l'Etat luxembourgeois a fait un dépôt de 320 millions EUR auprès de HAVILLAND. (cf. Actif circulant / point sur le Fonds des communes disponibles au Fond des dépenses communales) Sur les 320 millions EUR placés, 160 millions EUR sont en provenance de l'Etat belge dans le cadre d'un prêt de l'Etat belge à l'Etat luxembourgeois. Après plusieurs remboursements au cours des années 2009 à 2014, l'encours du dépôt de l'Etat belge s'élève au 31 décembre 2014 à 25,2 millions EUR.

- ***Retour temporaire d'ordonnances de paiement***

Il s'agit de montants ordonnancés et retournés à la Trésorerie de l'Etat en raison d'erreurs dans les coordonnées bancaires des ayants-droit. Ces montants seront virés aux ayants-droit après rectification de leurs coordonnées bancaires.

- ***Saisies, cessions et sommations en suspens***

Il s'agit ici de sommes retenues par la Trésorerie de l'Etat en exécution de saisies, cessions et sommations non encore versées aux ayants-droit pour diverses raisons. Ces montants correspondent donc à des dépôts de tiers.

- ***Dépôt du Casino de Jeux de Mondorf-les-Bains***

Il s'agit du cautionnement que le Casino de Jeux de Mondorf-les-Bains est tenu de faire auprès de la Trésorerie.

- ***Cautionnements des conservateurs des hypothèques***

Ce montant reprend les cautionnements opérés par les conservateurs des hypothèques au sein de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines.

Titres de dette émis par l'Etat

- ***Bons du Trésor (Promissory Notes)***

L'émission de bons du Trésor n'est effectuée qu'au profit d'institutions financières internationales (AfDF, ADB, ADF, GEF, IDA et MIGA). Ces bons qui ne portent pas intérêts, ne correspondent pas à des fonds empruntés par l'Etat et remboursables par la suite. Ils ne donnent donc pas lieu à une recette budgétaire lors de leur émission mais on peut tout de même affirmer qu'ils contribuent à la constitution de réserves par le fait qu'ils permettent de différer le paiement de la contribution du Luxembourg à ces institutions sur plusieurs années budgétaires qui autrement aurait impacté d'un seul coup le résultat budgétaire des années d'émission. Cet instrument représente donc des promesses de paiement (promissory notes) et leur encaissement se fait par le biais du Fonds de la dette publique qui lui est alimenté par l'article 34.8.84.237 du budget de l'Etat.

Au courant de l'année 2014 les émissions et amortissements suivants ont eu lieu:

Emissions :

IDA : 16.316.666,00 EUR

AfDF: 16.256.026,08 EUR

ADB : 1.061.573,82 EUR

GEF : 2.257.500,00 EUR

Amortissements :

IDA : 11.365.000,00 EUR

ADF : 1.334.546,00 EUR

AfDF: 2.032.003,26 EUR

GEF : 872.700,00 EUR

L'encours des bons du Trésor au 31 décembre 2014 se chiffre à 83,8 millions EUR.

- ***Dettes publiques***

Ce poste représente la dette publique à moyen et long terme proprement dite de l'Etat central.

Sous date valeur 7 octobre 2014 l'Etat a émis le premier emprunt obligataire sukuk dénommé en EUR. Le volume de cette émission a été de 200 millions EUR, le taux s'élevait à 0,436% et le remboursement se fera à l'échéance finale en date du 7 octobre 2019.

Comme il n'y a pas eu d'amortissement au cours de l'année passée, l'encours total de la dette publique à moyen et long terme se chiffre au 31 décembre 2014 à 7.482 millions EUR.

Remarque : Pour mettre en évidence que le produit des emprunts pour un montant global de 2,5 milliards émis en octobre et décembre 2008 (celui de décembre 2008 étant entretemps remboursé et remplacé par un nouvel emprunt de 2 milliards à 10 ans !) a été utilisé pour financer la prise de participation de l'Etat dans BGL S.A. et n'a ainsi pas servi à alimenter les Fonds spéciaux ni à contribuer au résultat budgétaire de 2008, une correction de cet ordre est faite sous cette rubrique pour être transféré à la rubrique B. Passif immobilisé point 2. dans un cas de figure idéal, le remboursement de cette dette serait logiquement couvert par le produit de vente de cette participation. Toutefois, tous les tableaux concernant la dette publique, y compris les statistiques ci-dessous, ne sont pas affectés par cette correction.

La dette publique à moyen et long terme du Gouvernement, entièrement libellée en euros, affiche la structure par instruments suivante :

Prêts bancaires (BCEE) : 16,47 %

Emprunts obligataires : 83,53 %

La section gestion financière a également assuré le service financier de tous les emprunts de l'Etat et a déboursé au total 211,5 millions EUR pour intérêts échus en 2014.

D'autres caractéristiques de la dette publique de l'Etat au 31 décembre 2014 sont les suivantes :

- taux moyen pondéré : 2,600%
- durée de vie moyenne : 7 ans et 264 jours
- ratio dette / PIB : 15,30% (prévision du PIB pour 2014: 48,9 milliards EUR)
- dette par habitant : 14.603 EUR (population actuelle: 512.353 unités)

b) PASSIF IMMOBILISE

FONDS PROPRES DE L'ETAT (Réserves secondaires de l'Etat, acquises par dépense budgétaire)

Dans la mesure où l'Etat a acquis des actifs financiers au moyen de crédits budgétaires, donc de fonds propres, la contrepartie bilantaire de ces actifs financiers peut être considérée comme réserves secondaires de l'Etat. En effet, les ordonnances de paiement émises à charge des différents exercices budgétaires pour financer l'acquisition de ces actifs ont influencé de façon négative le résultat comptable de ces exercices. La réserve budgétaire aurait donc été d'autant plus élevée si ces actifs n'avaient pas été payés par le budget. Par opposition aux réserves primaires, figurant au passif

circulant, les réserves secondaires ne sont pas destinées à être consommées à court ou moyen terme.

FONDS DE TIERS (Fonds empruntés en vue du financement des participations dans le cadre de la crise économique et financière)

Voir remarque sous point 2. Dette publique du passif circulant.

c) CREANCE DE L'ENTREPRISE DES P&T SUR L'ETAT

En vertu de l'article 31 modifié de la loi du 15 décembre 2000 sur les services financiers postaux, l'EPT est tenue de déposer auprès de la Trésorerie de l'Etat les fonds disponibles sur les CCP ouverts au nom de l'Etat. Tout montant ainsi versé est porté en recette sur le Fonds de couverture des avoirs sur CCP. En contrepartie de son dépôt non rémunéré auprès du Trésor, l'EPT inscrit donc à l'actif de son bilan une créance sur l'Etat, qui varie en fonction de la variation journalière des avoirs de l'Etat sur ses CCP.

Les avoirs de l'Etat sont donc en principe exactement contrebalancés par les avoirs du Fonds de couverture des avoirs sur CCP qui à leur tour sont destinés à rembourser la dette envers l'EPT. Or comme les variations journalières des CCP de l'Etat ne sont versées par l'EPT au Trésor qu'avec trois jours de valeur de retard (suivant convention du 23.02.2001 entre l'Etat et l'EPT), il y a un léger décalage entre les avoirs sur CCP d'un côté et l'avoir du Fonds de couverture et par là, la dette envers l'EPT de l'autre côté. Pour combler cette différence, le montant net non encore versé est mis en évidence et est contrebalancé au niveau des actifs circulants.

Le solde de ce fonds, qui au compte général n'est pas identifié comme fonds spécial de l'Etat mais comme Fonds de tiers, n'est évidemment pas repris au point a). des passifs financiers pour éviter un double emploi.

Remarque: A partir de décembre 2010, cette rubrique n'est plus comprise dans la somme de bilan pour éviter que ces opérations purement comptables du point de vue de ce bilan financier ne falsifient le total et la variation des vrais passifs et actifs financiers repris sous 1. et 2.

2. ACTIFS FINANCIERS

a) ACTIF CIRCULANT

Le bilan financier se présente de manière à ce que l'actif circulant est scindé en deux catégories, à savoir les actifs liquides, disponibles pour le paiement de dépenses budgétaires et autres et les actifs non liquides, indisponibles à court et moyen terme pour la gestion de trésorerie journalière.

ACTIF CIRCULANT LIQUIDE, DISPONIBLE POUR LA GESTION DE TRESORERIE JOURNALIERE

D'après la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la Trésorerie de l'Etat, la Trésorerie de l'Etat est le seul comptable public mandaté à centraliser toutes les recettes de l'Etat et à qui incombe, compte tenu des opérations de paiement de dépenses budgétaires, de faire une gestion de trésorerie journalière. Cette fonction est assurée par la section gestion financière à la Trésorerie de l'Etat dans le respect des décisions prises en la matière par le Gouvernement en Conseil et des directives du Directeur du Trésor.

Cette position reprend les avoirs sur comptes bancaires de la Trésorerie de l'Etat qui sont disponibles à court terme pour répondre au paiement des dépenses imminentes de l'Etat.

Compte courant BCEE:

Ce compte constitue le compte pivot où toutes les opérations de centralisation des recettes et dépenses ont lieu.

Montant net à recevoir de l'EPT dans le cadre des CCP de l'Etat

Figure sous cette position, le montant net restant à verser par l'EPT à l'Etat dans le cadre des CCP de l'Etat. Il s'agit donc d'une créance que l'Etat a sur l'EPT et qui est réalisée endéans trois jours de valeur.

Dépôts bancaires à terme adjugés:

A fin décembre un montant total de 985 millions EUR est déposé à terme, ceci principalement auprès de la BCEE et pour des montants inférieurs également auprès d'autres banques de la place.

Compte courant BCLX:

Ce compte est très peu utilisé et l'encaisse y détenue est par conséquent très basse.

L'actif circulant liquide au 31 décembre 2014 se chiffre à 1.123,9 millions EUR, ce qui correspond à 51,5 % du total de l'actif circulant.

ACTIF CIRCULANT NON LIQUIDE, INDISPONIBLE A LA GESTION DE TRESORERIE JOURNALIERE

Trésorerie de l'Etat

- ***BCLX compte spécial circulation monétaire***

Sur ce compte de la Trésorerie auprès de la BCL sont comptabilisées les opérations de mise en circulation, respectivement de retrait de la circulation des pièces en euros émises par le Trésor luxembourgeois. L'avoir de ce compte représente donc à tout moment la contrevaletur de la circulation monétaire des pièces en euros. Une convention entre l'Etat et la BCL fixe la rémunération sur ce compte à la moitié du taux de la facilité de dépôt fixé par la Banque Centrale Européenne. Ce dernier taux est fixé depuis le 10 septembre 2014 à -0,20%. Par cette même convention, l'Etat s'est engagé de ne pas toucher à l'avoir sur ce compte, d'où son indisponibilité pour la gestion de trésorerie journalière.

- ***Placements hors marché***

Un montant total de 790,3 millions EUR est placé par la Trésorerie de l'Etat à des conditions hors marché.

- ***Actifs financiers reçus en vertu de dispositions légales ou réglementaires***

Cette rubrique reprend les différents actifs que la Trésorerie de l'Etat a reçus en dépôt en vertu de dispositions légales ou réglementaires. Il s'agit de cautionnements que le Casino de Jeux de Mondorf, KUWAIT PETROLIUM Luxembourg S.A. et de BP Luxembourg S.A. sont tenus de faire auprès de la Trésorerie ainsi que des cautionnements à faire par les conservateurs des hypothèques de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines. Ces actifs sont évidemment exactement contrebalancés par les créances que ces tiers ont sur l'Etat en raison de ces dépôts et inscrites au passif circulant page 17 sous Dépôt du Casino de Jeux de Mondorf-les-Bains respectivement sous Cautionnements des conservateurs des hypothèques..

Comptes courants BCEE des administrations fiscales, des comptables publics extraordinaires et des services de l'Etat à gestion séparée

Comme ces encaisses sont détenus en vue de remboursements d'impôts respectivement le paiement direct de dépenses, elles ne sont pas disponibles non plus pour la gestion de trésorerie journalière au niveau de la Trésorerie de l'Etat.

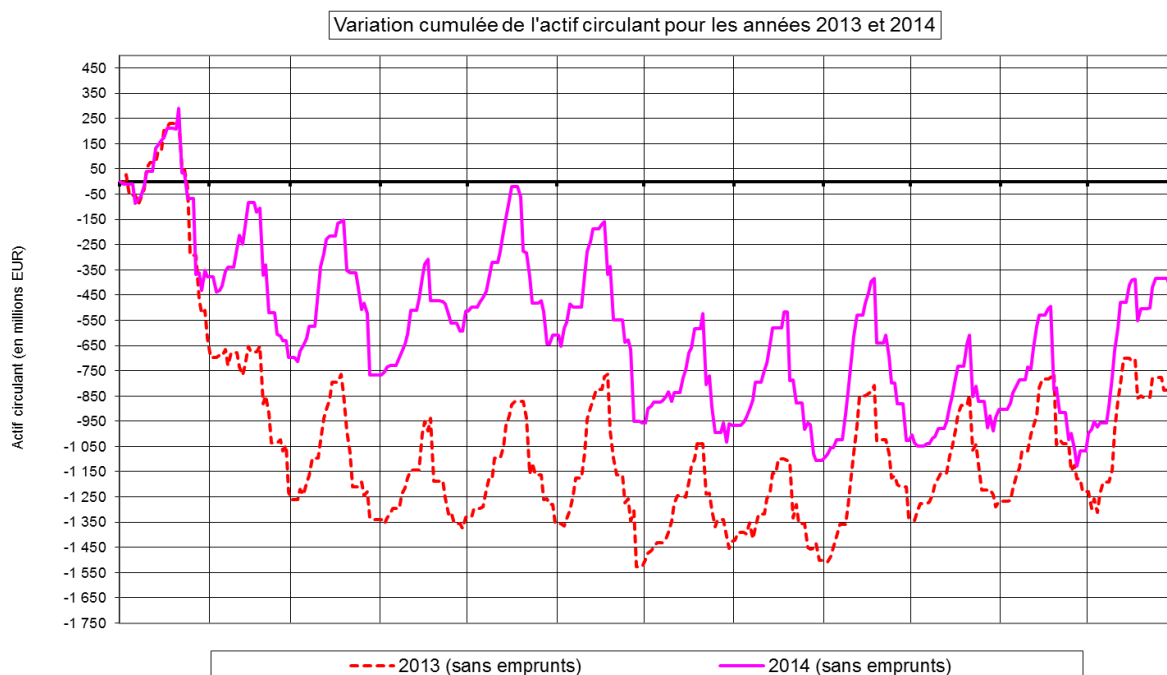
L'actif circulant non liquide au 31 décembre 2014 se chiffre à 1.057,8 millions EUR, ce qui correspond à 48,5 % du total de l'actif circulant.

Par rapport au 31 décembre 2013, l'actif circulant de l'Etat a diminué de 244,2 millions EUR. Du côté du passif circulant, les fonds de tiers ont augmenté de 218,1 millions EUR et les fonds propres de l'Etat ont diminué de 462,2 millions EUR par rapport à fin 2013.

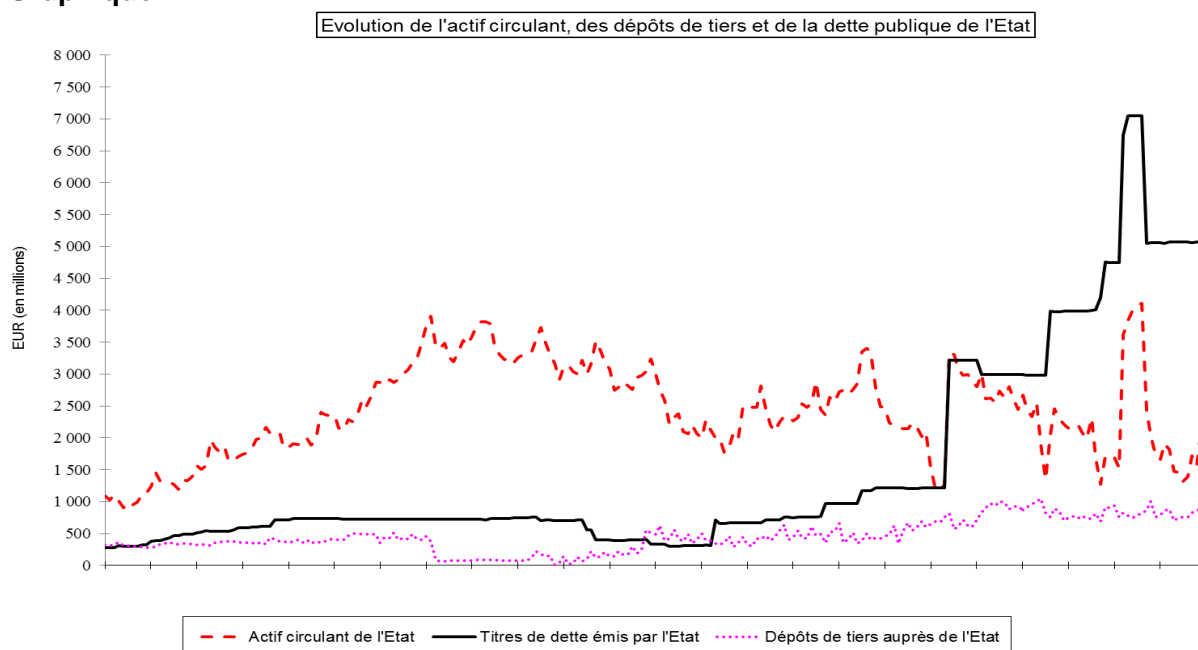
Le graphique I représente l'évolution quotidienne de la variation cumulée de l'actif circulant des années 2013 et 2014, abstraction faite (pour des raisons de comparabilité) des opérations d'emprunt. C'est ainsi que l'on peut constater que les deux années évoluent de manière différente à partir du mois de février, l'année 2014 affichant une évolution moins consommatrice en liquidités que 2013, alors que pour la fin de l'année les deux courbes se rapprochent de nouveau. On peut présumer que ceci est dû aux fait que l'année 2014 a été budgétairement scindée en deux, avec un régime budgétaire transitoire appelé «douzièmes provisoires» pour les mois de janvier à avril et le retour à la normalité du budget voté à partir de mai. Ainsi on a pu observer un étalement plus lisse sur l'ensemble de l'année de nombreuses dépenses qui sous le régime budgétaire ordinaire sont souvent réalisées en une ou deux tranches importantes en début d'année. L'année 2014 clôture avec une consommation brute de liquidités de 444,2 millions EUR (244,2 millions si on prend en compte l'emprunt sukuk de 200 millions EUR).

La variation cumulée des actifs financiers au 31 décembre n'est toutefois pas à confondre avec le résultat budgétaire de la même année. En effet, le solde cumulé est un chiffre de trésorerie connu au centime près le lendemain du 31 décembre tandis que le solde budgétaire est un chiffre comptable qui se rapporte à une période de 16 mois.

Graphique I



Graphique II



Le graphique II ci-dessus représente l'évolution du total de l'actif circulant de l'Etat, du stock de la dette publique et des dépôts de tiers pour la période de 1995 à 2014. Il en ressort notamment que depuis 1995 et grâce à la conjoncture, les actifs financiers ont augmenté substantiellement d'année en année et ont atteint leur plus haut niveau absolu à fin 2000. Après une baisse régulière au cours des années 2001 à 2005, la courbe des actifs financiers tourne à nouveau vers la hausse de 2006 à fin 2008 pour enregistrer une baisse solide en 2009 suite à la crise financière et économique. Par la suite, le volume de l'actif circulant a à chaque fois fortement augmenté suite à la rentrée des fonds des emprunts respectifs des années 2010 à 2014 pour un total net de 6.250 millions EUR. Depuis mai 2010 le stock de dette et les dépôts de tiers dépassent l'actif circulant de sorte qu'on peut affirmer que les liquidités disponibles n'appartiennent plus à l'Etat mais sont entièrement empruntées.

b) ACTIF IMMOBILISE ACQUIS PAR DEPENSE BUDGETAIRE

Cette position reprend tous les actifs financiers qui à travers les différents exercices budgétaires, y compris l'exercice courant, ont été acquis et payés au moyen d'une ordonnance à charge d'un article de dépense du budget afférent. Le montant inscrit à cette position de l'actif correspond à la valeur de marché pour autant que celle-ci est disponible, sinon pour la valeur nominale. Au passif, ces actifs financiers sont donc logiquement identifiés comme fonds propres de l'Etat. On peut les qualifier de réserves « secondaires » de l'Etat, par opposition aux réserves primaires figurant au passif circulant, parce que ces réserves ne sont pas destinées à être consommées à court ou moyen terme.

PARTICIPATIONS DE L'ETAT

Cette position comprend les participations de l'Etat. Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 8 juin 1999 la Trésorerie est tenue et habilitée à établir un registre de ces participations. Les tableaux VII et VIIbis recensent les participations actuellement enregistrées par la Trésorerie de l'Etat et les répartit en quatre catégories :

Sociétés de droit privé cotées en Bourse (valeur de marché)

Cette catégorie reprend les sociétés dont les actions sont cotées en bourse. Leur valeur de marché actuelle est calculée en appliquant la cote officielle de la Bourse de Luxembourg.

Sociétés de droit privé non cotées en Bourse (valeur nominale)

Sous ce point figurent les prises de participation dans des sociétés dont les actions ne sont pas cotées en bourse.

Etablissements publics (valeur nominale)

Cette catégorie regroupe les participations de l'Etat dans des établissements publics autres que du domaine de la sécurité sociale.

Institutions financières internationales (valeur nominale)

Ici sont reprises les prises de capital de l'Etat luxembourgeois dans les différentes institutions financières internationales.

La valeur totale du portefeuille des participations de l'Etat peut être évaluée au 31 décembre 2014 à quelques 4,6 milliards EUR. Il est évident que partie de cette valeur correspond à une valeur nominale et non à la valeur de marché réelle !

OCTROIS DE CREDITS PAR L'ETAT

En dehors de l'acquisition de participations, l'Etat a procédé par la voie de dépenses budgétaires à des affectations de fonds remboursables auprès de la SNCI (pour les prêts d'Etat à Etat) et de la S.A. Cruchterhombusch.

TRESORERIE DE L'ETAT

Section gestion financière

I. Participations directes de l'Etat dans le capital de sociétés de droit privé (en EUR)

Situation au 31/12/2014 (données à jour suivant publications au Mémorial C)

Dénomination	Ministère de tutelle	capital social	nombre d'actions émises	valeur nom./compt. d'une action	nbre. d'actions appart. à l'Etat	taux de participation	valeur nom./compt. de la participation	valeur de marché d'une action	valeur de marché de la participation	participation supplémentaire indirecte de	via
A. Sociétés cotées en bourse											
ARCELOR MITTAL S.A.	Economie	6 428 005 991,80	1 560 914 610	4,12	38 965 330	2,496%	160 463 213,75	9,07	353 454 508,43	?	BCEE/SNCI
APERAM S.A.	Economie	408 831 000,00	78 049 730	5,24	1 948 226	2,496%	10 204 970,39	24,48	47 692 572,48	?	BCEE/SNCI
BNP PARIBAS S.A.	Finances	2 489 237 838,00	1 244 618 919	2,00	12 217 549	0,092%	24 435 098,00	49,26	601 836 463,74		
BNP PARIBAS S.A. (participation supplémentaire par conversion du dividende 2009)	Finances	2 489 237 838,00	1 244 618 919	2,00	349 373	0,028%	698 746,00	49,26	17 210 113,98		
BNP PARIBAS S.A. (participation supplémentaire par opération blanche ds augmentation de capital de 2009)	Finances	2 489 237 838,00	1 244 618 919	2,00	307 590	0,025%	615 180,00	49,26	15 151 883,40		
SES GLOBAL S.A. (FDR – Fiduciary Depositary Receipt) (actions A)	Etat	633 000 000,00	506 400 000	1,25	7 220 080	1,436%	9 025 100,00	29,68	214 255 874,00	2,798%	BCEE/SNCI
SES GLOBAL S.A. (actions B)	Etat	633 000 000,00	506 400 000	1,25	58 627 240	11,577%	73 284 050,00 1)	11,87 2)	695 905 338,80	21,459%	BCEE/SNCI
SOCIETE ELECTRIQUE DE L'OUR S.A.	Economie/Energie	31 062 500,00	250 000	124,25	100 765	40,306%	12 520 051,25	277,00	27 911 905,00		
Total A.							291 246 409,39		1 973 418 659,83		
B. Sociétés non cotées en bourse											
AGENCE DE TRANSFERT DE TECHNOLOGIE FINANCIERE (ATTF) Luxembourg S.A.	Finances	37 000,00	37	1 000,00	19	51,351%	19 000,00	n.d.	n.d.	24,324%	BCL/CSSF/Unil.aux
ALSA S.A.	Transports	500 000,00	500	1 000,00	500	100,000%	500 000,00	n.d.	n.d.		
BGL BNP PARIBAS S.A.	Finances	713 127 910,00	27 979 135	25,49	9 512 542	33,999%	242 454 214,37	n.d.	n.d.		
BIL S.A.	Finances	141 224 090,00	2 017 487	70,00	201 589	9,992%	14 111 230,00	n.d.	n.d.		
CARGOLUX AIRLINES INTERNATIONAL S.A.	Transports	327 255 820,79	16 950 857	19,31	1 409 764	8,317%	27 217 117,99	n.d.	n.d.	21,580%	BCEE/SNCI
CARGOLUX AIRLINES INTERNATIONAL S.A. Convertible Bonds 2013-27.03.2015	Transports	77 000 000,00	3 988 366	19,31	331 703	8,317%	6 403 908,52	n.d.	n.d.	21,580%	BCEE/SNCI
CREOS LUXEMBOURG S.A.	Economie/Energie	198 851 260,00	9 942 563	20,00	227 025	2,283%	4 540 500,00	n.d.	n.d.		
CRUCHTERHOMBUSCH S.A.	Transports	681 707,19	27 500	24,79	9 900	36,000%	245 414,59	n.d.	n.d.	12,000%	BCEE
ENERGIEAGENCE (anc. AGENCE DE L'ENERGIE)	Economie/Energie	372 000,00	372 000	1,00	186 000	50,000%	186 000,00	n.d.	n.d.		
ENOVOS INTERNATIONAL S.A. (anc. CEGEDEL & SOTEG)	Economie/Energie	90 962 900,00	909 629	100,00	231 405	25,439%	23 140 500,00	n.d.	n.d.	10,048%	SNCI
LUX DEVELOPMENT S.A.	Aff. Etr.	250 000,00	400	625,00	393	98,250%	245 625,00	n.d.	n.d.	1,750%	SNCI
LUXAIR S.A.	Transports	13 750 000,00	110 000	125,00	42 958	39,053%	5 369 750,00	n.d.	n.d.	21,810%	BCEE
LUXCONNECT S.A.	Etat/Communicat.	75 000 000,00	1 250	60 000,00	1 249	99,920%	74 940 000,00	n.d.	n.d.	0,020%	SNCI
LUXEMBOURG CONGRES S.A.	Economie	250 000,00	100	2 500,00	84	84,000%	210 000,00	n.d.	n.d.	4,000%	FUAPK/ONT
LUXEMBOURG MICROFINANCE AND DEVELOPPMENT FUND S.A. (actions classe A)	Coopération	n.d.	n.d.	25,00	91 003,626	n.d.	2 275 090,65	n.d.	n.d.		
LUXEMBOURG MICROFINANCE AND DEVELOPPMENT FUND S.A. (actions classe B)	Finances	n.d.	n.d.	100,00	50 165,474	n.d.	5 016 547,40	n.d.	n.d.		
LUXEMBOURG TREASURY SECURITIES S.A.	Finances	31 000,00	310,00	100,00	310,000	1,00	31 000,00	n.d.	n.d.		
LUXTRAM S.A.	MDDI	6 000 000,00	1 000	4 000 000	4 000 000,00	66,667%	4 000 000,00	n.d.	n.d.		
LUXTRUST S.A.	Economie	5 295 973,00	5 295 973	1,00	2 394 676	45,217%	2 394 676,00	n.d.	n.d.	36,232%	SNCI/BCEE/P&T
PAUL WURTH S.A.	Economie	13 773 600,00	19 130	720,00	2 100	10,978%	1 512 000,00	n.d.	n.d.	29,800%	SNCI/BCEE
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT AGORA S.A.R.L.	Fin/Eco/Int/Env	100 000,00	100	1 000,00	50	50,000%	50 000,00	n.d.	n.d.		
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT AGORA S.A.R.L. et CIE. S.E.C.S.	Fin/Eco/Int/Env	28 240 000,00	2 824	10 000,00	1 411	49,965%	14 110 000,00	n.d.	n.d.		
SOCIETE DE LA BOURSE DE LUXEMBOURG S.A.	Finances	14 179 350,00	94 529	150,00	11 708	12,386%	1 756 200,00	n.d.	n.d.	21,500%	BCEE
SOCIETE DE L'AEROPORT DE LUXEMBOURG S.A.	Transports	7 577 000,00	7 577	1 000,00	7 577	100,000%	7 577 000,00	n.d.	n.d.		
SOCIETE DE PROM. ET DE DEV. DE L'AEROPORT DE LUXEMBOURG S.A.R.L.	Transports	12 394,68	50	247,89	20	40,000%	4 957,87	n.d.	n.d.	24,000%	SNCI
SOCIETE DU PORT FLUVIAL DE MERTERT S.A.	Transports	250 000,00	2 000	125,00	1 000	50,000%	125 000,00	n.d.	n.d.		
SOCIETE IMMOBILIERE DU PARC DES EXPOSITIONS DE LUXEMBOURG S.A.	Economie/Finances	17 119 000,00	6 906	2 478,86	4 586	66,406%	11 368 047,21	n.d.	n.d.	33,594%	FUAPK
SOCIETE NATIONALE DE CERTIFICATION ET D'HOMOLOGATION S.A.R.L.	Transports	3 500 000,00	4 000	875,00	482	12,050%	421 750,00	n.d.	n.d.		
SOCIETE NATIONALE DE CIRCULATION AUTOMOBILE S.A.R.L. (anc. SNCT S.A.R.L.)	Transports	2 500 000,00	500	5 000,00	375	75,000%	1 875 000,00	n.d.	n.d.	20,000%	BCEE
SOCIETE NATIONALE DES HABITATIONS A BON MARCHE S.A.R.L.	Logement	30 000 000,00	7 000	4 285,71	3 575	51,071%	15 321 428,57	n.d.	n.d.	11,000%	BCEE
S.O.L.E.I.L. S.A.	Economie	5 000 000,00	5 000	1 000,00	2 250	45,000%	2 250 000,00	n.d.	n.d.		
SUDCAL S.A.	Economie	31 000,00	3 100	10,00	3 098	99,935%	30 980,00	n.d.	n.d.		
TECHNOPORT S.A.	Economie	2 000 000,00	2 000	1 000,00	1 500	75,000%	1 500 000,00	n.d.	n.d.	25,000%	SNCI
Total B.							471 202 938,16				
Total I.							762 449 347,56				

1) valeur d'acquisition =6,60 € /action

2) valeur de marché de la participation calculée avec 40% de la valeur de marché d'un FDR

Remarque: Ce tableau ne tient pas compte des participations que des établissements publics comme p.ex. la BCEE, la SNCI ou les P&T peuvent avoir dans d'autres sociétés de droit privé, dans lesquelles l'Etat ne détient pas de participation directe.

II. Participations de l'Etat dans le capital d'institutions financières internationales (en EUR)

505016

Situation au 31/12/2014

Dénomination	Ministère de tutelle	capital social souscrit	nombre de parts sociales souscrites	valeur nominale d'une part sociale	nbre. de parts sociales souscr. par le Luxbg	taux de participation	valeur nominale de la souscription	capital appelé	% appelé	capital appelé versé en espèces	capital appelé versé en bons du Trésor	capital appelé restant à verser
African Development Bank (AfDB)	Finances	EUR			13 256		158 312 461,80	9 494 430,10	6,00%	1 186 803,76	0,00	8 307 626,34
Council of Europe Development Bank (CEB)	Finances	EUR	3 303 450 000,00	3 303 450	1 000,00	20 849	0,6311%	20 849 000,00	2 301 480,00	11,04%	2 301 480,00	0,00
European Bank for Reconstruction and Development (EBRD)	Finances	EUR	19 793 500 000,00	1 979 350	10 000,00	4 000	0,2021%	40 000 000,00	10 500 000,00	26,25%	10 500 000,00	0,00
European Financial Stability Facility (EFSF)	Finances	EUR	28 513 396,92	2 851 339 692	0,01	7 119 129	0,2497%	71 191 29	100,00%	71 191,29	0,00	0,00
European Investment Bank (EIB)	Finances	EUR	242 392 989 000,00	n.d.	n.d.	0,1135%	275 054 500,00	24 532 850,00	8,92%	24 532 850,00	0,00	0,00
European Stability Mechanism (ESM)	Finances	EUR	701 935 300 000,00	7 019 353	100 000,00	17 528	0,2497%	1 752 800 000,00	200 320 000,00	11,43%	200 320 000,00	0,00
Total EUR							2 247 087 153,09	247 219 951,39		238 912 325,05	0,00	8 307 626,34
International Monetary Fund (IMF)	Finances	SDR	238 118 000 000,00	n.d.	n.d.	n.d.	0,1758%	418 700 000,00	104 675 000,00	25,00%	104 675 000,00	0,00
Total SDR en EUR (1 SDR = 1,14 EUR)							477 318 000,00	119 329 500,00		119 329 500,00	0,00	0,00
Asian Development Bank (ADB)	Finances	USD	128 342 768 246,00	10 638 933	12 063,50	36 120	0,3395%	435 733 620,00	21 834 935,00	5,01%	14 864 644,70	6 970 290,30
International Bank for Reconstruction and Development (IBRD)	Finances	USD	189 800 956 615,00	1 573 349	120 635,00	1 652	0,1050%	199 289 020,00	9 798 577,88	4,92%	9 798 577,88	0,00
International Finance Corporation (IFC)	Finances	USD	2 365 634 000,00	2 365 634	1 000,00	2 139	0,0904%	2 139 000,00	2 139 000,00	100,00%	2 139 000,00	0,00
Multilateral Investment Guarantee Agency (MIGA)	Finances	USD	1 899 927 080,00	175 594	10 820,00	204	0,1162%	2 207 280,00	419 080,00	18,99%	293 568,00	125 512,00
Total USD							639 368 920,00	34 191 592,88		27 095 790,58	7 095 802,30	0,00
Total USD en EUR (1 USD = 0,77 EUR)							492 314 068,40	26 327 526,52		20 863 758,75	5 463 767,77	0,00
Total II.							3 216 719 221,49	392 876 977,91		379 105 583,80	5 463 767,77	8 307 626,34

TRESORERIE DE L'ETAT
Section gestion financière
III. Participations de l'Etat dans le capital d'établissements publics (EP), fondations (F) et groupements d'intérêt économique (GIE) autres que du domaine de la sécurité sociale (en EUR)
Situation au 31/12/2014

Dénomination	Ministère de tutelle		capital social souscrit	nombre de parts sociales	valeur nominale d'une part sociale	nbre. de parts sociales souscr.	taux de participation	valeur nominale de la participation	capital social souscrit non versé	autorisation de contracter des emprunts	engagement financier de l'Etat	Contrôle par Cour des Comptes	Base légale
Agence pour la normalisation et l'économie de la connaissance	Economie	GIE	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.		non	dotation budgétaire	-	-
Agence eSanté GIE	Santé	GIE	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.		non	dotation budgétaire	non	-
Banque Centrale du Luxembourg (BCL)	Finances	EP	175 000 000,00	1	175 000 000,00	1	100,000%	175 000 000,00		oui	capital souscrit	non	loi du 23 décembre 1998
Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat (BCEE)	Finances	EP	173 525 467,34	1	173 525 467,34	1	100,000%	173 525 467,34		oui	capital souscrit	non	loi du 24 mars 1989
Buanderie centrale GIE	Justice	GIE	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.		non	dotation budgétaire	non	-
Carré Rotondes	Culture	EP	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	100,000%	p.m.		non	dotation budgétaire	oui	loi du 24 juillet 2001
Casino Luxembourg - Forum d'art contemporain	Culture	EP	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	100,000%	p.m.		non	dotation budgétaire	oui	loi du 24 juillet 2001
Centre Culturel de Rencontre Abbaye de Neumünster	Culture	EP	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	100,000%	p.m.		non	dotation budgétaire	oui	loi du 24 juillet 2001
Centre de coordination pour projets d'établissement	Education nationale	EP	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	100,000%	p.m.		non	dotation budgétaire	non	loi du 4 septembre 1990 / régl. g.-d. du 10 août 1991
Centre de musiques amplifiées (Rockhal)	Culture	EP	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	100,000%	p.m.		non	dotation budgétaire	oui	loi du 26 mai 2004
Centre de prévention des toxicomanes	Education nationale	EP	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	100,000%	p.m.		non	dotation budgétaire	oui	loi du 25 novembre 1994
Centre de recherches et d'études européennes Robert SCHUMAN	Etat	EP	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	100,000%	p.m.		non	dotation budgétaire	oui	loi du 24 juillet 2001
Centre de recherche public Gabriel Lippman	Ens. Sup. et Recherche	EP	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	100,000%	p.m.		non	dotation budgétaire	non	régl. g.-d du 31 juillet 1987 / régl. g.-d. du 31 mai 1999
Centre de recherche public Henri Tudor	Ens. Sup. et Recherche	EP	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	100,000%	p.m.		non	dotation budgétaire	non	régl. g.-d du 31 juillet 1987
Centre de recherche public Santé	Ens. Sup. et Recherche	EP	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	100,000%	p.m.		non	dotation budgétaire	non	régl. g.-d du 18 avril 1988
Centre d'études de Populations de Pauvreté et de Politiques Socio-Economiques	Ens. Sup. et Recherche	EP	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	100,000%	p.m.		non	dotation budgétaire	oui	loi du 10 novembre 1989
Centre européen des consommateurs GIE	Economie	GIE	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.		non	dotation budgétaire	non	-
Centre national sportif et culturel	Sports	EP	p.m.	1	p.m.	1	100,000%	p.m.		oui	dotation budgétaire	oui	loi du 29 juin 2000
Centre virtuel de la connaissance sur l'Europe	Ens. Sup. et Recherche	EP	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	100,000%	p.m.		oui ?	dotation budgétaire	oui	loi du 7 août 2002
Commissariat aux assurances	Finances	EP	p.m.	1	p.m.	1	100,000%	p.m.		non	dotation budgétaire	non	loi du 6 décembre 1991
Commission de surveillance du secteur financier (CSSF)	Finances	EP	p.m.	1	p.m.	1	100,000%	p.m.		non	apport 100 mio luf / dotation annuelle	non	loi du 23 décembre 1998
Commission des normes comptables GIE	Finances / Justice	GIE	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.		non	dotation budgétaire	non	-
Commission nationale pour la protection des données	Etat/Communications	EP	p.m.	1	p.m.	1	100,000%	p.m.		non	apport 200.000 € / dotation annuelle	non	loi du 2 août 2002
Communauté des transports (Verkeiersverbond)	Transports	EP	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	100,000%	p.m.		non	-	non	loi du 29 juin 2004
Entreprise des P&T	Economie	EP	631 848 607,41	1	631 848 607,41	1	100,000%	631 848 607,41		oui	-	non	loi du 10 août 1992 / loi du 25 avril 2005
Fondation de Luxembourg	Justice/Finances	F	5 000 000,00	2	2 500 000,00	1	50,000%	2 500 000,00		non	-	non	-
Fondation Henri PENSIS	Culture	F	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	100,000%	p.m.		non	apport 10 mio luf / dotation annuelle	non	loi du 19 avril 1996
Fondation Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean (MUDAM)	Culture	F	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	100,000%	p.m.		non	apport 20 mio luf / dotation annuelle	non	loi du 28 avril 1998
Fondation Restena	Ens. Sup. et Recherche	F	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	100,000%	p.m.		non	dotation budgétaire	non	Publication Mémorial C
Fonds Beval	Travaux publics	EP	3 500 000,00	1	3 500 000,00	1	100,000%	3 500 000,00		oui	-	oui	loi du 25 juillet 2002
Fonds culturel national	Culture	EP	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	100,000%	p.m.		non	-	oui	loi du 4 mars 1982
Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall	Logement	EP	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	100,000%	p.m.		oui	-	oui	loi du 10 décembre 1998
Fonds de lutte contre les stupéfiants	Finances	EP	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	100,000%	p.m.		non	apport de 100.000 luf	oui	loi du 17 mars 1992
Fonds de rénovation de la Vieille Ville (FRVV)	Travaux publics	EP	23 282 035,90	1	23 282 035,90	1	100,000%	23 282 035,90		oui	-	oui	loi du 29 juillet 1993 / mod par loi budgétaire 2009
Fonds de solidarité viticole	Agriculture	EP	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	100,000%	p.m.		non	dotation budgétaire	oui	loi du 23 avril 1965 / loi du 23 décembre 1978
Fonds du logement	Logement	EP	p.m.	1	p.m.	1	100,000%	p.m.		oui	dotation budgétaire	oui	loi du 25 février 1979
Fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg (FUAPK)	Travaux publics	EP	p.m.	1	p.m.	1	100,000%	p.m.		oui	-	oui	loi du 7 août 1961
Fonds national de la recherche	Ens. Sup. et Recherche	EP	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	100,000%	p.m.		oui ?	dotation budgétaire	non	loi di 31 mai 1999
Fonds national de soutien à la production audiovisuelle	Etat	EP	p.m.	1	p.m.	1	100,000%	p.m.		non	dotation budgétaire	oui	loi du 11 avril 1990
Fonds national de solidarité	Famille	EP	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	100,000%	p.m.		non	dotation budgétaire	oui	loi du 30 juillet 1960
InCert GIE	Economie	GIE	1 935 000,00	1 935,00	1 000,00	1 909,00	98,656%	1 909 000,00		non	capital souscrit	non	-
Integrated biobank of Luxembourg	Ens. Sup. et Recherche	F	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	100,000%	p.m.		non	dotation budgétaire	oui	loi du 24 juillet 2001
Institut Luxembourgeois de Régulation	Etat	EP	1 239 467,62	1	1 239 467,62	1	100,000%	1 239 467,62		non	dotation budgétaire	non	loi du 30 mai 2005
Institut national pour le développement de la formation continue	Education nationale	EP	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	100,000%	p.m.		non	dotation budgétaire	non	loi du 1er décembre 1992
Luxembourg for Business GIE	Economie	GIE	7 250 000,00	n.d.	n.d.	n.d.	69,000%	5 000 000,00		non	capital souscrit	non	-
Luxembourg for Finance GIE	Finances	GIE	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.		non	dotation budgétaire	non	-
Luxinnovation GIE	Economie	GIE	541 739,24	n.d.	n.d.	n.d.	50,000%	270 869,62		non	capital souscrit / dotation budgétaire	non	-
Lux Tram GIE	Transports	GIE	6 600 000,00	n.d.	n.d.	n.d.	50,000%	3 300 000,00		non	apport initial 3.300.000 €	non	loi du 25 mars 1991
MyEnergy GIE	Economie	GIE	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.		non	-	-	-
Office du Ducroire	Finances	EP	41 777 396,57	1	41 777 396,57	1	100,000%	41 777 396,57		non	capital souscrit	non	loi du 24 juillet 1995
Office national du remembrement	Agriculture	EP	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	100,000%	p.m.		non	-	oui	loi du 25 mai 1964
Radio socio-culturelle RSC 100.7	Etat/Communications	EP	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	100,000%	p.m.		non	dotation budgétaire	oui	loi du 27 juillet 1991/régl. g.-d. du 19 juin 1992
Registre du commerce	Justice	GIE	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	n.d.	p.m.		non	-	non	loi du 19 décembre 2002/régl. g.-d. du 23 janvier 2003
Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte	Culture	EP	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	100,000%	p.m.		non	dotation budgétaire	oui	loi du 21 novembre 2002
Security made in Luxembourg (smiLe)	Economie	GIE	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	n.d.	p.m.		non	dotation budgétaire	oui	loi du 24 juillet 2001
Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI)	Economie/Finances	EP	375 000 000,00	1	375 000 000,00	1	100,000%	375 000 000,00		oui	capital souscrit	non	loi du 2 août 1977
Société nationale des chemins de fer luxembourgeois (SNCF)	Transports	EP	347 050 934,68	28 000	12 394,68	26 320	94,000%	326 227 878,60		oui	capital souscrit	non	-
Université de Luxembourg	Ens. Sup. et Recherche	EP	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	100,000%	p.m.		non	dotation budgétaire	oui	loi du 12 août 2003
Total III.								1 764 380 723,07	0,00				

TOTAL GENERAL DES PARTICIPATIONS DE L'ETAT (valeur nominale)
2 911 399 422,19 *

AVOIRS DE L'ETAT SUR CCP

Cette position reprend l'avoir sur CCP des différents comptaables de l'Etat. Il importe toutefois de remarquer ici que l'avoir sur CCP de l'Etat ne doit pas être considéré comme actif circulant à l'instar des autres comptes bancaires de l'Etat. En effet, comme déjà mentionné au point C des passifs financiers, l'EPT est tenue de déposer auprès de la Trésorerie de l'Etat les fonds disponibles sur les CCP ouverts au nom de l'Etat. Par le jeu de l'adaptation journalière de la variation des CCP de l'Etat par l'intermédiaire du compte BCEE de la Trésorerie de l'Etat, tout crédit sur un compte CCP de l'Etat entraîne un deuxième crédit sur le compte BCEE de façon à ce que l'avoir global sur CCP de l'Etat ne constitue plus qu'un simple chiffre comptable, d'ailleurs contrebalancé (avec 3 jours de valeur de retard) par la créance que l'EPT a sur l'Etat, reprise dans ce bilan financier au passif (point 7.6.2.3). Le grand avantage que présente cette situation se situe par contre au niveau de la gestion des liquidités de l'Etat. Tout solde d'un CCP de l'Etat est ainsi placé et productible d'intérêts créditeurs.

Remarque: A partir de décembre 2010, cette rubrique n'est plus comprise dans la somme de bilan pour éviter que ces opérations purement comptables du point de vue de ce bilan financier ne falsifient le total et la variation des vrais passifs et actifs financiers repris sous A. et B.

3. HORS-BILAN

Garanties financières accordées par l'Etat

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 8 juin 1999 la Trésorerie est tenue et habilitée à établir un registre des garanties financières accordées par l'Etat. Le tableau VIII (partie 1 et partie 2), qui recense les garanties actuellement enregistrées par la Trésorerie de l'Etat, montre l'encours total des prêts et garanties bénéficiant de la garantie de l'Etat. L'encours au 31 décembre 2014 se chiffre à 5.392,1 millions EUR.

Situation au 31/12/2013 (tous les chiffres en EUR)

2) Le groupe bancaire DEXIA au sens du règlement grand-ducal en question comporte les sociétés Dexia SA de droit belge, Dexia Banque Internationale à Luxembourg SA, Dexia Banque Belgique SA et Dexia Crédit Local de France SA ainsi que leurs véhicules d'émission.

2) Garanties financières accordées par l'Etat dans le cadre de la loi du 13 avril 1970 (loi de garantie)				
Société bénéficiaire de la garantie	Base légale de la garantie	Champ d'application de la garantie	Montant maximal autorisé	Montant en circulation au 31/12/2013
LUXAIRPORT s.a. - Aéroport et Parking	Loi du 26 juillet 2002 (art. 5)	Garantie d'une ligne de crédit pour la durée des travaux - Aéroport (BIL) Garantie pour les parties consolidées du prêt - Aéroport (BIL) Garantie d'une ligne de crédit pour la durée des travaux - Parking (BCEE) Garantie pour les parties consolidées du prêt - Parking (BCEE) Garantie d'une ligne de crédit pour la construction de deux stations de cogénération avec LuxEnergie s.a. et Airport-Energy s.a. Garantie d'un emprunt BCEE pour la construction de la station de cogénération Findel avec LuxEnergie s.a. et Airport-Energy s.a. Garantie d'un emprunt BCEE pour la construction de la station de cogénération Cargolux avec LuxEnergie s.a. et Airport-Energy s.a.	0,00 225 000 000,00 0,00 105 000 000,00 2 200 000,00 12 500 000,00 3 300 000,00	204 549 431,20 129 326 470,58 64 440 856,81 0,00 8 343 905,30 2 438 198,51
GERIA s.a. - Maison de soins à Schiffange	Loi du 30 mai 1996	Garantie de l'emprunt pour construire une maison de soins à Schiffange	19 583 588,46	6 918 997,22
SOGIS s.à.r.l. - Maison de soins Wasserbillig	Loi du 22 juillet 1997	Garantie de l'emprunt pour construire une maison de soins à Wasserbillig (BGL) Garantie de l'emprunt pour construire une maison de soins à Wasserbillig (BCEE)	15 121 505,01 2 920 833,42 2 905 007,53	5 825 840,95
FONDS DE COMPENSATION - Maison de soins Bettenbourg	Loi du 9 septembre 1992	Garantie de l'emprunt pour construire une maison de soins à Bettenbourg	27 268 287,73	4 853 195,81
L'IMMOBILIERE CITE JUDICIAIRE 2025 s.à.r.l. - Cité judiciaire	Loi du 6 avril 1999 modifiée par la loi du 3 août 2005	Garantie d'un emprunt pour construire la Cité judiciaire - 1ère consolidation (Fonds de compensation) Garantie d'un emprunt pour construire la Cité judiciaire - 2e consolidation (Fonds de compensation) Garantie d'un emprunt pour construire la Cité judiciaire - 3e consolidation (Fonds de compensation)	151 117 684,00 26 209 741,56 48 651 024,24 11 179 520,10	86 040 285,90
IMMOBILIERE CAMPUS s.à.r.l. - Campus Geesseknäppchen	Loi du 6 mars 1996 modifiée par la loi du 11 août 2001	Garantie d'un emprunt pour construire le Campus Geesseknäppchen - 1ère consolidation (Fonds de compensation) Garantie d'un emprunt pour construire le Campus Geesseknäppchen - 2e consolidation (Fonds de compensation)	135 176 339,06 8 895 991,51 86 356 979,59	95 252 971,10
SCI DRÄ EECHELEN - Bâtiment MUDAM	Loi du 17 janvier 1997 modifiée par la loi du 11 août 2001	Garantie d'un emprunt pour construire le bâtiment MUDAM - 1ère consolidation (BCEE) Garantie d'un emprunt pour construire le bâtiment MUDAM - 2e consolidation (BCEE) Garantie d'un emprunt pour construire le bâtiment MUDAM - 3e consolidation (BCEE)	89 300 000,00 19 117 053,63 47 795 983,48 4 714 125,96	71 627 173,07
L'IMMOBILIERE TUDOR s.à.r.l. - Bâtiment du CRP TUDOR	Loi du 19 juillet 1997 modifiée par la loi du 12 août 2003	Garantie d'un emprunt pour construire le bâtiment du CRP TUDOR (BGL)	15 286 497,11	11 447 072,51
IMMO EEBM 2031 s.à.r.l. - Ecole Européenne Bertrange / Mamer	Loi du 18 décembre 2007	Garantie d'un emprunt pour construire l'Ecole européenne à Bertrange/Mamer (BCEE) Garantie d'un emprunt pour construire l'Ecole européenne à Bertrange/Mamer (BCEE) Garantie d'une ligne de crédit pour la durée des travaux de construction de l'Ecole européenne à Bertrange/Mamer (BCEE)	118 500 000,00 80 508 215,28 89 200 000,00 2 400 000,00	172 108 215,28
IMMO CPE BM 2031 s.à.r.l. - Centre Polyvalent de l'Enfance Bertrange / Mamer	Loi du 18 décembre 2007	Garantie d'un emprunt pour construire le Centre Polyvalent de l'Enfance Bertrange / Mamer (BCEE) Garantie d'une ligne de crédit pour la durée des travaux de construction du Centre Polyvalent de l'Enfance à Bertrange/Mamer (BCEE)	118 500 000,00 9 085 520,90 13 400 000,00	22 485 520,90
IMMO CSC KIRCHBERG - Centre national sportif et culturel	Loi du 2 mai 1996 modifiée par les lois du 11 août 2001 / 26 juin 2002 et 19 juin 2006	Garantie d'un emprunt pour construire le bâtiment du CSC (BCEE)	97 937 423,93	60 572 122,35
ESPACE LUXEMBOURG BRUXELLES - Bâtiment administratif du Luxembourg à Bruxelles	Loi du 28 décembre 1992	Garantie d'un emprunt pour construire le bâtiment de l'Ambassade du Luxembourg à Bruxelles (BCEE)	20 203 322,27	4 811 166,42
L'IMMOBILIERE JUSTICIA 2026 s.à.r.l. - 4e extension Palais Cours de Justice CE	Loi du 18 juillet 2002	Garantie d'un emprunt pour la 4e extension du Palais de Justice des Communautés Européennes (BCEE) Garantie d'un emprunt pour la 4e extension du Palais de Justice des Communautés Européennes (BE) Garantie d'un emprunt pour la 4e extension du Palais de Justice des Communautés Européennes (BE) Garantie d'un emprunt pour la 4e extension du Palais de Justice des Communautés Européennes (BE) Garantie d'un emprunt pour la 4e extension du Palais de Justice des Communautés Européennes (BE) Garantie d'un emprunt pour la 4e extension du Palais de Justice des Communautés Européennes (BCEE) Garantie d'un emprunt pour la 4e extension du Palais de Justice des Communautés Européennes (BE) Garantie d'un emprunt pour la 4e extension du Palais de Justice des Communautés Européennes (BCEE) Garantie d'un emprunt pour la 4e extension du Palais de Justice des Communautés Européennes (BE) Garantie d'un emprunt pour la 4e extension du Palais de Justice des Communautés Européennes (BE) Garantie d'un emprunt pour la 4e extension du Palais de Justice des Communautés Européennes (BCEE) Garantie d'une ligne de crédit pour la 4e extension du Palais de Justice des Communautés Européennes (BCEE)	343 250 000,00 103 277 777,70 21 666 666,70 21 666 666,70 19 500 000,00 14 444 444,40 6 423 520,36 4 741 176,48 8 693 750,00 6 743 750,00 6 695 000,00 11 375 000,00 6 525 102,40	231 752 863,74
L'IMMOBILIERE JUSTICIA 2026 s.à.r.l. - Mise à niveau des annexes A, B et C	Loi du 18 décembre 2009	Garantie d'un emprunt pour la mise à niveau des annexes A, B et C du Palais de Justice des Communautés Européennes (BCEE) Garantie d'un emprunt pour la mise à niveau des annexes A, B et C du Palais de Justice des Communautés Européennes (BCEE) Garantie d'une ligne de crédit pour la mise à niveau des annexes A, B et C du Palais de Justice des Communautés Européennes (BCEE)	88 000 000,00 28 865 000,00 11 992 447,88 9 740 896,42	50 598 344,30
TOTAL en EUR			1 587 244 647,56	1 028 843 200,75
Total des garanties financières accordées par l'Etat			11 189 163 125,11	5 024 591 653,44

4. CONTRÔLE DES COMPTABLES EXTRAORDINAIRES

Depuis décembre 2005, la section gestion financière assure également le contrôle des comptables extraordinaires. Le contrôle de la Trésorerie se limite à la vérification des comptes bancaires qui, au regard de l'article 35(2) de la loi modifiée du 9 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat sont des comptes ouverts par la Trésorerie et mis à la disposition du comptable extraordinaire pour effectuer les opérations de recettes et dépenses dont il est chargé par arrêté ministériel.

La Trésorerie vérifie donc si les opérations inscrites dans le(s) décompte(s) de l'année N ainsi que les excédents y calculés correspondent aux soldes disponibles sur comptes bancaires et en caisse physique en fin d'année.

A cet effet la Trésorerie dresse un bilan de contrôle au 31.12. de l'année N qui reprend à l'actif

- l'avoir en compte au 31.12. (svt extrait bancaire au 31.12.)
- l'avoir en caisse physique au 31.12. (svt livre de caisse au 31.12.)
- les recettes de l'année N reçues en N+1 (donc après le 31.12. de l'année N)
- les dépenses de l'année N+1 payées en N (donc avant le 31.12. de l'année N)

ainsi qu'au passif

- les excédents à l'endroit des différents décomptes
- les recettes de l'année N+1 reçues en N (donc avant le 31.12. de l'année N)
- les dépenses de l'année N payées en N+1 (donc après le 31.12. de l'année N)

L'actif doit exactement correspondre au passif. Toute différence est considérée comme découvert «non justifié» (actif < passif) respectivement excédent «non justifié» (actif > passif).

En cas de différence, 3 cas de figure peuvent se présenter :

- a) il a été effectué sur le compte bancaire une ou plusieurs opérations qui n'ont pas été comptabilisées dans le(s) décompte(s) présenté(s).
- b) il y a incohérence entre un ou plusieurs montants inscrits au décompte et les montants effectivement crédités/débités du compte bancaire.
- c) un ou plusieurs décomptes comportent une erreur de calcul.

La Trésorerie vérifie en outre s'il n'y a pas eu des opérations de placement et/ou de prêt sur le compte bancaire et qui ne seraient pas autorisées par la loi.

Finalement, la Trésorerie vérifie si les excédents de recettes et dépenses ont été correctement virés respectivement reportés.

A fin 2014, 86 comptables extraordinaires opéraient sur des comptes bancaires à Luxembourg et 53 comptables extraordinaires opéraient sur 76 comptes bancaires à l'étranger.

Notons encore que le contrôle de la Trésorerie de l'Etat diffère quant à sa finalité de celui effectué par la Direction du Contrôle Financier (DCF) et qu'il est complémentaire à ce dernier. Une proposition de décharge de la part de la Trésorerie de l'Etat ne peut donc porter préjudice aux conclusions du contrôle effectué par la DCF. Ce n'est qu'au vu des conclusions des deux contrôles que le Ministre des Finances prendra sa décision sur la décharge du comptable extraordinaire.

G. CAISSE DE CONSIGNATION

1. LE BILAN ET LE COMPTE DE PERTES ET PROFITS (EN EUR)

ACTIF	ACTIFS IMMOBILISÉS		
	<i>Immobilisations corporelles</i>		
		Débit (en EUR)	Crédit (en EUR)
	Immobilisations corporelles (immeuble)	166.805,24	
	Autres éléments / Collection/œuvres	1.227,70	
	Total :	168.032,94	
	TOTAL DES ACTIFS IMMOBILISÉS :	168.032,94	
	CREANCES		
	<i>Créances en frais de garde</i>		
	Créances en frais de garde – EUR	10.063.570,44	
	Créances en frais de garde – USD	2.640.655,32	
	Créances en frais de garde – GBP	241.506,12	
	Créances en frais de garde – JPY	7.383,09	
	Créances en frais de garde – CHF	43.694,12	
	Créances en frais de garde – AUD	2.961,84	
	Créances en frais de garde – DKK	14.365,19	
	Créances en frais de garde – CAD	28.739,78	
	Créances en frais de garde – SGD	146,23	
	Créances en frais de garde – ZAR	4.995,20	
	Créances en frais de garde – NOK	126.855,37	
	Créances en frais de garde – CZK	437,30	
	Créances en frais de garde – SEK	16.649,15	
	Créances en frais de garde – HKD	816,51	
	Créances en frais de garde – THB	13.400,39	
	Créances en frais de garde – PLN	87,18	
	Total :	13.206.263,23	
	<i>Créances en taxe de consignation</i>		
	Créances en taxe de consignation – EUR	16.631.557,37	
	Créances en taxe de consignation – USD	5.565.115,50	
	Créances en taxe de consignation – GBP	434.472,46	
	Créances en taxe de consignation – JPY	11.019,17	
	Créances en taxe de consignation – CHF	77.952,06	
	Créances en taxe de consignation – AUD	5.454,48	
	Créances en taxe de consignation – DKK	21.845,15	
	Créances en taxe de consignation – CAD	42.634,38	

Créances en taxe de consignation – SGD	23.092,81	
Créances en taxe de consignation – ZAR	7.388,10	
Créances en taxe de consignation – NOK	284.438,87	
Créances en taxe de consignation – CZK	591,63	
Créances en taxe de consignation – SEK	34.059,25	
Créances en taxe de consignation – NZD	15,52	
Créances en taxe de consignation – HKD	1.458,96	
Créances en taxe de consignation – THB	19.882,51	
Créances en taxe de consignation – PLN	142,97	
Total :	23.161.121,19	
Créances en intérêts		
	<i>Débit (en EUR)</i>	<i>Crédit (en EUR)</i>
Créances en intérêts débiteurs calculés – EUR	319.566,12	
Créances en intérêts débiteurs calculés – USD	1.765,75	
Créances en intérêts débiteurs calculés – GBP	84,88	
Créances en intérêts débiteurs calculés – JPY	6,62	
Créances en intérêts débiteurs calculés – CHF	724,28	
Créances en intérêts débiteurs calculés – AUD	12,50	
Créances en intérêts débiteurs calculés – DKK	0,78	
Créances en intérêts débiteurs calculés – CAD	366,33	
Créances en intérêts débiteurs calculés – SGD	0,14	
Créances en intérêts débiteurs calculés – NOK	7,25	
Créances en intérêts débiteurs calculés – SEK	15,31	
Total :	322.549,96	
TOTAL DES CREANCES :	36.689.934,38	
ACTIFS MOBILIERS		
Avoirs en numéraire		
BCEE compte courant – EUR	2.449.939,79	
BCEE compte courant – USD		-5.407.569,13
BCEE compte courant – GBP	31.042,53	
BCEE compte courant – JPY	87.601,69	
BCEE compte courant – CHF	240.183,56	
BCEE compte courant – AUD	21.577,70	
BCEE compte courant – DKK	1.913,80	
BCEE compte courant – CAD		-24.535,67
BCEE compte courant – SGD	1.636.527,92	
BCEE compte courant – ZAR		-3.293,13
Transitoire BCEE EUR 0038/6000-3		-737.317,32
Transitoire BCEE USD 0295/6500-4		-99.733,57
Transitoire BCEE GBP 0007/6500-9		-18.951,45
BCEE compte courant – NOK		-2.097,56

BCEE compte courant – CZK		-2.597,66
KBLX compte courant – CZK	7.530,21	
BCEE compte courant – HUF	434,86	
KBLX compte courant – HUF	0,00	
BCEE compte courant – SEK	13.566,72	
BCEE compte courant – HKD	24.085,60	
BCEE compte courant – NZD	18.613,66	
DEXIA-BIL compte courant – THB	256.100,46	
BCEE compte courant – PLN	2.569,33	
BCEE compte courant BCCI – USD	10.253.552,28	
Transitoire BCEE NOK 0013/4320-9		-182,03
BCEE compte à terme – EUR	22.000.000,00	
BCEE compte à terme – USD	139.955.802,41	
BCEE compte à terme – GBP	11.826.076,71	
BCEE compte à terme – JPY	48.458,87	
BCEE compte à terme – CHF	503.276,40	
BCEE compte à terme – AUD	80.741,50	
BCEE compte à terme – DKK	279.213,16	
BCEE compte à terme – CAD	283.326,38	
BCEE compte à terme – ZAR	152.043,01	
BCEE compte à terme – NOK	212.791,60	
BCEE compte à terme – SEK	625.201,07	
CCPL – EUR	256.640.395,85	
Transitoire CCPL – EUR		-153.955,44
Total :	441.202.334,11	
<i>Valeurs mobilières</i>		
Valeurs mobilières (Titres) – EUR	34.897.068,36	
Valeurs mobilières (Titres) – USD	6.461.447,45	
Valeurs mobilières (Titres) – GBP	5.817,06	
Valeurs mobilières (Titres) – JPY	3.204,65	
Valeurs mobilières (Titres) – CHF	127.640,27	
Valeurs mobilières (Titres) – AUD	53.388,18	
Valeurs mobilières (Titres) – NOK	1.543.321,24	
Valeurs mobilières (Titres) – SEK	45.743,51	
Total :	43.137.630,72	
TOTAL DES ACTIFS MOBILIERS :	484.339.964,83	
TOTAL DE L'ACTIF :	521.197.932,15	

PASSIF

Résultat de l'exercice		5.652.753,37
Résultat reporté		-61.473.248,13
DETTES		
<i>Consignations individuelles</i>		
	<i>Débit (en EUR)</i>	<i>Crédit (en EUR)</i>
Consignations - EUR		-263.296.346,19
Consignations - USD		-157.702.388,23
Consignations - GBP		-11.443.530,49
Consignations - JPY		-136.216,47
Consignations - CHF		-964.895,70
Consignations - AUD		-150.542,27
Consignations - DKK		-292.158,68
Consignations - CAD		-318.115,83
Consignations - SGD		-1.636.048,53
Consignations - ZAR		-109.059,97
Consignations - NOK		-1.879.651,48
Consignations - CZK	23.764,83	
Consignations - SEK		-643.696,50
Consignations - HKD		-22.409,16
Consignations - NZD		-18.627,09
Consignations - THB		-256.418,00
Consignations - PLN		-2.569,21
Total :		-438.848.908,97
<i>Fruits / produits dus aux consignations</i>		
Dettes intérêts en créditeurs calculés - EUR		-18.058.746,56
Dettes intérêts en créditeurs calculés - USD		-5.306.390,90
Dettes intérêts en créditeurs calculés - GBP		-837.312,90
Dettes intérêts en créditeurs calculés - JPY		-3.860,61
Dettes intérêts en créditeurs calculés - CHF		-18.321,40
Dettes intérêts en créditeurs calculés - AUD		-19.894,75
Dettes intérêts en créditeurs calculés - DKK		-27.524,89
Dettes intérêts en créditeurs calculés - CAD		-56.219,89
Dettes intérêts en créditeurs calculés - ZAR		-52.148,91
Dettes intérêts en créditeurs calculés - NOK		-162.633,68
Dettes intérêts en créditeurs calculés - CZK		-244,94
Dettes intérêts en créditeurs calculés - SEK		-38.087,71
Dividendes optionnelles en actions - EUR		-108,39
Total :		-24.581.495,53

PASSIF		
	<i>Consignations en attente</i>	
	Transitoire Consignations	-1.878.480,28
	Total :	-1.878.480,28
	<i>Fournisseurs</i>	
	Fournisseurs secteur privé - Luxembourg	0,00
	Fournisseurs secteur public - Luxembourg	0,00
	Fournisseurs secteur privé - Etranger	0,00
	Fournisseurs secteur public - Etranger	0,00
	Total :	-0,00
	<i>Ecart de conversion</i>	
	Ecart de conversion	-68.552,61
	Total :	-68.552,61
	TOTAL DES DETTES :	-465.377.437,39
	REPORT DE RESULTAT	-61.473.248,13
	TOTAL DU PASSIF :	-521.197.932,15

PERTES ET PROFITS

CHARGES ET PRODUITS INCOMBANT A LA CAISSE		
<i>Intérêts perçus / payés sur comptes bancaires</i>		
	Débit (en EUR)	Crédit (en EUR)
Intérêts débiteurs de la Caisse de Consignation	0,00	
Intérêts créditeurs de la Caisse de Consignation		- 2.018.203,23
Total :		- 2.018.203,23
<i>Frais de gestion des comptes bancaires</i>		
Frais sur comptes bancaires	966,27	
Total :	966,27	
<i>Autres frais</i>		
Autres frais divers	36,17	
Total :	36,17	
TOTAL DES CHARGES ET PRODUITS INCOMBANT A LA CAISSE :		-2.017.200,79
CHARGES ET PRODUITS CALCULES		
<i>Intérêts des consignations individuelles</i>		
Intérêts créditeurs calculés	1.441.597,68	
Intérêts débiteurs calculés		-5.167,94
Total :	1.436.429,74	
<i>Taxe de consignation</i>		
Taxe de consignation		-6.887.171,39
Total :		-6.887.171,39
<i>Contribution aux frais propres de la Caisse</i>		
Frais de garde		0,00
Total :		0,00
TOTAL DES CHARGES ET PRODUITS CALCULES :		-5.450.741,65
DIFFERENCES DE CHANGE		
Perte de change	14.174.454,53	
Perte de réévaluation – Stock devises	0,00	
Gain de change		-1.053.758,72
Gain de réévaluation – Stock devises		0,00
Total :	13.120.695,81	

	TOTAL DES DIFFERENCES DE CHANGE :	13.120.695,81
	SOLDE DU COMPTE PERTES ET PROFITS :	5.652.753,37

2. CATEGORIES DE CONSIGNATIONS

La loi du 29 avril 1999 sur les consignations auprès de l'État permet de définir cinq catégories de consignations, dont les trois premières sont obligatoires et les deux autres volontaires, à savoir celles déposées en vertu :

- a) d'une loi ou d'un règlement
- b) d'une décision judiciaire
- c) d'une décision administrative
- d) des articles 1257 à 1263 ou 1264 du Code civil
- e) de raisons relatives au créancier.

a) Les consignations déposées en vertu d'une loi ou d'un règlement

Pour chaque disposition légale pouvant engendrer une consignation dans la première catégorie, la Trésorerie de l'État, Caisse de Consignation, a ouvert une rubrique spécifique. Les rubriques retenues sont les suivantes :

L001 - Article 813 du Code civil

L002 - Article 793 du nouveau Code de procédure civile

L003 - Articles 822, 824 et 875 du nouveau Code de procédure civile (Article 14, 16 et 67 de la loi du 2 janvier 1889 sur la saisie immobilière)

L004 - Article 479 du Code de commerce

L005 - Article 12 du titre II.- De la police rurale du décret du 28 septembre – 6 octobre 1791 concernant les biens et usages ruraux et la police rurale

L006 - Loi du 31 mars 1796 (11 germinal an IV) qui prescrit l'emploi des effets mobiliers déposés dans les greffes et conciergeries des tribunaux, à l'occasion de procès civils ou criminels terminés par jugement, ou à l'égard desquels l'action est prescrite

L007 - Loi du 20 décembre 1823 portant que les deniers appartenant à des présumés absents devront être versés dans la caisse des consignations judiciaires

L008 - Article 2 de la loi du 18 décembre 1855 sur la détention préventive des étrangers (loi abrogée par la loi du 6 mars 2006)

L009 - Article 148 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales

L010 - Article 203 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales

L011 - Article 203-1 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales

- L012 - Article 30 (5) de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil
- L013 - Article 17, paragraphe 8 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques
- L014 - Article 8 (5) de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat
- L015 - Article 26 du règlement grand-ducal modifié du 23 décembre 1992 ayant trait à la déclaration et au paiement de la taxe sur la valeur ajoutée
- L016 - Article 146 de la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif.
- L017 - Article 42 (8) de la loi modifiée du 27 novembre 1984 relative à la surveillance du secteur financier et Article 61 (8) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.
- L018 - Article 1 (4) du règlement grand-ducal du 4 février 2000 fixant les règles comptables pour les livres de la Caisse de Consignation et le tarif pour la taxe de consignation.
- L019 - Article 16 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques
- L020 - Articles 80 alinéa 2 et 287 du règlement grand-ducal du 24 mars 1989 concernant l'administration et le régime interne des établissements pénitentiaires
- L021 - Article 10 de la loi du 23 juillet 1991 ayant pour objet de réglementer les activités de sous-traitance
- L022 - Article 1601-9 du Code civil
- L023 - Article 8 (2) de la loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur
- L024 - Article 92 (7) de la loi du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep
- L025 - Article 7 (1) du règlement grand-ducal du 29 août 2003 relatif aux avertissements taxés et aux consignations en matière de navigation intérieure
- L026 - Article 60-6 (1.) de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances
- L027 - Article 35 de la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation
- L028 - Article 19 (4) de la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque
- L029 - Article 50 de la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés
- L030 - Article 12 de la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac
- L031 - Article 66bis. (4) de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée.

L032 - Article 4 (8) de la loi du 21 juillet 2012 relative au retrait obligatoire et au rachat obligatoire de titres de sociétés admis ou ayant été admis à la négociation sur un marché réglementé ou ayant fait l'objet d'une offre au public et portant modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier.

Des rubriques spécifiques supplémentaires seront ouvertes en cas de besoin.

b) Les consignations déposées en vertu d'une décision judiciaire

Pour chaque disposition légale pouvant engendrer une consignation dans la deuxième catégorie, la Trésorerie de l'État, Caisse de Consignation, a également ouvert une rubrique spécifique. Les rubriques retenues sont les suivantes :

J001 - Article 258 (2) premier tiret du nouveau Code de procédure civile

J002 - Articles 467 et 476 du nouveau Code de procédure civile

J003 - Article 703 du nouveau Code de procédure civile

J004 - Article 59 du Code d'instruction criminelle

J005 - Article 67. (2) du Code d'instruction criminelle

J006 - Articles 120 et 122 du Code d'instruction criminelle

J007 - Article 40 du décret du 18 juin 1811 contenant règlement pour l'administration de la justice en matière criminelle, de police correctionnelle et de simple police, et tarif général des frais

J008 - Articles 28 et 35 de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes

J009 - Articles 29 et 36 de la loi du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique

J010 - Article 244 du nouveau Code de procédure civile

J011 - Article 115 du nouveau Code de procédure civile

J012 - Article 14, avant-dernier alinéa de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

J013 - Article 14, dernier alinéa de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

J014 - Article 1963 du Code civil

J015 - Article 31. (5) du Code d'instruction criminelle

J016 - Article 197-2. (2) du Code d'instruction criminelle

J017 - Article 107 du Code d'instruction criminelle

- J018 - Article 356 alinéa 3 du Code de commerce
- J019 - Articles 107, 120 et 122 du Code d’instruction criminelle
- J020 - Article 726 du nouveau Code de procédure civile
- J021 - Exécution d’une décision de la Justice

Des rubriques spécifiques supplémentaires seront ouvertes en cas de besoin.

c) Les consignations déposées en vertu d’une décision administrative

Une rubrique spécifique a été attribuée respectivement aux ministères et aux administrations désireuses de déposer régulièrement des consignations administratives. Les rubriques retenues sont les suivantes :

- A001 - Trésorerie de l’État
- A002 - Ministère des Affaires Etrangères et de l’Immigration - Direction de l’Immigration
- A003 - Ministère du Développement durable et des Infrastructures, Département des travaux publics, respectivement de l’Administration des Ponts et Chaussées
- A004 - Administration de l’Enregistrement et des Domaines
- A005 - Ministère de l’Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
- A006 - Ministère des Affaires Etrangères et de l’Immigration
- A007 - Inspection Générale de la Sécurité Sociale
- A008 - Administration des Douanes et Accises
- A009 - Administration judiciaire
- A010 - Administration de l’Environnement
- A011 - Administration des Contributions directes
- A012 - Consignations administratives occasionnelles d’autres Ministères, Administrations et Services Publics
- A013 - Ministère du Développement durable et des Infrastructures, Département des travaux publics, Administration des Bâtiments publics

Les autres ministères, administrations et services étatiques ou communaux, susceptibles de prendre régulièrement une décision administrative en matière de consignation se verront attribuer une rubrique spécifique.

d) Les consignations déposées sur base des articles 1257 à 1263 ou 1264 du Code civil

Les consignations volontaires déposées sur base des articles 1257 à 1263 ou 1264 de la catégorie 4 ne donnent pas lieu à une subdivision en rubriques.

e) Les consignations déposées pour des raisons relatives au créancier

Une rubrique collective a été retenue pour les sociétés, les établissements et les banques, qui déposent des consignations occasionnelles pour se libérer en toute sécurité pour des raisons relatives au créancier. Une rubrique spécifique est attribuée à chaque société, établissement ou banque désireux de déposer régulièrement des consignations dans la catégorie 5. Les rubriques retenues sont les suivantes :

0002 - Rubrique collective

0012 - Entreprise des Postes et Télécommunications – Service des CCP

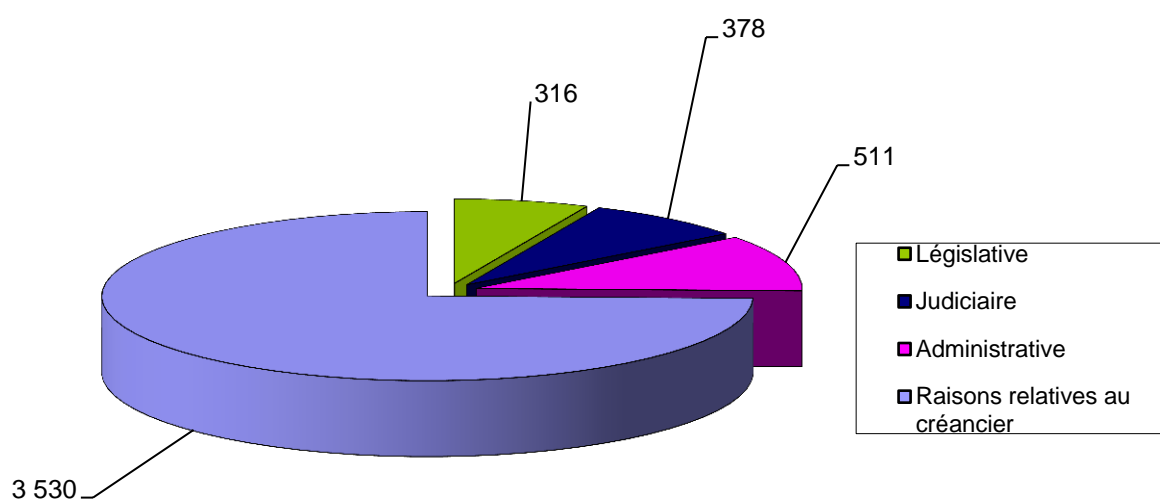
0022 - Entreprise des Postes et Télécommunications – Service Comptabilité

H. INVENTAIRE DES CONSIGNATIONS

1. NOMBRE DE CONSIGNATIONS DEPOSEES AU COURS DE L'EXERCICE 2014

Le nombre des consignations déposées au cours de l'exercice 2014 s'établit comme suit :

Catégorie des consignations	Nombre des consignations
Législative :	316
Judiciaire :	378
Administrative :	511
Raisons relatives au créancier :	3.530
Nombre total des consignations déposées :	4.735



La répartition des consignations déposées au cours de l'exercice 2014 dans les catégories subdivisées en rubriques se présente de la façon suivante :

Rubrique des consignations législatives	Nombre des consignations
---	--------------------------

L001	13
L004	91
L009	1
L010	44
L013	5
L015	11
L016	78
L017	1
L018	23
L019	6
L020	14
L022	1
L023	27
L032	1

Rubrique des consignations judiciaires	Nombre des Consignations
--	--------------------------

J001	6
------	---

J002	11
J003	1
J004	214
J005	18
J006	62
J013	15
J015	49
J021	2

Rubrique des consignations administratives	Nombre des Consignations
---	---------------------------------

A001	53
A003	11
A004	13
A008	173
A011	261

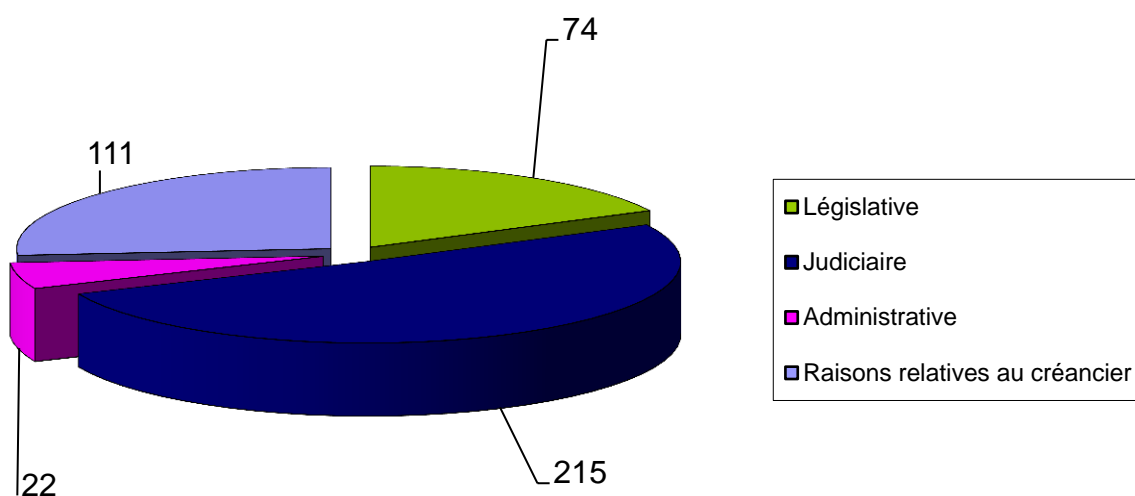
Rubrique des raisons relatives au créancier	Nombre des Consignations
--	---------------------------------

0002	3.189
0012	328
0022	13

2. NOMBRE DE CONSIGNATIONS RESTITUEES INTEGRALEMENT AU COURS DE L'EXERCICE 2014

Le nombre des consignations restituées intégralement au cours de l'exercice 2014 s'établit comme suit :

Catégorie des consignations	Nombre des consignations
Législative :	74
Judiciaire :	215
Administrative :	22
Raisons relatives au créancier :	111
Nombre total des consignations restituées :	422



La répartition des consignations restituées intégralement au cours de l'exercice 2014 dans les catégories subdivisées en rubriques se présente de la façon suivante :

Rubrique des consignations législatives	Nombre des consignations
---	--------------------------

L004	3
L010	2
L013	3
L015	3
L016	17
L018	1
L023	45

Rubrique des consignations judiciaires	Nombre des consignations
--	--------------------------

J001	1
J002	8
J003	1
J004	159
J005	12
J006	18
J015	14
J017	1
J019	1

Rubrique des consignations administratives	Nombre des consignations
---	---------------------------------

A001	15
A003	2
A004	1
A011	4

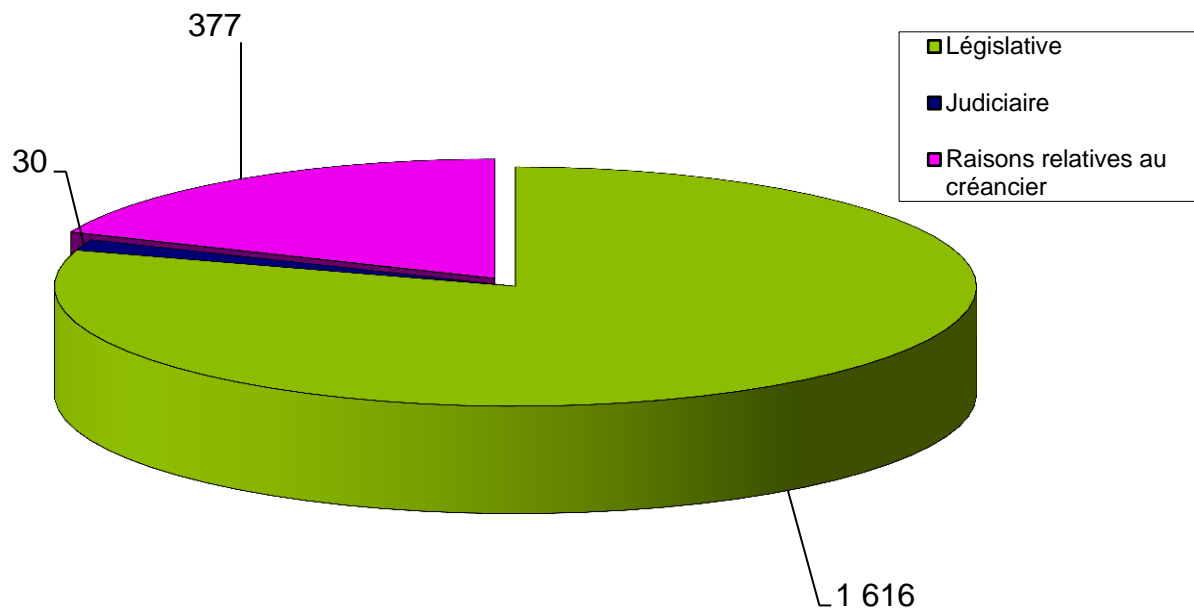
Rubrique des raisons relatives au créancier	Nombre des Consignations
--	---------------------------------

0002	107
0012	4

3. NOMBRE DE RESTITUTIONS PARTIELLES EFFECTUEES AU COURS DE L'EXERCICE 2014

Le nombre des restitutions partielles effectuées au cours de l'exercice 2014 s'établit comme suit :

Catégorie des consignations	Nombre des restitutions partielles
Législative :	1.616
Judiciaire :	30
Raisons relatives au créancier :	377
Nombre total des restitutions partielles :	2.023



La répartition des restitutions partielles au cours de l'exercice 2014 dans les catégories subdivisées en rubriques se présente de la façon suivante :

Rubrique des consignations législatives	Nombre des consignations
---	--------------------------

L004	32
L009	1
L015	1
L016	1.410
L017	143
L023	29

Rubrique des consignations judiciaires	Nombre des Consignations
--	--------------------------

J002	10
J005	18
J015	1
J021	1

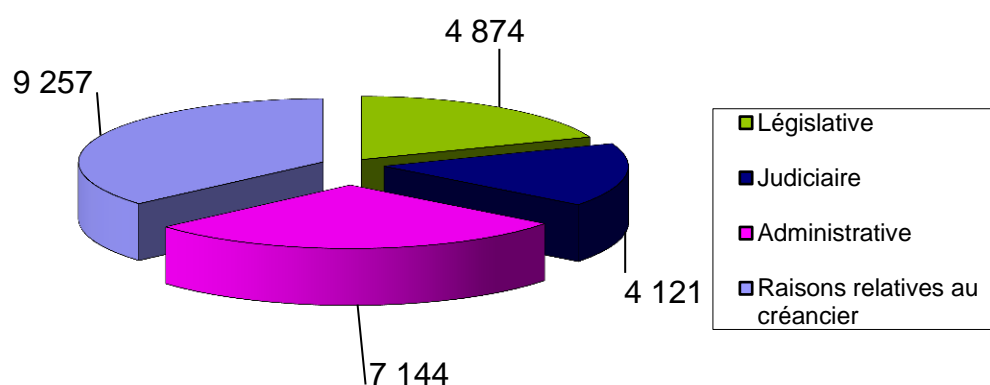
Rubrique des raisons relatives au créancier	Nombre des Consignations
---	--------------------------

0002	377
------	-----

4. NOMBRE DE CONSIGNATIONS EN DEPOT AU 31 DECEMBRE 2014

Le nombre des consignations en dépôt au 31 décembre 2014 s'établit comme suit :

Catégorie des consignations	Nombre des consignations
Législative :	4.874
Judiciaire :	4.121
Administrative :	7.144
Raisons relatives au créancier :	9.257
Nombre total des consignations en dépôt :	25.396



La répartition du nombre des consignations en dépôt au 31 décembre 2014 dans les catégories subdivisées en rubriques se présente de la façon suivante :

Rubrique des consignations législatives	Nombre des consignations
L001	146
L002	1
L004	600
L006	4
L008	746
L009	20
L010	247
L013	527

L014	17
L015	69
L016	1.122
L017	57
L018	519
L019	97
L020	131
L022	2
L023	564
L028	1
L031	2
L032	2

Rubrique des consignations judiciaires	Nombre des Consignations
---	---------------------------------

J001	39
J002	156
J003	6
J004	2.190
J005	199
J006	316
J007	11
J008	1
J010	1
J012	1
J013	58
J015	1.127
J016	1
J017	4
J018	4
J019	5
J021	2

Rubrique des consignations administratives	Nombre des Consignations
---	---------------------------------

A001	907
A002	47
A003	143
A004	1.606
A005	15
A006	1
A007	10
A008	804
A009	4
A010	9
A011	3.593

A012	5
------	---

Rubrique des raisons relatives au créancier	Nombre des Consignations
---	--------------------------

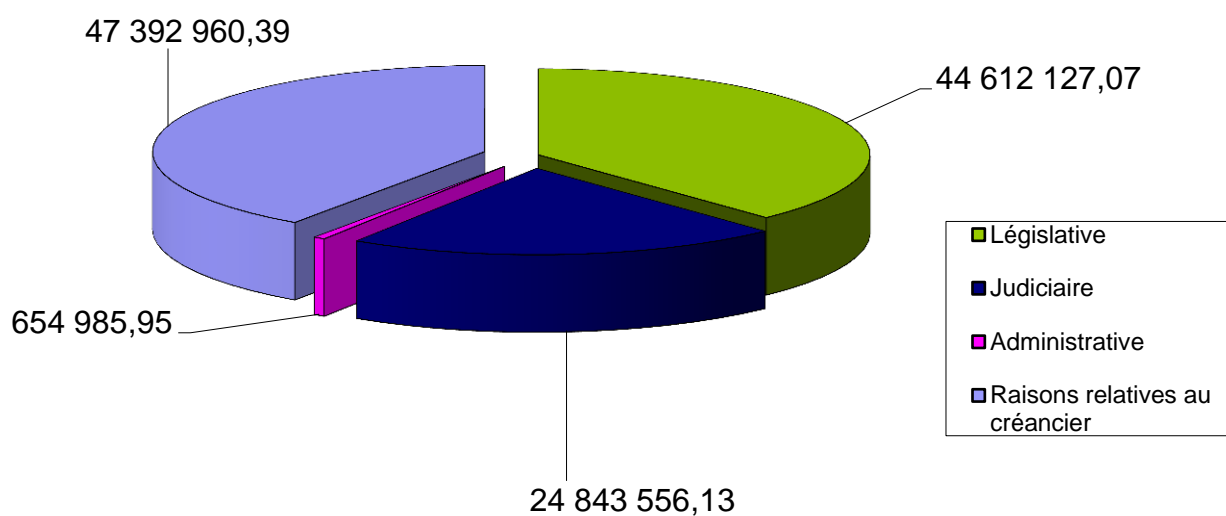
0002	5.471
0012	2.236
0022	1.550

5. VALEUR COMPTABLE DES CONSIGNATIONS DEPOSEES AU COURS DE L'EXERCICE 2014

Par valeur comptable d'une consignation il a lieu d'entendre la valeur des biens consignés au moment du dépôt. Sur base de cette valeur, la Trésorerie de l'État, Caisse de Consignation, calcule les frais de garde forfaitaires et la taxe de consignation.

La valeur comptable en euros des consignations déposées au cours de l'exercice 2014 s'établit comme suit :

Catégorie des consignations	Valeur comptable (en EUR)
Législative :	44.612.127,07
Judiciaire :	24.843.556,13
Administrative :	654.985,95
Raisons relatives au créancier :	47.392.960,39
Valeur comptable totale :	117.503.629,54



La répartition de la valeur comptable en euros des consignations déposées au cours de l'exercice 2014 dans les catégories subdivisées en rubriques se présente de la façon suivante :

Rubrique des consignations législatives	Valeur comptable (en EUR)
--	--------------------------------------

L001	278.842,96
L004	1.223.599,95
L009	180.147,10
L010	2.331.533,97
L013	4.880,00
L015	246.075,00
L016	28.307.141,36
L017	4.013.091,16
L018	102.042,45
L019	1.450,00
L020	5.116,07
L022	570.888,02
L023	10.562,14
L032	7.336.756,89

Rubrique des consignations judiciaires	Valeur comptable (en EUR)
---	--------------------------------------

J001	80.000,00
J002	1.015.970,00
J003	56.963,83
J004	110.475,00
J005	16.009.866,03
J006	97.300,00
J013	25.945,00
J015	33.571,08
J021	7.413.465,19

Rubrique des consignations judiciaires	Valeur comptable (en EUR)
---	--------------------------------------

A001	69.628,03
A003	9.555,00
A004	52.601,50
A008	62.105,08
A011	461.096,34

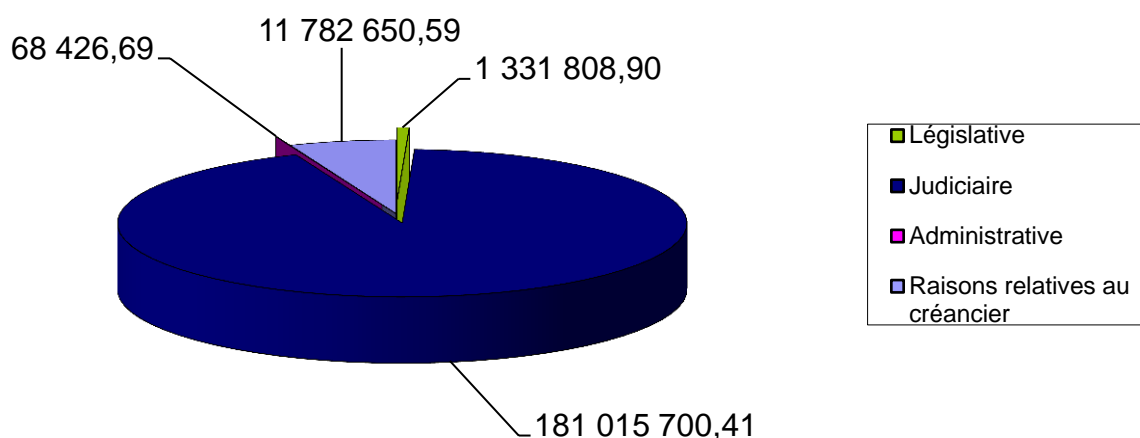
Rubrique des consignations judiciaires	Valeur comptable (en EUR)
---	--------------------------------------

0002	47.032.137,81
0012	359.364,27
0022	1.458,31

6. VALEUR COMPTABLE DES CONSIGNATIONS RESTITUEES INTEGRALEMENT AU COURS DE L'EXERCICE 2014

La valeur comptable en euros des consignations restituées intégralement au cours de l'exercice 2014 s'établit comme suit :

Catégorie des consignations	Valeur comptable (en EUR)
Législative :	1.331.808,90
Judiciaire :	181.015.700,41
Administrative :	68.426,69
Raisons relatives au créancier :	11.782.650,59
Valeur comptable totale :	194.198.586,59



La répartition de la valeur comptable en euros des consignations restituées intégralement au cours de l'exercice 2014 dans les catégories subdivisées en rubriques se présente de la façon suivante :

Rubrique des consignations législatives	Valeur comptable (en EUR)
L004	90.119,73
L010	281.600,13
L013	4.280,00
L015	9.250,00
L016	220.356,46
L018	296,23

L023	725.906,35
------	------------

Rubrique des consignations judiciaires	Valeur comptable (en EUR)
--	---------------------------

J001	5.000,00
J002	12.400,00
J003	4.806,51
J004	71.051,84
J005	180.793.190,50
J006	57.700,00
J015	41.051,56
J017	30.000,00
J019	500,00

Rubrique des consignations administratives	Valeur comptable (en EUR)
--	---------------------------

A001	58.547,62
A003	1.000,00
A004	460,49
A011	8.418,58

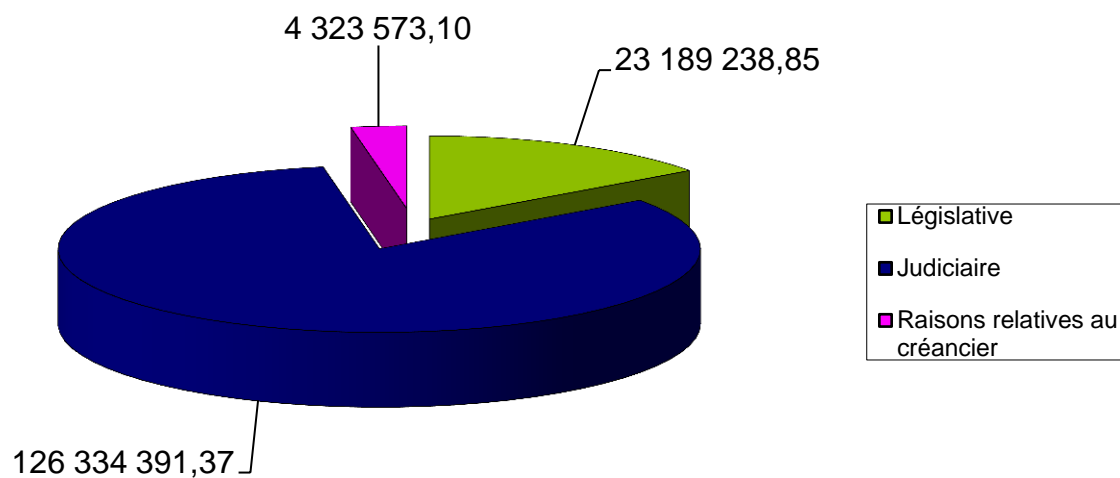
Rubrique des raisons relatives au créancier	Valeur comptable (en EUR)
---	---------------------------

0002	11.739.334,34
0012	43.316,25

7. VALEUR COMPTABLE DES RESTITUTIONS PARTIELLES EFFECTUEES AU COURS DE L'EXERCICE 2014

La valeur comptable en euros des restitutions partielles effectuées au cours de l'exercice 2014 s'établit comme suit :

Catégorie des consignations	Valeur comptable (en EUR)
Législative :	23.189.238,85
Judiciaire :	126.334.391,37
Raisons relatives au créancier :	4.323.573,10
Valeur comptable totale :	153.847.203,32



La répartition de la valeur comptable en euros des restitutions partielles au cours de l'exercice 2014 dans les catégories subdivisées en rubriques se présente de la façon suivante :

Rubrique des consignations législatives	Valeur comptable (en EUR)
---	---------------------------

L004	5.163.435,38
L009	25,92
L015	20.000,00
L016	17.506.094,85
L017	378.009,51
L023	121.673,19

Rubrique des consignations judiciaires	Valeur comptable (en EUR)
--	---------------------------

J002	463.068,27
J005	125.765.365,87
J015	193,52
J021	105.763,71

Rubrique des raisons relatives au créancier	Valeur comptable (en EUR)
---	---------------------------

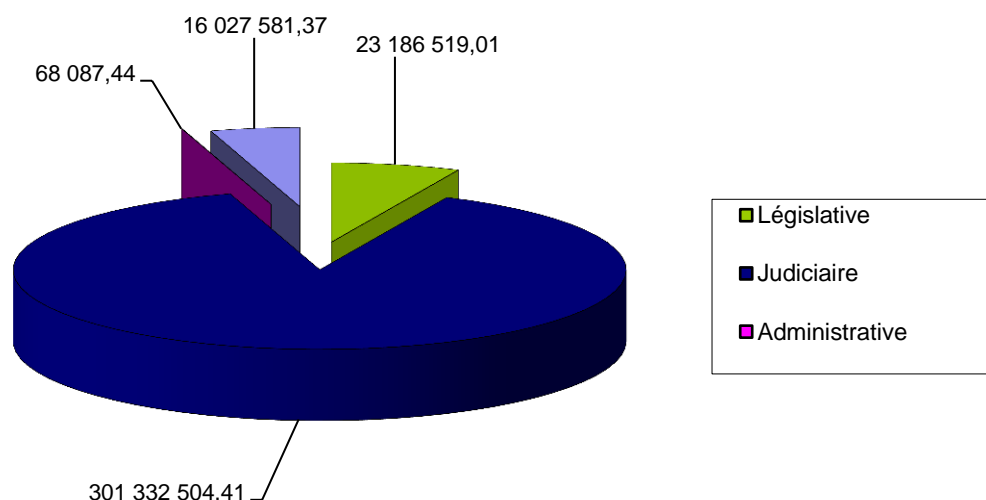
0002	4.323.573,10
------	--------------

8. VALEUR (NETTE) D'INVENTAIRE DES RESTITUTIONS EFFECTUEES AU COURS DE L'EXERCICE 2014

Par valeur (nette) d'inventaire d'une consignation il y a lieu d'entendre les soldes des comptes internes de la consignation destinés à recueillir la comptabilisation de la valeur des biens consignés au moment du dépôt ou des sommes acquises en lieu et place de ces biens, des fruits et produits, des frais de garde et de la taxe de consignation. Sur base des soldes de ces comptes, la Trésorerie de l'État, Caisse de Consignation, calcule pour les comptes qui portent sur des sommes d'argent les intérêts dus à la consignation.

La valeur (nette) d'inventaire en euros des restitutions effectuées au cours de l'exercice 2014 s'établit comme suit :

Catégorie des consignations	Valeur (nette) d'inventaire (en EUR)
Législative :	23.186.519,01
Judiciaire :	301.332.504,41
Administrative :	68.087,44
Raisons relatives au créancier :	16.027.581,37
Valeur (nette) d'inventaire totale :	340.614.692,23



La répartition de la valeur (nette) d'inventaire en euros des restitutions au cours de l'exercice 2014 dans les catégories subdivisées en rubriques se présente de la façon suivante :

Rubrique des consignations législatives	Valeur (nette) d'inventaire (en EUR)
--	---

L004	5.179.398,99
L009	25,88
L010	279.754,84
L013	4.280,00
L015	28.613,46
L016	16.520.486,49
L017	363.889,23
L018	294,89
L023	809.775,23

Rubrique des consignations judiciaires	Valeur (nette) d'inventaire (en EUR)
---	---

J001	4.991,79
J002	472.271,17
J003	4.600,98
J004	69.542,74
J005	300.549.161,77
J006	56.108,73
J015	40.206,76
J017	29.369,81
J019	486,95
J021	105.763,71

Rubrique des consignations administratives	Valeur (nette) d'inventaire (en EUR)
---	---

A001	58.264,73
A003	992,76
A004	451,33
A011	8.378,62

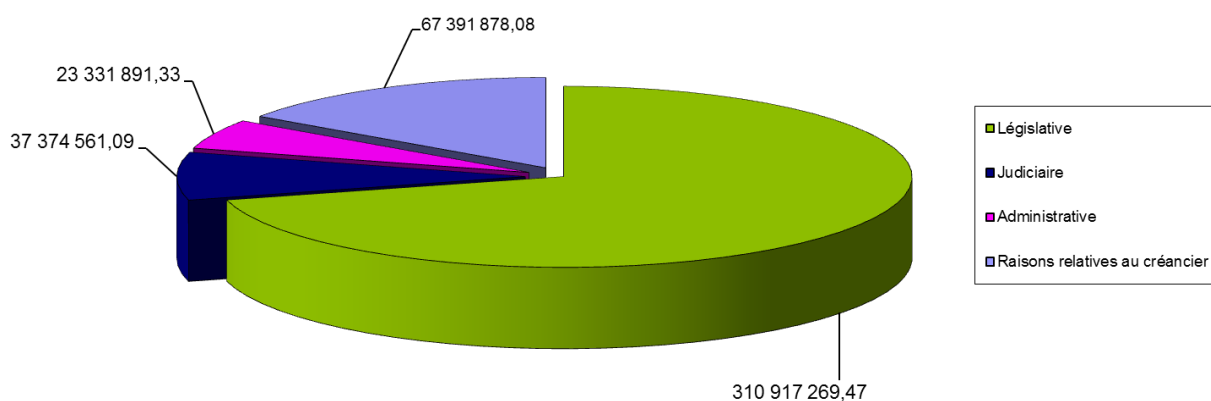
Rubrique des raisons relatives au créancier	Valeur (nette) d'inventaire (en EUR)
--	---

0002	15.984.471,50
0012	43.109,87

9. VALEUR COMPTABLE DES CONSIGNATIONS EN DEPOT AU 31 DECEMBRE 2014

La valeur comptable en euros des consignations en dépôt au 31 décembre 2014 s'établit comme suit :

Catégorie des consignations	Valeur comptable (en EUR)
Législative :	310.917.269,47
Judiciaire :	37.374.561,09
Administrative :	23.331.891,33
Raisons relatives au créancier :	67.391.878,08
Valeur comptable totale :	439.015.599,97



La répartition de la valeur comptable en euros des consignations en dépôt au 31 décembre 2014 dans les catégories subdivisées en rubriques se présente de la façon suivante :

Rubrique des consignations législatives	Valeur comptable (en EUR)
L001	4.027.128,79
L002	12.992,09
L004	6.516.243,58
L006	6.821,34
L008	359.006,06
L009	1.400.676,87
L010	7.283.474,58
L013	173.228,22
L014	561.318,95
L015	1.058.715,00

L016	178.525.233,23
L017	90.345.572,32
L018	334.582,81
L019	25.411,95
L020	17.338,29
L022	29.897,22
L023	5.763.963,96
L028	562.907,32
L031	20.000,00
L032	13.892.756,89

Rubrique des consignations judiciaires	Valeur comptable (en EUR)
---	----------------------------------

J001	334.376,97
J002	731.544,25
J003	672.262,31
J004	881.077,19
J005	25.128.959,20
J006	1.181.464,19
J007	91.150,71
J008	100.858,44
J010	4.000,00
J012	2.478,94
J013	69.998,61
J015	782.062,88
J016	4.106,51
J017	46.500,00
J018	29.919,41
J019	6.100,00
J021	7.307.701,48

Rubrique des consignations administratives	Valeur comptable (en EUR)
---	----------------------------------

A001	5.006.845,34
A002	72.681,76
A003	130.391,43
A004	901.263,84
A005	9.910,27
A006	1.193,83
A007	56.177,21
A008	86.579,02
A009	3.651,55

A010	41.210,50
A011	4.924.607,94
A012	12.097.378,64

Rubrique des raisons relatives au créancier	Valeur comptable (en EUR)
--	------------------------------

0002	66.293.766,36
0012	920.462,19
0022	177.649,53

Comme pour la valeur comptable, il y a lieu de noter que 165.835,09 EUR sont à imputer aux différentes catégories de consignations. Ce montant provient d'écritures ne se référant pas à des consignations particulières. Ces opérations sont constituées des résultats de change par exemple.

La partie de la valeur (nette) d'inventaire des Consignations en dépôt en dépôt au 31 décembre 2014 constituée de devises hors de la zone euro se répartit comme suit :

Consignations libellées en	Valeur (nette) d'inventaire
AUD	241.691,78
CAD	628.049,06
CHF	1.153.581,11
CZK	136.371,17
DKK	2.015.138,07
EUR	254.384.288,66
GBP	9.014.545,82
HKD	220.057,71
JPY	15.332.192,00
NOK	13.129.986,45
NZD	31.440,52
PLN	8.434,77
SEK	5.740.376,19
SGD	2.683.498,12
THB	10.999.254,64
USD	198.973.592,32
ZAR	1.401.803,58

La Trésorerie de l'État, Caisse de Consignation, ne court aucun risque de change du fait que toutes les dettes libellées en devises sont intégralement couvertes par des avoirs dans chaque devise concernée.

En ce qui concerne le compte bancaire BCEE en USD 5121001000 du Bilan 2014, le solde sur le compte courant au 31.12.2014 s'élève à USD 1.247.162,27. La contrevaletur en EUR se situe à 5.407.569,13-. Ce solde négatif en EUR provient de la réévaluation des sorties en USD importantes qui ont eu lieu en 2014. Ces mouvements, entraînant des différences de change, ont généré une perte de change qui s'élève pour 2014 à EUR 14.174.454,53. Il y a lieu de noter que ces différences

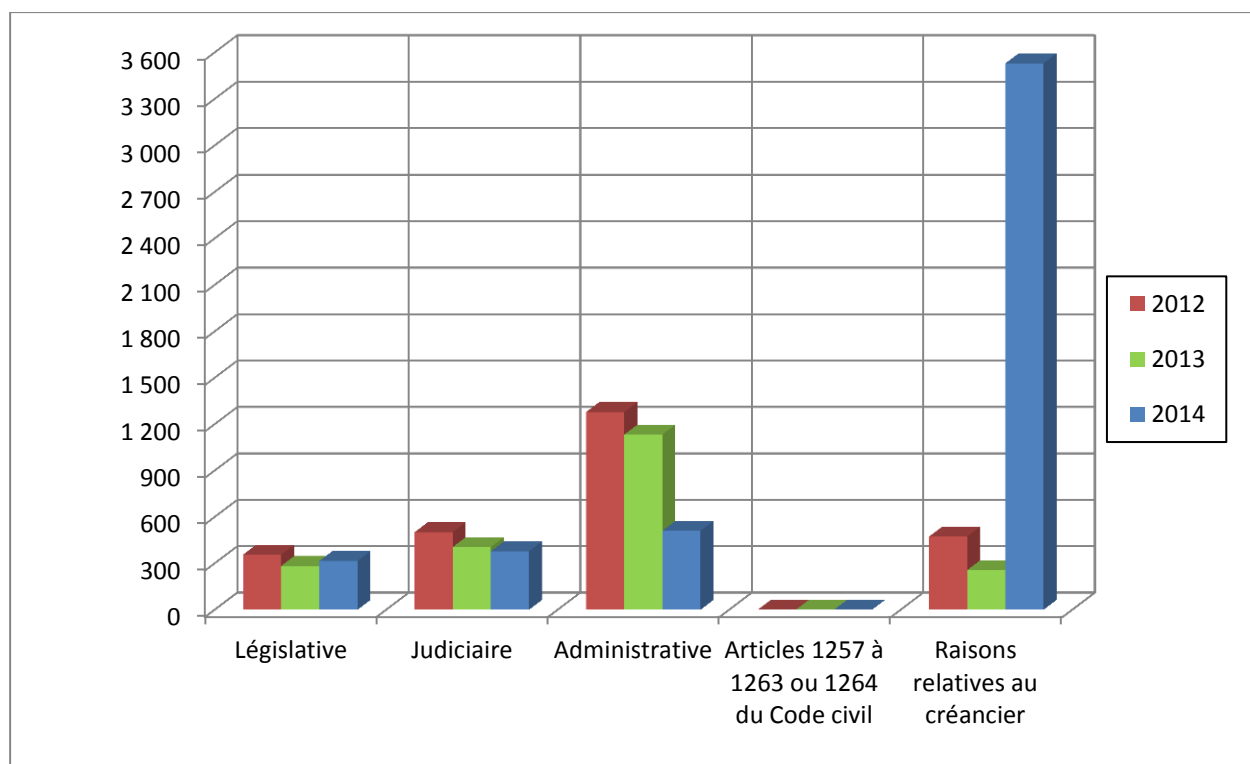
ne sont que des différences théoriques qui n'impactent pas la trésorerie de la Caisse de Consignation, puisque cette dernière gère les consignations en devise et non pas en EUR.

I. COMPARAISONS DES 3 DERNIERS EXERCICES CLÔTURÉS

1. NOMBRE DE CONSIGNATIONS DEPOSEES

La comparaison du nombre des consignations déposées au cours des 3 derniers exercices clôturés s'établit comme suit :

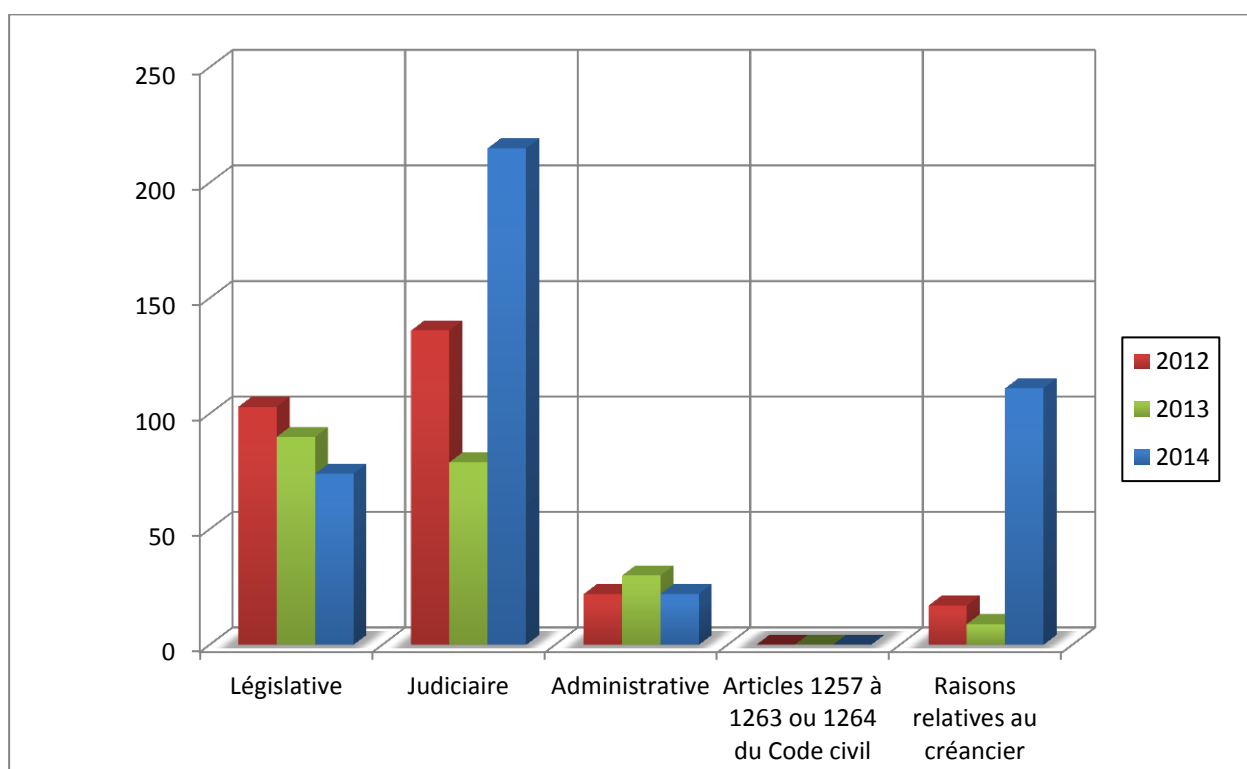
Catégorie des consignations	Nombre des consignations		
	Exercice 2012	Exercice 2013	Exercice 2014
Législative :	357	284	316
Judiciaire :	502	406	378
Administrative :	1.279	1.133	511
Articles 1257 à 1263 ou 1264 du Code civil :	0	0	0
Raisons relatives au créancier :	474	257	3.530
Nombre total des consignations déposées :	2.612	2.080	4.735



2. NOMBRE DE CONSIGNATIONS RESTITUEES INTEGRALEMENT

La comparaison du nombre des consignations restituées intégralement au cours des 3 derniers exercices clôturés s'établit comme suit :

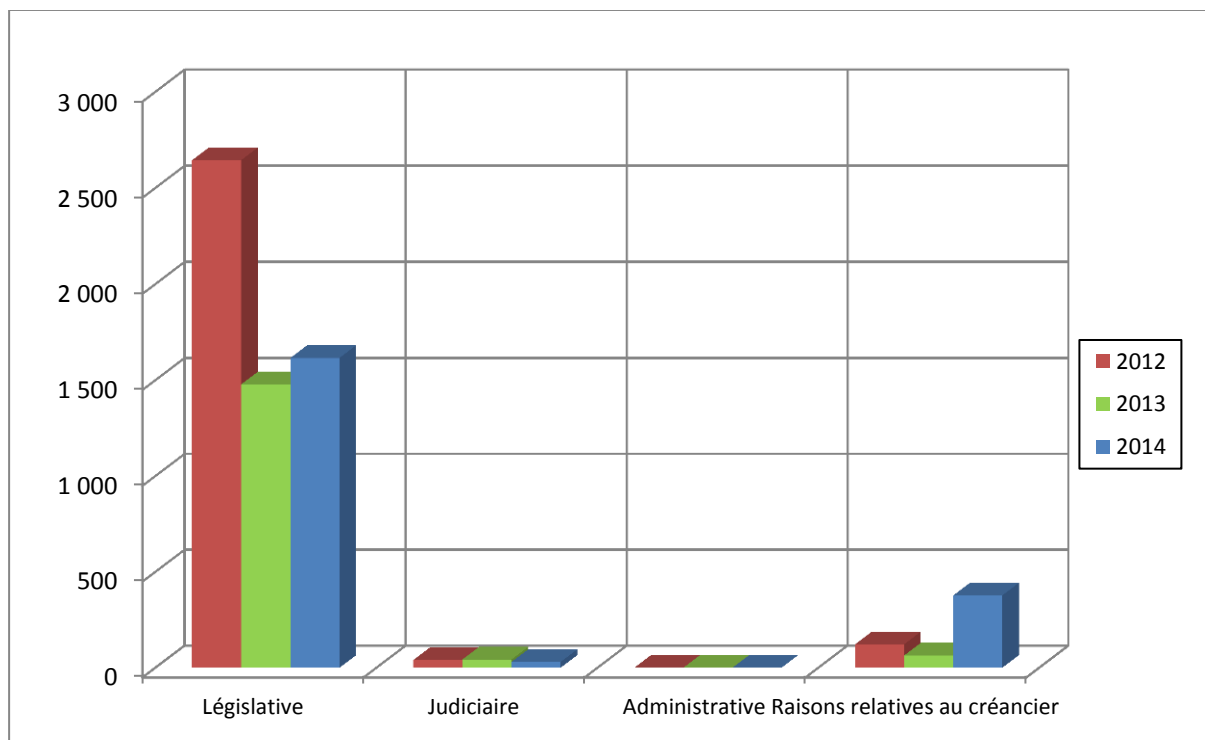
Catégorie des consignations	Nombre des consignations		
	Exercice 2012	Exercice 2013	Exercice 2014
Législative :	103	90	74
Judiciaire :	136	79	215
Administrative :	22	30	22
Articles 1257 à 1263 ou 1264 du Code civil :	0	0	0
Raisons relatives au créancier :	17	9	111
Nombre total des consignations restituées :	278	208	422



3. NOMBRE DE RESTITUTIONS PARTIELLES

La comparaison du nombre des restitutions partielles effectuées au cours des 3 derniers exercices clôturés s'établit comme suit :

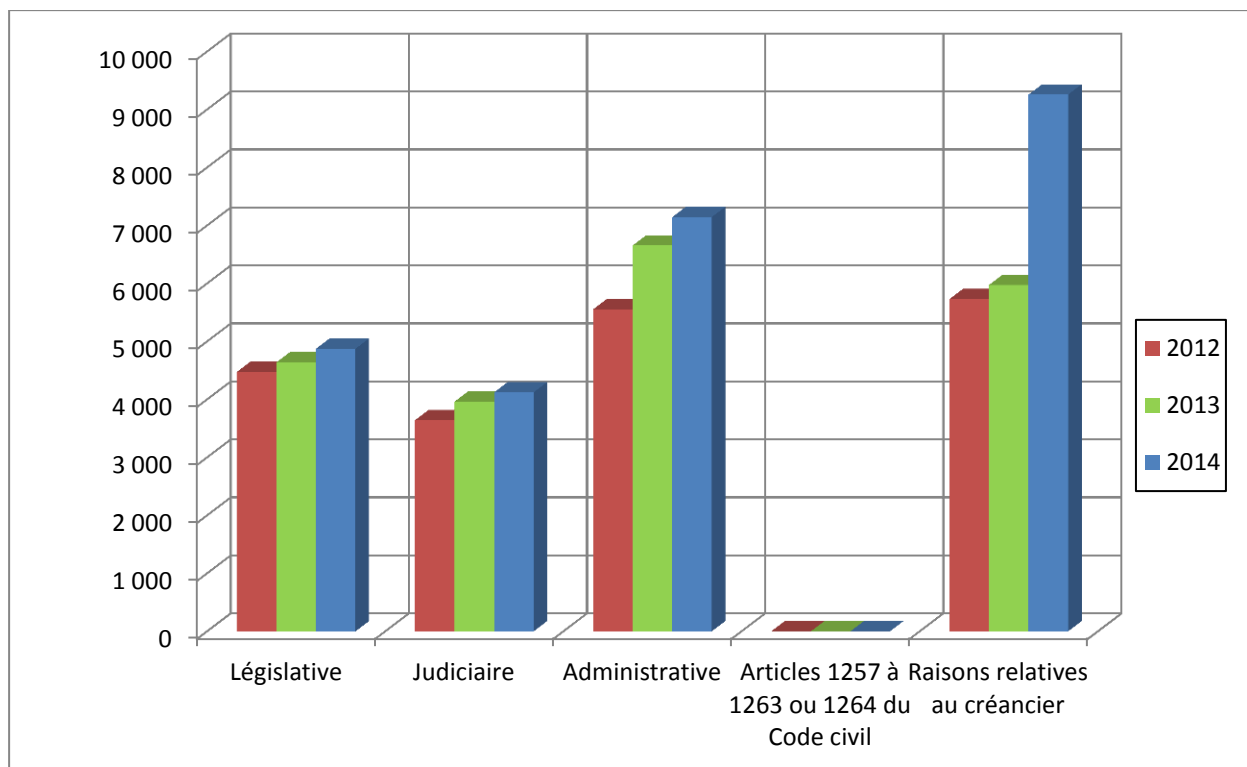
Catégorie des consignations	Nombre des restitutions partielles		
	Exercice 2012	Exercice 2013	Exercice 2014
Législative :	2.645	1.479	1.616
Judiciaire :	40	43	30
Administrative :	0	0	0
Raisons relatives au créancier :	122	64	377
Nombre total des restitutions partielles :	2.807	1.586	2.023



4. NOMBRE DE CONSIGNATIONS EN DEPOT A LA FIN DE L'EXERCICE

La comparaison du nombre des consignations en dépôt à la fin des 3 derniers exercices clôturés s'établit comme suit :

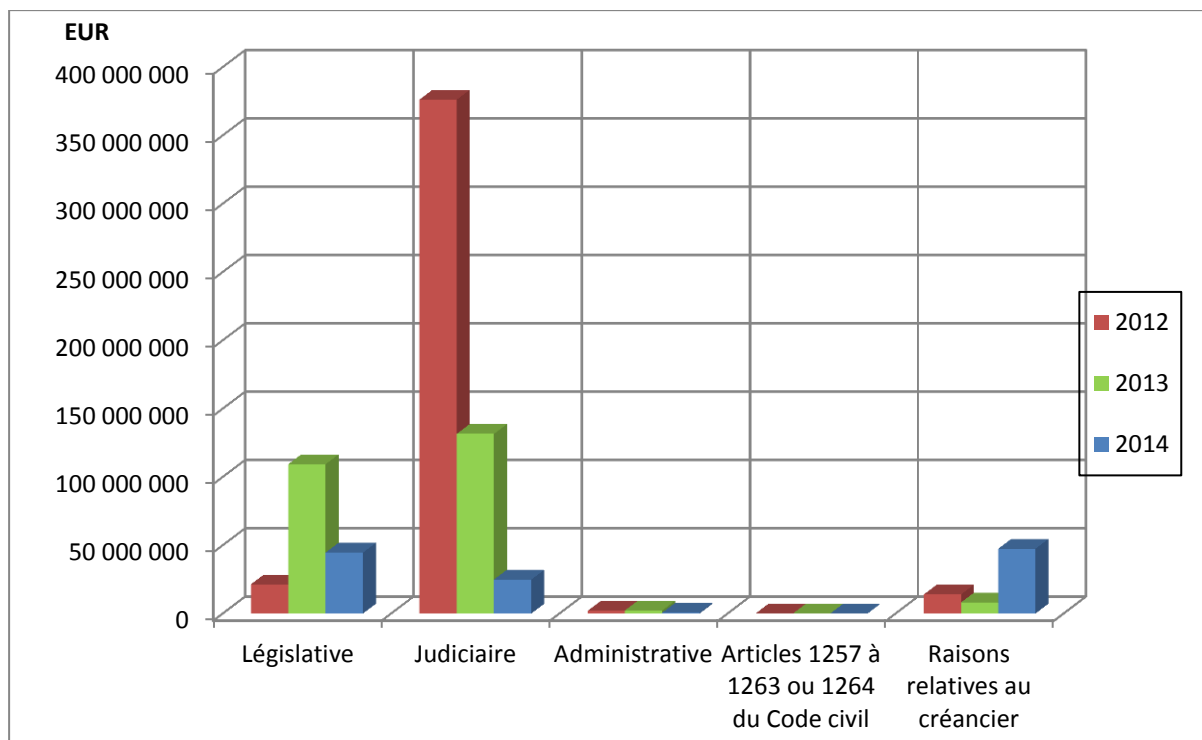
Catégorie des consignations	Nombre des consignations		
	Exercice 2012	Exercice 2013	Exercice 2014
Législative :	4.473	4.639	4.874
Judiciaire :	3.640	3.961	4.121
Administrative :	5.552	6.655	7.144
Articles 1257 à 1263 ou 1264 du Code civil :	0	0	0
Raisons relatives au créancier :	5.730	5.973	9.257
Nombre total des consignations en dépôt :	19.395	21.228	25.396



5. VALEUR COMPTABLE DES CONSIGNATIONS DEPOSEES

La comparaison de la valeur comptable des consignations déposées au cours des 3 derniers exercices clôturés s'établit comme suit :

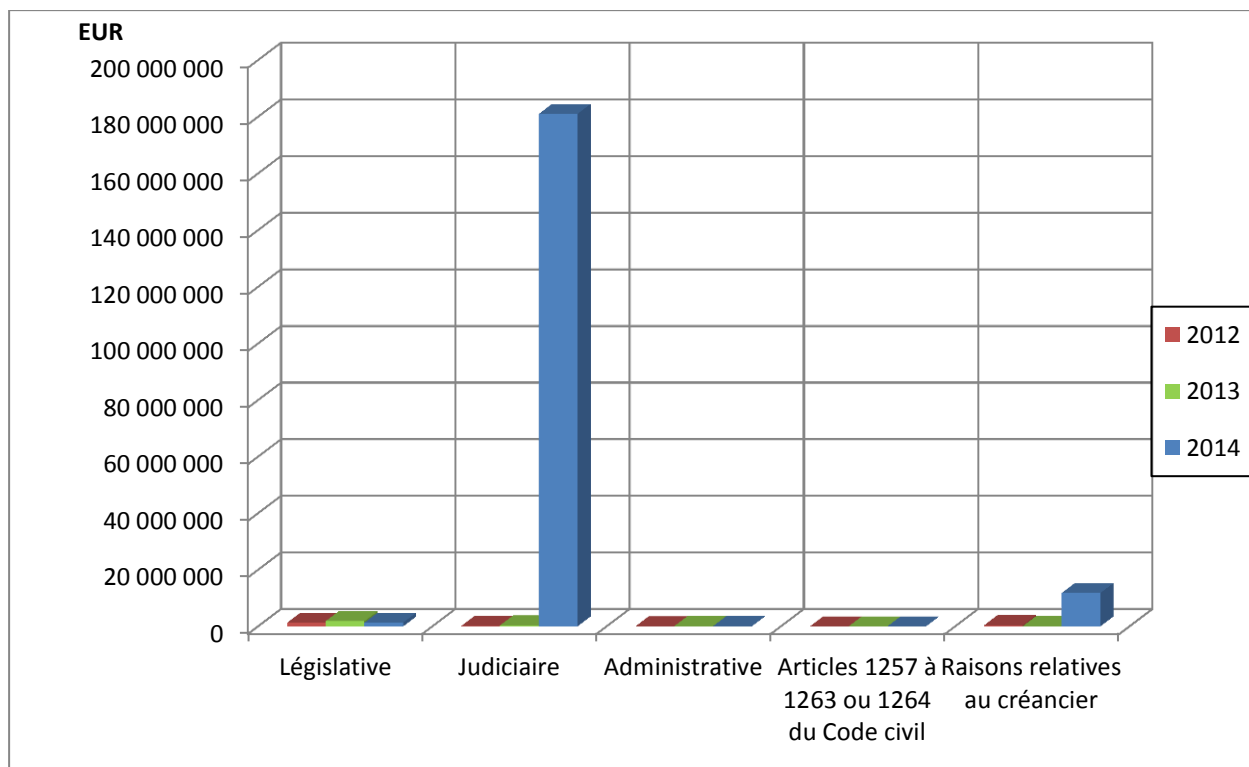
Catégorie des consignations	Valeur comptable (en EUR)		
	Exercice 2012	Exercice 2013	Exercice 2014
Législative :	21.307.954,85	109.250.784,15	44.612.127,07
Judiciaire :	375.982.204,25	131.388.610,53	24.843.556,13
Administrative :	1.859.619,87	2.266.375,24	654.985,95
Articles 1257 à 1263 ou 1264 du Code civil :	0,00	0,00	0,00
Raisons relatives au créancier :	13.803.247,57	8.014.208,18	47.392.960,39
Valeur comptable totale :	412.953.026,54	250.919.978,10	117.503.629,54



6. VALEUR COMPTABLE DES CONSIGNATIONS RESTITUEES INTEGRALEMENT

La comparaison de la valeur comptable des consignations restituées intégralement au cours des 3 derniers exercices clôturés s'établit comme suit :

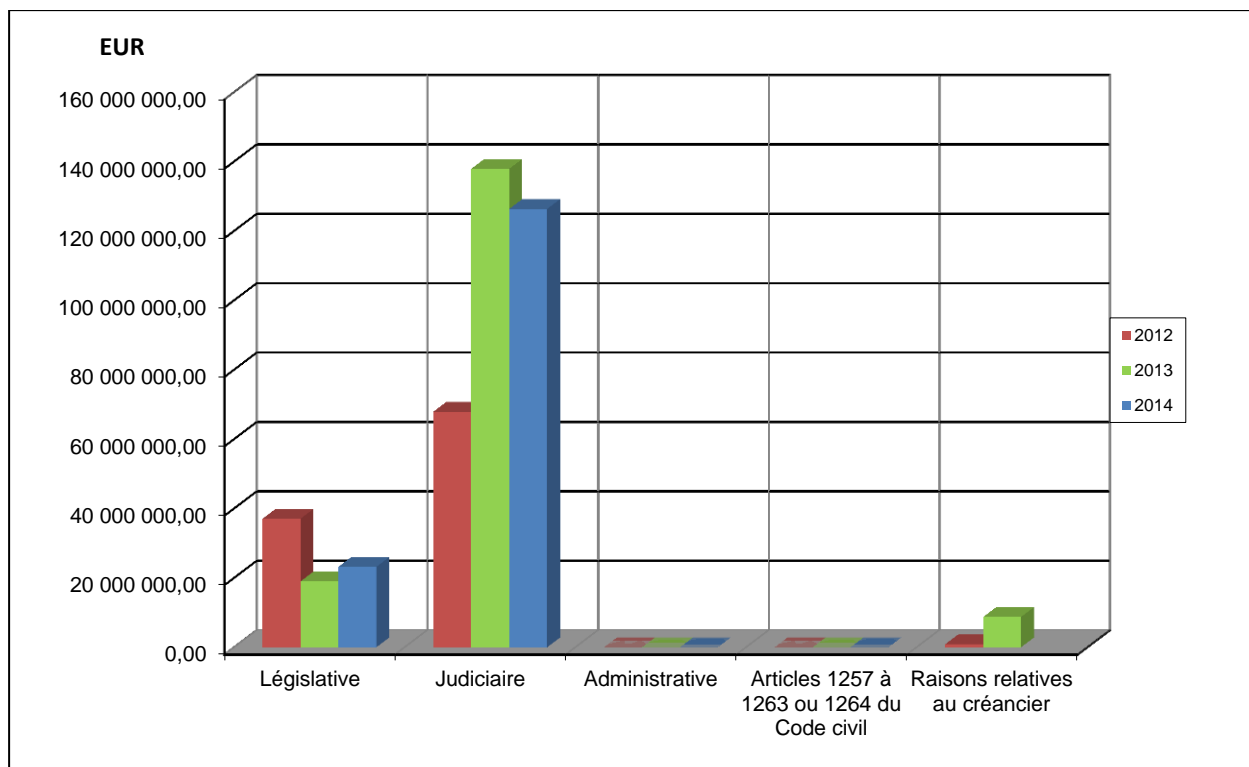
Catégorie des consignations	Valeur comptable (en EUR)		
	Exercice 2012	Exercice 2013	Exercice 2014
Législative :	1.287.385,61	1.887.191,66	1.331.808,90
Judiciaire :	164.455,85	390.005,80	181.015.700,41
Administrative :	61.294,95	109.994,01	68.426,69
Articles 1257 à 1263 ou 1264 du Code civil :	0,00	0,00	0,00
Raisons relatives au créancier :	416.558,66	117.472,85	11.782.650,59
Valeur comptable totale :	1.929.695,07	2.504.664,32	194.198.586,59



7. VALEUR COMPTABLE DES RESTITUTIONS PARTIELLES

La comparaison de la valeur comptable des restitutions partielles effectuées au cours des 3 derniers exercices clôturés s'établit comme suit :

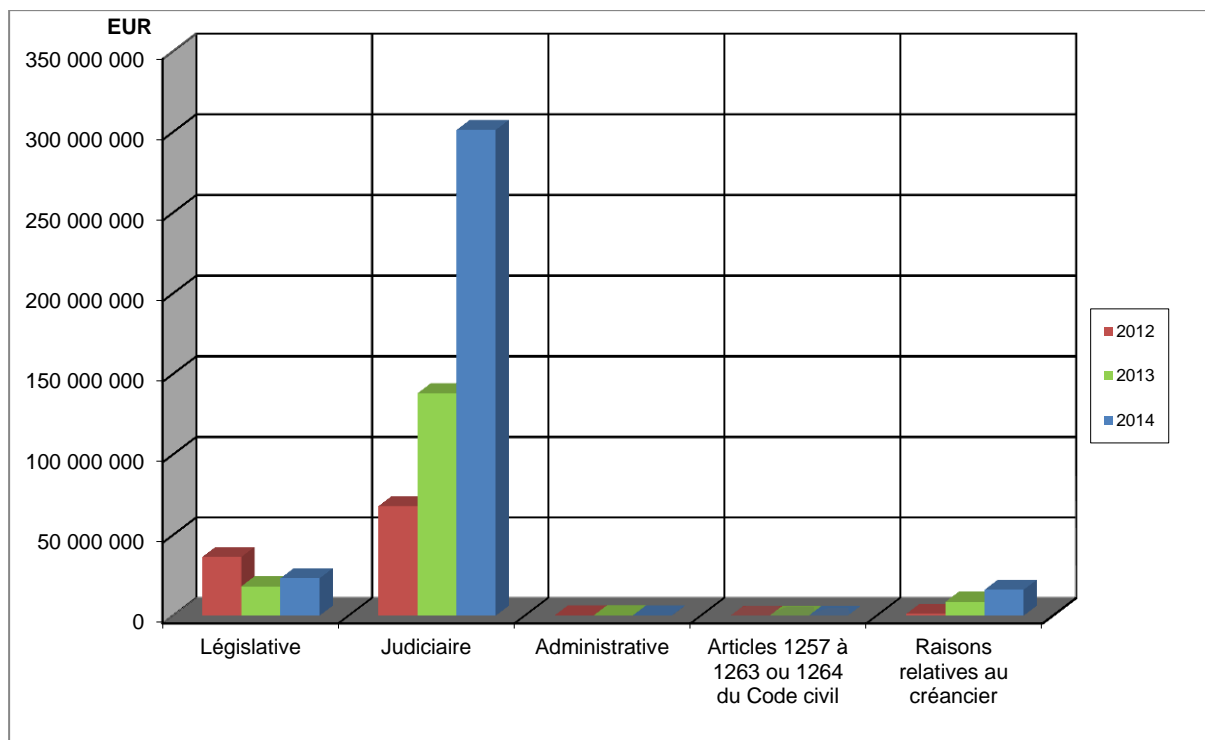
Catégorie des consignations	Valeur comptable (en EUR)		
	Exercice 2012	Exercice 2013	Exercice 2014
Législative :	37.043.947,26	18.979.570,38	23.189.238,85
Judiciaire :	67.902.451,11	137.903.006,10	126.334.391,37
Administrative :	0,00	0,00	0,00
Articles 1257 à 1263 ou 1264 du Code civil :	0,00	0,00	0,00
Raisons relatives au créancier :	895.579,53	8.731.875,93	4.323.573,10
Valeur comptable totale :	105.841.977,90	165.614.452,41	153.847.203,32



8. VALEUR (NETTE) D'INVENTAIRE DES RESTITUTIONS

La comparaison de la valeur (nette) d'inventaire des restitutions effectuées au cours des 3 derniers exercices clôturés s'établit comme suit :

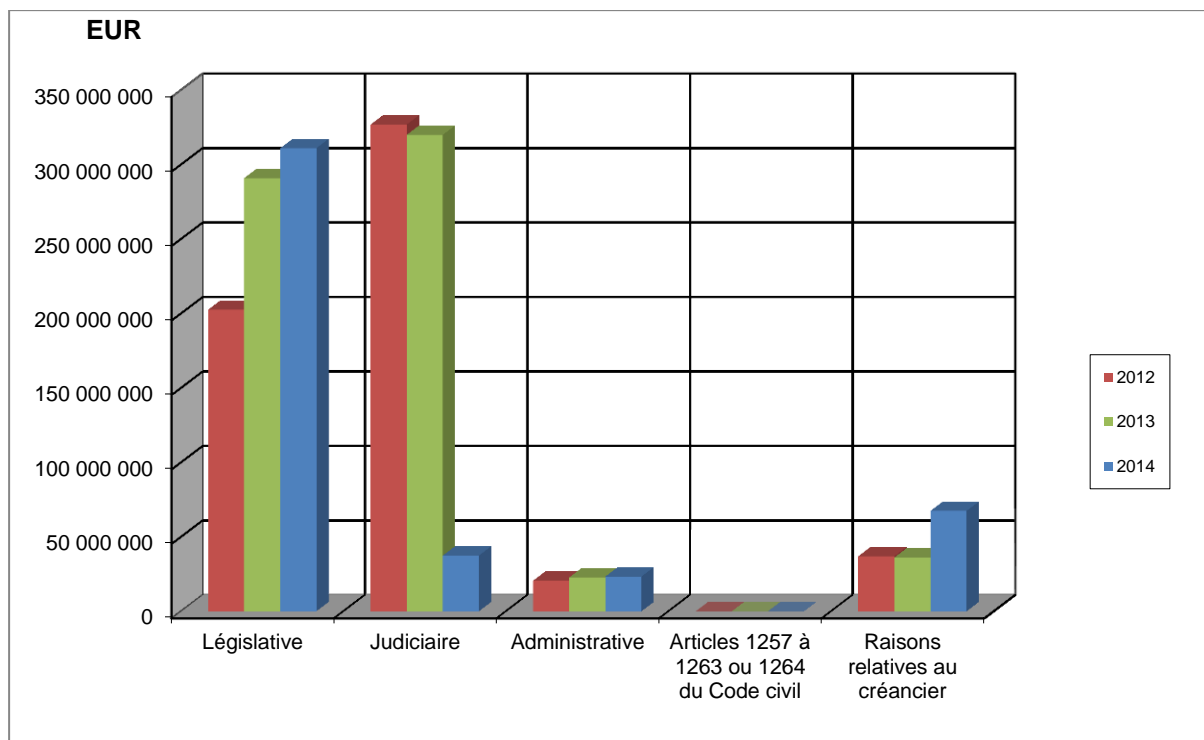
Catégorie des consignations	Valeur (nette) d'inventaire (en EUR)		
	Exercice 2012	Exercice 2013	Exercice 2014
Législative :	36.380.356,76	18.152.740,29	23.186.519,01
Judiciaire :	67.942.262,22	138.031.418,39	301.332.504,41
Administrative :	60.918,61	108.600,94	68.087,44
Articles 1257 à 1263 ou 1264 du Code civil :	0,00	0,00	0,00
Raisons relatives au créancier :	1.116.635,64	8.560.764,96	16.027.581,37
Valeur (nette) d'inventaire totale :	105.500.173,23	164.853.524,58	340.614.692,23



9. VALEUR COMPTABLE DES CONSIGNATIONS EN DEPOT A LA FIN DE L'EXERCICE

La comparaison de la valeur comptable des consignations en dépôt à la fin des 3 derniers exercices clôturés s'établit comme suit :

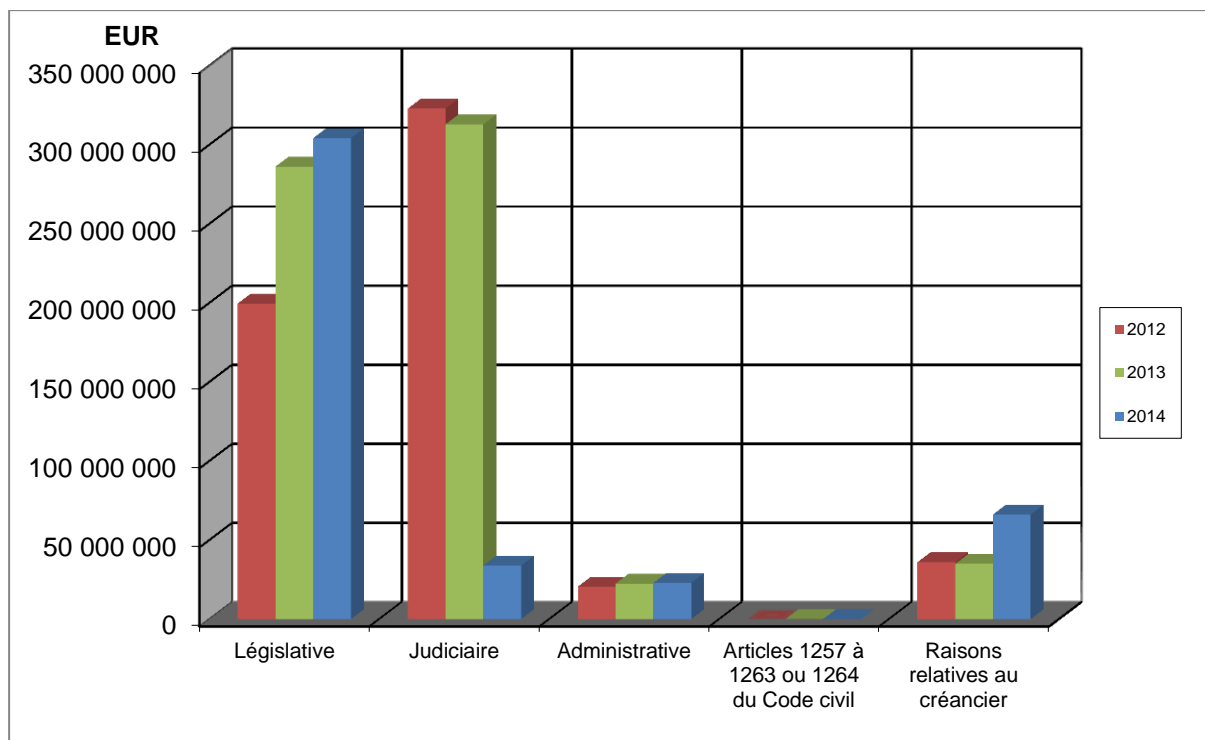
Catégorie des consignations	Valeur comptable (en EUR)		
	Exercice 2012	Exercice 2013	Exercice 2014
Législative :	202.442.168,04	290.826.190,15	310.917.269,47
Judiciaire :	326.785.498,11	319.881.096,74	37.374.561,09
Administrative :	20.588.950,84	22.745.332,07	23.331.891,33
Articles 1257 à 1263 ou 1264 Code civil :	0,00	0,00	0,00
Raisons relatives au créancier :	36.940.281,98	36.105.141,38	67.391.878,08
Valeur comptable totale :	586.756.898,97	669.557.760,34	439.015.599,97



10. VALEUR (NETTE) D'INVENTAIRE DES CONSIGNATIONS EN DEPOT A LA FIN DE L'EXERCICE

La comparaison de la valeur (nette) d'inventaire des consignations en dépôt à la fin des 3 derniers exercices clôturés s'établit comme suit :

Catégorie des consignations	Valeur (nette) d'inventaire (en EUR)		
	Exercice 2012	Exercice 2013	Exercice 2014
Législative :	199.527.574,38	286.094.848,46	304.169.152,26
Judiciaire :	322.780.684,18	312.862.045,12	33.815.492,59
Administrative :	20.497.153,99	22.458.496,94	22.841.159,91
Articles 1257 à 1263 ou 1264 Code civil :	0,00	0,00	0,00
Raisons relatives au créancier :	35.972.123,74	34.846.280,47	66.079.982,46
Valeur (nette) d'inventaire totale :	578.777.536,29	656.261.670,99	426.905.787,22



J. ANNEXE : TEXTES LÉGISLATIFS

1. LOI DU 29 AVRIL 1999 SUR DES CONSIGNATIONS AUPRES DE L'ÉTAT

Art. 1er. Champ d'application

(1) Tout bien à consigner en vertu d'une loi, d'un règlement, d'une décision judiciaire ou administrative doit être consigné auprès de la caisse de consignation, conformément aux dispositions de la présente loi, nonobstant toutes dispositions légales ou réglementaires antérieures.

(2) Tout bien à consigner volontairement par un débiteur pour se libérer à l'égard d'un créancier peut être consigné avec effet libératoire pour le débiteur auprès de la caisse de consignation, conformément aux dispositions de la présente loi, lorsque la consignation a lieu sur base des articles 1257 à 1263 ou 1264 du Code civil ou lorsque le débiteur, sans faute de sa part, ne peut se libérer en toute sécurité pour des raisons relatives au créancier.

(3) La présente loi s'applique aussi aux consignations faites par l'État.

Art. 2. Caisse de consignation

(1) La Trésorerie de l'État est la caisse de consignation au sens de la présente loi.

(2) Les biens consignés à la caisse de consignation ne peuvent être confondus avec les avoirs de l'État. La caisse de consignation tient des livres distincts de ceux de l'État dont les règles comptables sont fixées par règlement grand-ducal.

(3) Les comptes de la caisse de consignation sont soumis annuellement au contrôle de la Cour des Comptes.

Art. 3. Biens consignables

Pour pouvoir être consigné, un bien doit avoir l'une des formes acceptables conformément aux dispositions du présent article :

- a) Sont acceptables tous les biens susceptibles d'être versés ou virés en faveur de la caisse de consignation sur un compte bancaire ou un compte chèque postal au Luxembourg.
- b) Sont acceptables tous autres biens meubles ou immeubles, corporels ou incorporels, à condition, dans les cas visés au paragraphe (2) de l'article 1er, de l'accord écrit et préalable de la caisse de consignation. Cet accord devient caduc s'il n'est pas suivi dans les trois mois de sa notification par la réception des biens à la caisse de consignation.

Art. 4. Réception des biens à consigner

(1) Toute réception de biens par la caisse de consignation est documentée par un récépissé délivré au déposant. La réception de biens à consigner et la délivrance du récépissé se fera par l'administration de l'Enregistrement et des Domaines dans tous les cas où la compétence pour ce faire lui est expressément reconnue par une loi, un règlement, une décision judiciaire ou administrative.

(2) La caisse de consignation tient un registre de toutes les consignations effectuées, faisant référence aux éléments relevant de chaque consignation.

Art. 5. Garde des biens consignés

(1) La caisse de consignation a seule la charge de garder les biens consignés en vue de leur restitution aux ayants droit.

(2) La caisse de consignation place auprès d'établissements financiers au Luxembourg tous les biens consignés pour lesquels des comptes de dépôt sont normalement ouverts, tels que des sommes en monnaie nationale ou étrangère, des titres ou des métaux précieux. Elle prend égard, quant au choix des échéances, à son obligation de restituer les biens consignés dans un délai raisonnable.

(3) Les biens consignés autres que ceux visés au paragraphe précédent, sont conservés inchangés en vue de leur restitution en nature aux ayants droit. A cet effet, la caisse de consignation peut faire par elle-même ou par des tiers, tous les actes d'administration qui lui paraissent nécessaires.

(4) Les sommes provenant de la perte de biens consignés sont placées conformément au paragraphe (2).

(5) Les frais de la garde des biens consignés, y compris les frais propres de la caisse de consignation ainsi qu'une taxe de consignation établie sur base d'un tarif à fixer par règlement grand-ducal, sont couverts par imputation annuelle sur les fruits et à défaut, les produits des biens consignés. La taxe de consignation ne peut être fixée par an à moins de 0,5% ni à plus de 3% de la valeur estimée des biens consignés.

Art. 6. Restitution des biens consignés

(1) La restitution des biens consignés aux ayants droit nécessite une décision motivée de la part de la caisse de consignation.

En cas de consignation sur base de l'article 1er (1), la restitution intervient suite à l'acte qui l'autorise. En cas de consignation sur base de l'article 1er (2), la restitution intervient sur demande dûment justifiée.

(2) La restitution porte soit sur les biens consignés en nature, soit sur les sommes acquises en lieu et place des biens initialement consignés. Sous réserve de l'article 5(5), elle porte également sur les fruits et produits de ces biens et sommes, tels qu'établis par la caisse de

consignation. La caisse de consignation n'est pas tenue de verser ces fruits et produits avant la fin de la consignation.

(3) La caisse de consignation ne peut effectuer la restitution qu'après avoir reçu paiement, de la part des ayants droit au profit du Trésor, des frais restant dus.

Art. 7. Effet des significations

Les saisies-arrêts, oppositions, cessions et généralement toutes significations relatives à des biens consignés ont lieu, par dérogation aux dispositions du Code de procédure civile, à la Trésorerie de l'État. Sont, pour le surplus, appliquées aux consignations les formalités pour les saisies-arrêts ou oppositions entre les mains des receveurs ou administrateurs de caisses ou deniers publics.

Art. 8. Prescription

(1) Les biens meubles consignés sont acquis à l'État lorsqu'il s'est écoulé un délai de trente ans sans qu'il ait été demandé à la caisse de consignation de prendre une décision de restitution conformément à l'article 6 (1) ou sans que soit intervenu l'un des actes visés par l'article 2244 du Code civil. Ce délai prend cours à partir de la date du récépissé visé au paragraphe (1) de l'article 4.

(2) Six mois au plus tard avant l'échéance de ce délai, la caisse de consignation avise par lettre recommandée les ayants droit dont le domicile est connu suivant les pièces en sa possession, de la échéance qu'ils encourent. A défaut de domicile connu ou à défaut d'une réclamation des ayants droit avisés endéans les deux mois de l'envoi de la lettre recommandée précitée, les indications pouvant permettre aux ayants droit de se manifester sont publiées immédiatement au Mémorial.

Art. 9. Dispositions abrogatoires et transitoires

(1) Sont abrogés : la loi modifiée du 12 février 1872 sur les consignations;
l'arrêté grand-ducal du 9 juillet 1945 portant modification de la législation sur la caisse des consignations;
l'arrêté royal grand-ducal du 16 juillet 1872 concernant l'exécution de la loi sur les consignations du 12 février 1872;

le règlement grand-ducal du 10 mars 1975 portant relèvement du taux des intérêts à servir par la caisse des consignations.

(2) Est abrogé le point 3° de l'article 46 de la loi modifiée du 27 juillet 1936 concernant la comptabilité de l'État.

(3) Les consignations valablement faites avant l'entrée en vigueur de la présente loi restent soumises aux anciens textes les ayant régies.

Art. 10. Entrée en vigueur

La présente loi entre en vigueur le 1er janvier 2000.

2. REGLEMENT GRAND-DUCAL DU 4 FEVRIER 2000

Règlement grand-ducal du 4 février 2000 fixant les règles comptables pour les livres de la caisse de consignation et le tarif pour la taxe de consignation

Art. 1. Principes comptables

(1) La caisse de consignation attribue un numéro d'ordre comptable à chaque consignation distincte par l'acte juridique qui lui a donné naissance et qui est obligatoirement indiqué sur le récépissé des biens consignés et, le cas échéant, distincte par ayant droit. Elle ouvre pour chaque consignation un compte interne individuel, subdivisé en sous-comptes par type de biens et par devise.

(2) Les livres de la caisse de consignation sont tenus sous forme d'un compte de flux à partie double, enregistrant l'intégralité des produits et des charges de la caisse de consignation ainsi que d'un bilan à partie double, dont le passif indique le total net des biens et sommes à restituer par la caisse de consignation, tel qu'il se dégage des soldes additionnés des comptes internes individuels, et dont l'actif indique le total des biens gardés par la caisse de consignation et des avoirs inscrits à son nom. La différence entre le total du passif et le total de l'actif du bilan est inscrite sous forme d'un solde comptable.

(3) Une consignation entre dans les livres de la caisse de consignation au moment de l'établissement du récépissé par la caisse de consignation, également au cas où la délivrance du récépissé établi par la caisse de consignation se ferait par l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines.

(4) Une consignation sort des livres de la caisse de consignation au moment où la caisse de consignation soit prend la décision de restituer les biens consignés soit transfère les biens meubles consignés à l'État en exécution de l'article 8 de la loi du 29 avril 1999 sur les consignations auprès de l'État. Si l'ayant droit des biens en cause n'en prend pas possession dans un délai de trois mois à partir du jour de la décision de restitution, ils sont considérés de plein droit comme ayant fait l'objet d'une nouvelle consignation, par le Ministre ayant la caisse de consignation dans ses attributions, à partir du jour de la décision de restitution.

(5) Les livres de la caisse de consignation sont tenus en euros.

Art. 2. Comptes internes individuels.

(1) Les comptes internes individuels ouverts par la caisse de consignation pour chaque consignation distincte et leurs sous-comptes retracent les éléments suivants de chaque consignation :

- a) les biens initialement consignés ou les sommes acquises en lieu et place de ces biens;
- b) les fruits et produits de ces biens et sommes;
- c) les frais de la garde de ces biens et sommes;
- d) la taxe de consignation sur ces biens et sommes.

(2) Les comptes ou sous-comptes individuels qui portent sur des sommes d'argent sont ou bien crédités d'intérêts mensuels à un taux inférieur de dix pour-cent en termes relatifs au taux de placement moyen réalisé pour la devise en question par la Trésorerie de l'État, ou bien débités d'intérêts mensuels à un taux supérieur de dix pour-cent en termes relatifs au même taux de placement. Les intérêts sont calculés pour chaque mois entier de la garde et comptabilisés le dernier jour du mois.

(3) Les biens et sommes visés à la lettre a) du paragraphe (1) sont inscrits dans les livres de la caisse de consignation avec la valeur comptable suivante :

s'il s'agit de sommes d'argent, avec leur valeur nominale;

s'il s'agit d'autres biens, avec la valeur estimée au moment de la consignation. Cette valeur, établie au besoin sur base d'expertises, peut être modifiée au cours de la consignation sur l'initiative de la seule caisse de consignation, sur base de critères objectifs.

(4) La valeur comptable des biens visés au paragraphe précédent est exprimée et comptabilisée en euros. Toutefois, si les biens à restituer sont dénommés en une devise autre que l'euro ou autre que l'une des subdivisions nationales de l'euro, la valeur de ces biens et les comptes afférents à leur consignation sont maintenus dans la devise à restituer et seulement convertis en euros, au cours de change utilisé dans la comptabilité de l'État, pour les besoins de l'établissement des livres de la caisse de consignation.

Art. 3. Frais de garde.

Les frais de garde visés à la lettre c) du paragraphe (1) de l'article 2 se composent :

des frais spécifiquement déboursés par la caisse de consignation pour la garde de la consignation en cause, mis en compte au moment de leur constatation;

d'un montant forfaitaire, couvrant les frais non spécifiquement attribuables à une consignation ainsi que les frais propres de la caisse de consignation, égal à 1% par an de la valeur comptable des biens consignés, établie conformément aux paragraphes (3) et (4) de l'article 2. Ce montant forfaitaire est calculé à raison d'un douzième pour chaque mois de la garde et est comptabilisé le premier jour du mois. Le mois de l'établissement du récépissé

est exempt de frais de garde. Toutefois, quelle que soit la durée de la garde, les frais dus au titre du montant forfaitaire ne peuvent être inférieurs au montant calculé pour un mois.

Art. 4. Taxe de consignation.

(1) La taxe de consignation est fixée sur base de la valeur comptable des biens consignés, établie conformément aux paragraphes (3) et (4) de l'article 2, conformément au tarif suivant :

1% par an pour les sommes d'argent;

2% par an pour les autres biens pour lesquels des comptes de dépôt sont normalement ouverts;

3% par an pour les autres biens.

(2) La taxe de consignation est calculée à raison d'un douzième pour chaque mois de la consignation et est comptabilisée le premier jour du mois. Le mois de l'établissement du récépissé est exempt de la taxe. Toutefois, quelle que soit la durée de la consignation, la taxe due ne peut être inférieure au montant calculé pour un mois.

Art. 5. Actif de la caisse de consignation.

Les actifs de la caisse de consignation qui consistent en des biens consignés sont inscrits dans ses livres avec la même valeur comptable avec laquelle ils sont inscrits à son passif, conformément aux paragraphes (3) et (4) de l'article 2.

Art. 6. Affectation du solde de la caisse de consignation.

(1) La partie du solde comptable créditeur inscrit au passif de la caisse de consignation à la clôture d'un exercice financier annuel qui dépasse la moitié du total de la valeur comptable des biens consignés est transférée au Trésor comme recette du budget de l'État au titre de l'exercice financier suivant.

(2) Le transfert visé au paragraphe précédent ne peut se faire qu'après déduction de tout solde négatif éventuel en relation avec des consignations transférées à l'État en exécution de l'article 8 de la loi du 29 avril 1999 sur les consignations auprès de l'État.

Art. 7. Entrée en vigueur.

(1) Les dispositions du présent règlement sont d'application à partir de l'exercice 2000.

(2) Notre Ministre du Trésor et du Budget est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.